

- فـ"أب س" طش ح دآّ هيش بلن خانرو اوال خ ح ل ن ف ض لئ اء الئذ، م ك ا ذك ا نئ ن ف ال ن ان رت ش خ اُسئ ائش ك ص ج ان هيو او ا اس ج ر؟
- ذك ذلـ لئ اذ ه هئ اف" ا سئ ا طعم دئش اح ان خ طظن ج ا خ 7 بن 1002 فن ذ ب ت ذ ا ي ظف ا ظلئ ا ط م س س ك ا ا هئ فاق ا س لئ ح ا ل د سئ ك ا ذئ تئ ش لئ ك هف ا ح ذاز 22 ا ل هئ هئ ش (1002 فان ال ا خ ان ر ح ف ا ح ذاز 1002 فئ هئ ذ ف ا ح ذاز 1002 فن ذ ا خ طو ل لا ا خ ل ر ح فئ هئ هئ ف ا غ ا ر ا ي ا ف د غ غ لئ سئ ك ذئ ش ح هئ ن سئ ا) ا لئ هئ ان ز ال ك ذك ذ ا ف هئ فئ هئ ا ط ل ا س ش ا ح ي ف هئ ش ج هئ ج.
- شئ لـ (ذ ا ض ان ذئ ن ا بن هئ د ع د عئ هئ ك ح هئ ت دئ ن ا ط ش ا ز و ذ خ مان خ لئ جئ هئ دئ .

Le Monde (France)

Les Occidentaux multiplient les concessions à l'ONU pour faciliter l'adoption d'une résolution sur la Syrie

La Russie assure qu'elle mettra son veto à tout projet jugé menaçant pour son allié historique

New York (Nations unies)
Correspondante

Un marathon diplomatique de la dernière heure s'est engagé, jeudi 2 février, aux Nations unies, à New York, pour parvenir à un accord sur la Syrie, au prix de certaines concessions. Quarante-huit heures après l'offensive de plusieurs chefs de la diplomatie occidentaux, venus au siège de l'ONU faire pression pour l'adop-

Manifestations à l'occasion du 30^e anniversaire de Hama

Des manifestations ont eu lieu, jeudi 2 février, dans plusieurs villes de Syrie pour marquer le 30^e anniversaire du massacre commis à Hama en 1982. Entre 10 000 et 40 000 Syriens avaient été tués, victimes de la répression du régime de Hafez Al-Assad, le père de l'actuel président. Par ailleurs, cinq civils ont été tués jeudi, selon l'Observatoire syrien des droits de l'homme. Dans la province de Deraa, trois personnes sont mortes lors d'opérations de l'armée. A Idlib, deux frères ont été tués par les forces de sécurité. — (AFP.)

tion d'une résolution soutenant le plan de sortie de crise de la Ligue arabe, les 15 pays membres du Conseil de sécurité ont toujours du mal à s'entendre sur un texte. « Notre message à Damas perdrait toute sa force s'il ne fait pas l'objet d'un large consensus », soulignait un diplomate à l'issue des consultations, avant de rappeler l'effet contre-productif des veto russe et chinois opposés en octobre 2011 à la précédente résolution européenne, qui condamnait la répression en Syrie.

Pour éviter de voir leur nouveau projet sapé par un veto, Européens et Américains ont donc lâché du lest. La dernière mouture du texte, envoyée aux pays membres du Conseil après trois jours de négociations, « condamne la violence d'où qu'elle vienne », mais a été expurgée des clauses auxquelles la Russie s'était fermement opposée.

La première d'entre elles, considérée comme une « ligne rouge » par Moscou, est la référence explicite au départ du président syrien. Le texte se contente désormais de « soutenir pleinement (...) la décision de la Ligue arabe du 22 janvier 2012 de faciliter une transition politique », mais ne détaille plus les

tenants et aboutissants de cette transition, dont le transfert des pouvoirs de Bachar Al-Assad à son vice-président, entériné par la Ligue arabe.

Exit également la référence à la nécessité de former un gouvernement d'union nationale chargé d'organiser des élections. Tous les éléments susceptibles de s'apparenter à une stratégie de « changement de régime » ont été supprimés. Disparue également la mention des sanctions inédites annoncées par la Ligue arabe contre Damas en novembre et la décision dans le texte initial, d'« encourager tous les Etats à adopter des mesures similaires ».

Un vote dès que possible

Quant aux ventes d'armes à la Syrie, dont « s'inquiétait » le Conseil dans la première version, sans pour autant appeler à l'instauration d'un embargo, il n'en est plus du tout question. La Russie a d'ailleurs fait savoir entre-temps qu'elle avait l'intention de poursuivre ses exportations d'armes à Damas, ces dernières n'étant visées par « aucune restriction ».

Enfin, les Occidentaux menaçaient jusqu'ici de « considérer

d'autres mesures » si Damas n'avait pas obtempéré dans les quinze jours suivant le vote de la résolution. Ce délai est passé à vingt et un jours, et le régime syrien n'est plus nommément cité. « On est allé jusqu'au bout de nos concessions », confie une source proche du dossier, pour qui les seules nouvelles négociations possibles se feront « à la marge ».

Français et Britanniques ont dit espérer un vote « dès que possible », sans pour autant s'engager sur une date. L'ambassadeur russe auprès de l'ONU, Vitali Tchourkine, aurait pour la première fois explicitement menacé d'opposer son veto si la résolution était présentée au vote le 3 février. Le texte devait désormais être examiné et validé par les capitales.

Selon des diplomates, certaines réunions de haut niveau prévues dans les prochains jours pourraient avoir un impact sur l'issue des négociations, notamment la 48^e conférence sur la sécurité, ce week-end à Munich, où devait se rencontrer la secrétaire d'Etat américaine, Hillary Clinton, et son homologue russe, Sergueï Lavrov. ■

ALEXANDRA GENESTE

La Russie, alliée intangible de la Syrie

Après dix mois de violences et plus de 6 000 morts en Syrie, Moscou continue de s'opposer à une condamnation du président Assad à l'ONU. Deux raisons à cela : ses intérêts militaires et le « traumatisme » libyen

MARIE JÉGO

Moscou, correspondante

Depuis octobre 2011, la Russie est cramponnée à son « niet » dans le dossier syrien. Les efforts des Occidentaux pour tenter de rallier Moscou au projet de résolution sur la Syrie en discussion à l'ONU risquent de n'aboutir qu'à un texte vidé de sa substance. La Russie défend coûte que coûte son allié stratégique de longue date dans la région. Volonté de se démarquer des Occidentaux ou fidélité suicidaire à un régime en sursis ? L'obstruction russe laisse les Américains et les Européens perplexes. Les premiers sont déçus : ils imaginaient que la relance des relations américano-russes après l'élection de Barack Obama n'était pas un vain mot, il n'en est rien. Ce « reset » a rempli ses fonctions : un nouveau traité Start prévoyant une réduction d'un tiers des têtes nucléaires a été signé en avril 2010, les Russes ont fait quelques concessions dans le dossier iranien et se sont abstenus lors du vote de la résolution 1973 sur la Libye, en mars 2011. Mais le dialogue apaisé n'est plus à l'ordre du jour.

Les Européens, qui n'ont pas ménagé leurs efforts pour inciter la diplomatie russe à mettre de l'eau dans son vin, ne savent plus sur quel pied danser. « Leur position est vraiment difficile à comprendre », résume un diplomate européen en poste à Moscou. Au-delà des arguments classiques – soutien de longue date aux Al-Assad père et fils, vente d'armes au régime pour 3 milliards de dollars au total, importance stratégique de la base navale russe de Tartous en Méditerranée, dernier avant-poste à l'étranger maintenu depuis l'effondrement de l'URSS –, d'autres raisons éclairent la posture russe.

La première est le profond décalage entre deux systèmes de valeurs. Pour les Occidentaux, un dirigeant



Marins russes alignés sur le porte-avions « Amiral-Kouznetsov » lors de la visite du général Daoud Rajiha, ministre syrien de la défense, à la base navale de Tartous, le 8 janvier.

AFP/SANA

qui fait tirer sur son peuple dans de telles proportions – au moins 6 000 morts, la plupart victimes des tirs de l'armée régulière syrienne, selon l'ONU – commet un crime contre l'humanité. De là, la notion d'ingérence humanitaire. Mise en avant par le camp occidental, elle est un os qui ne passe pas dans la gorge de l'élite politico-militaire au pouvoir en Russie.

Vues des bords de la Moskova, les tueries de civils importent peu, et on parie que Bachar Al-Assad finira par s'en sortir. Prompt à crier au « génocide » de 162 Ossètes du Sud au moment de la guerre russo-géorgienne de 2008, le Kremlin refuse de considérer les milliers de morts syriens comme un motif sérieux de changement de direction en Syrie. La mise à l'écart de Bachar Al-Assad et la formation d'un gouvernement d'union chargés de préparer des élections, comme le réclame le plan concocté par la Ligue arabe, n'ont pas l'heur de lui plaire.

Pendant le carnage, les affaires continuent. Lundi 23 janvier, le quotidien russe *Kommersant* a révélé que la Syrie allait acheter à la Russie 36 avions d'entraînement militaire Iak-130, un contrat à 550 millions de dollars. Quelques jours plus tôt, on avait appris qu'un navire russe transportant 60 tonnes d'armes et de munitions était arrivé à bon port à Tartous, mi-janvier.

« Il est inacceptable que certains pays, y compris au sein de ce Conseil, continuent de fournir les moyens mêmes des violences commises aux dépens de la population syrienne », a protesté Gérard Araud, l'ambassadeur français aux Nations unies. Réponse de Vitali Tchourkine, le représentant russe à l'ONU : les ventes d'armes « n'ont aucun impact sur la situation ».

En revanche, les commandes syriennes sont une douce musique pour les barons de l'armement, contrariés par la propension du ministère russe de la défense à se

fournir désormais auprès des pays de l'OTAN (porte-hélicoptères et fusils pour les forces d'élite françaises, véhicules blindés italiens, etc.).

Les directeurs du « complexe militaro-industriel » ne demandent pas mieux que de recevoir de nouveaux subsides pour faire tourner leurs usines vétustes. Le Iak-130 a été conçu en 1992 ; l'entreprise Irkout (détenue à 80 % par la société d'Etat OAK) qui le fabrique n'est pas à même de fournir rapidement les 36 modèles. Compte tenu de l'incertitude en Syrie, le paiement de cette commande risque de se perdre dans les limbes, mais qu'importe.

Autre argument : le traumatisme libyen. La diplomatie russe a eu la sensation de se faire piéger en s'abstenant lors du vote de la résolution 1973. Ce texte a été perçu comme la validation par l'ONU de la notion d'ingérence humanitaire. « L'abstention russe sur la Libye a ôté toute envie de soutenir l'Occident. On est passé de la création d'une zone de non-survol aérien à une opération de type classique avec la participation active de l'OTAN. La Russie ne soutiendra plus jamais ça. De même qu'elle ne votera pas pour une résolution diluée, sans un fort interdit sur l'emploi de la force », explique Fiodor Loukianov, rédacteur en chef de la revue *La Russie dans la politique globale*, et l'un des meilleurs analystes de politique étrangère.

Chaque jour, le drapeau russe est brûlé par les opposants syriens. N'y a-t-il pas beaucoup à perdre en soutenant un régime chancelant ? « Si le régime de Bachar Al-Assad tombe, la Russie perdra ses positions. A supposer qu'elle change de cap et soutienne les opposants, personne ne la croira. C'était pareil en Libye. L'abstention russe a permis le renversement de Kadhafi mais les nouveaux dirigeants ont malgré tout remis les contrats en question », assure l'analyste.

La Russie n'est pas la seule à avoir une vision souverainiste. La Chine, l'Inde et l'Afrique du Sud se sont ran-

gées à ses côtés, refusant toute ingérence en Syrie. De là, l'espoir de voir la Russie diriger un front du refus qui ferait échec aux desseins occidentaux. Un projet qui s'inscrit dans le droit fil de la politique étrangère de Vladimir Poutine. L'homme n'est pas encore installé au Kremlin pour son troisième mandat – la présidentielle aura lieu le 4 mars et la passation de pouvoir en mai – que le ton russe s'est durci au sujet de la crise syrienne, du dossier nucléaire ira-

**La diplomatie russe
a eu la sensation de se faire
piéger en s'abstenant
lors du vote de la
résolution 1973 sur la Libye**

nien, et avec l'OTAN notamment autour de son projet de bouclier antimissile. L'effet Poutine est déjà là.

Chantre du retour de la puissance russe, l'ancien colonel du KGB (services soviétiques) est resté un pur produit de la guerre froide. Marqué par son passé d'ancien agent, il voit la CIA partout : dans les « révolutions de couleur » survenues dans l'ex-glacis soviétique (Géorgie 2003, Ukraine 2004, Kirghizistan 2005), dans le soutien au « printemps arabe », et aussi derrière la contestation en Russie.

Au plus fort de celle-ci, en décembre 2011, Vladimir Poutine avait ainsi affirmé que la secrétaire d'Etat Hillary Clinton « avait donné le signal » des manifestations de l'opposition, ulcérée par la perspective d'un retour du maître du Kremlin pour un troisième mandat. Pour finir, il est d'autant moins incité à donner son aval à un changement de régime en Syrie qu'il redoute certainement de subir le même sort chez lui. ■

Le Monde (France)

A Homs, plus de 200 morts dans des bombardements

L'opposition accuse les forces loyalistes du déluge de feu qui a visé un quartier de la ville. Les autorités syriennes ont nié toute responsabilité

C'est en milieu de soirée, vendredi 3 février, que le quartier de Khaldiyyé, à Homs, a basculé dans l'horreur. « Les bombardements ont commencé après 22 h 30 », raconte le photjournaliste Mani, envoyé spécial du Monde dans ce bastion de l'insurrection contre le régime de Bachar Al-Assad qui n'en contrôle déjà plus totalement la partie Ouest.

Cible visée : la place centrale de ce quartier où les forces loyalistes tiennent encore quelques barrières. « Selon les informations obtenues auprès des militants présents sur place [mais impossible à recouper samedi matin], les tirs ont débuté après qu'un groupe de soldats qui venait de faire défection est arrivé sur la place où se déroulent chaque soir des manifestations contre le régime syrien », raconte Mani. Ces soldats venaient d'une position loyaliste située à proximité. »

« Les tirs ont visé des immeubles aux alentours. Très vite on a parlé de 40 morts, puis vers 1 h 30 du matin, le bilan a commencé à grossir. On a parlé alors de 138 morts. Puis, à 4 heures du matin, il était question de plus de 200 morts et des centaines de blessés, entre 300 et 700, des chiffres sans commune mesure avec les bilans des jours précédents pourtant déjà très violents. »

Depuis le 26 janvier, en effet, des dizaines de morts ont été recensés quotidiennement à Homs, principalement des civils alors que dans le reste du pays les forces loyalistes sont également visées par des groupes de déserteurs.

Le quartier de Khaldiyyé n'est pas le seul à subir des bombardements dans la nuit de vendredi à samedi. Le photjournaliste, qui se trouve alors dans le quartier de Bab Amro, totalement libéré de la

tutelle des autorités syriennes et contrôlé désormais par l'Armée libre de Syrie (ALS) qui regroupe des déserteurs, témoigne des tirs dont les positions tenues par l'ALS sont la cible au cours de la nuit.

Situation identique dans le quartier d'Inshaat, voisin de Bab Amro. « Les tirs ont duré jusqu'aux premières heures du jour », témoigne Mani.

A Khaldiyyé c'est le chaos. « De nuit, avec les snipers et les bombardements, il est impossible de circuler d'un quartier à l'autre sans prendre d'énormes risques », explique Mani. Les postes de santé de fortune, installés dans chaque quartier, sont alors submergés. « Les gens de

« De nuit, il est impossible de circuler d'un quartier à l'autre sans prendre d'énormes risques », raconte Mani

Khaldiyyé n'ont pas la capacité de prendre en charge un tel nombre de blessés, ils n'ont pas assez de cadres médicaux et pratiquement aucun équipement », assure Mani, qui se rend au cours de la nuit dans des dispensaires d'Inshaat où sont soignés les blessés du quartier, mais qui ne peut accéder à Khaldiyyé.

La situation est encore aggravée dans le quartier bombardé par la permanence de forces loyalistes dans certaines rues alors que d'autres sont tenues par l'Armée libre de Syrie selon les militants liés à l'insurrection.

Le Conseil national syrien (CNS), la principale force de l'opposition syrienne, a affirmé samedi matin que 260 civils avaient été tués dans les bombardements de

Homs. Ce chiffre, s'il était confirmé, serait le plus élevé depuis le début du soulèvement. Le 15 mars 2011, jour des premières manifestations à Damas, relancé quelques jours plus tard par le soulèvement de Deraa, dans le sud du pays.

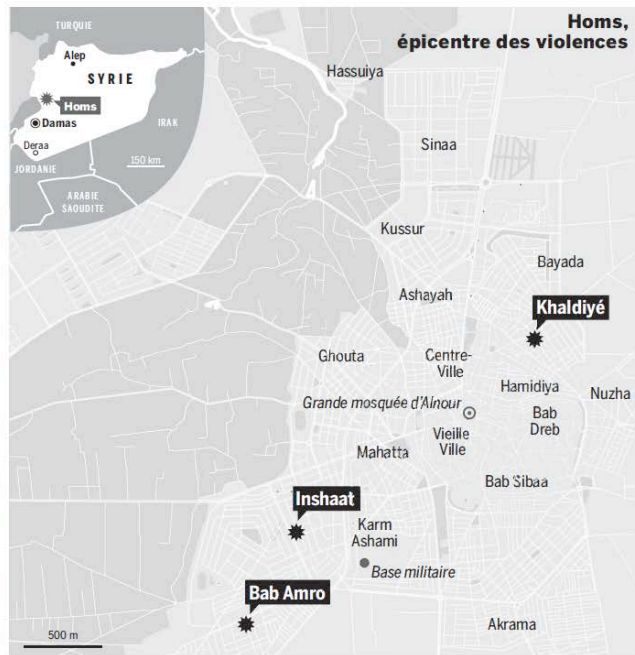
« Lors de l'attaque, des bâtiments résidentiels et des maisons ont été bombardés très fortement et au hasard (...) Dans le même temps, les forces d'Assad ont aussi bombardé hier al Choughour [nord-ouest], les banlieues de Damas, et l'est de Ghouta [près de Damas] dans ce qui semble être une préparation à des massacres similaires », a ajouté le CNS qui a demandé à la Russie, l'un des derniers alliés du président Al-Assad, « de changer sa position face aux massacres du régime syrien », à « clairement condamner le régime et à le tenir responsable pour les massacres ».

Fidèle à la ligne qui est la sienne depuis le début des violences, le pouvoir syrien a nié indirectement toute responsabilité dans les bombardements de Homs. « Une source de presse dément le pilonnage par l'armée de certains quartiers de Homs, colporté par les chaînes de télévision qui incitent » à la violence, a indiqué l'agence de presse officielle syrienne SANA.

L'agence, citant une source de presse, a affirmé que les civils tués à Homs dans la nuit de vendredi à samedi et « montrés par les chaînes de télévision satellitaires sont des citoyens qui ont été kidnappés et tués par des hommes armés ».

L'agence a enfin accusé les hommes armés de « vouloir exploiter ces informations pour [faire pression] au Conseil de sécurité » des Nations unies, qui devait se prononcer, samedi après-midi, sur un nouveau projet de résolution condamnant les violences en Syrie. ■

SERVICE INTERNATIONAL



La Russie s'oppose à un nouveau vote du Conseil de sécurité de l'ONU sur la Syrie

Le chef de la diplomatie russe, Sergueï Lavrov, indiquait, samedi 4 février, que le projet de résolution sur la Syrie soutenu par les Occidentaux ne convenait « absolument pas » à la Russie et provoquerait « un scandale » s'il était soumis au vote, samedi, par le Conseil de sécurité de l'ONU.

Le Conseil devait, en effet, se prononcer sur un projet de résolution appuyant la Ligue arabe qui a appelé le président syrien Bachar Al-Assad à quitter ses fonctions. Des diplomates occidentaux

espéraient pourtant encore, vendredi, que la Russie qui s'est déjà opposée, avec la Chine, à ce type de résolution en octobre lors d'un précédent projet de résolution, leverait enfin son veto. Adopté le 22 janvier, le plan de la Ligue arabe exhorte le dirigeant syrien à abandonner la direction du pays et à transférer ses pouvoirs à un vice-président chargé de former un gouvernement d'unité nationale avant la tenue d'élections. La dernière version en date du projet de résolution apporte son soutien au plan de la Ligue arabe mais

insiste sur une « transition politique conduite par les Syriens », elle ne précise pas les détails de ce plan et établit clairement que cette résolution, si elle est adoptée, ne pourra servir de mandat à une intervention militaire. De sources diplomatiques, on assure, vendredi, que les chefs des diplomaties russes et américaines pourraient tenter de trouver une issue à cette impasse lors de leur rencontre à la conférence sur la sécurité qui se tenait jusqu'à dimanche à Munich. — (avec AFP, Reuters, AP.)

Le Figaro (France)

Les Syriens n'oublient pas le martyre de Hama

En 1982, 15 000 islamistes furent tués par le régime dans l'indifférence générale. Hier, la rue s'est souvenue, bien au-delà des intégristes.

GEORGES MALBRUNOT

MOYEN-ORIENT « Hama n'est pas morte », « Hama pardonne-nous ». En de nombreux points de Syrie, des milliers de manifestants sont descendus hier dans la rue pour marquer le 30^e anniversaire du pire massacre de l'histoire moderne du pays. Pendant un mois, en février 1982, les opérations militaires menées par les redoutées Brigades de défense contre les Frères musulmans firent entre 15 000 et 20 000 morts, sinon plus.

A Deraa, Idlib, près de Damas et même à Hama, pourtant lourdement patrouillée par l'armée, des foules d'opposants, vêtus de noir en signe de deuil, ont scandé des slogans à la gloire de l'Armée syrienne libre, qui défie depuis des mois les troupes loyalistes fidèles à Bachar al-Assad. Partout, les contestataires ont subi les tirs des forces de sécurité, qui ont fait au moins douze morts, dont un à Hama, où dès jeudi, des chars avaient été déployés, tandis que des camions de pom-

piers nettoyaient à grande eau toute trace de peinture rouge commémorant le massacre de 1982. « Ils veulent effacer la mémoire ! », s'écriait un habitant de la ville martyre. Mais trente ans après, le régime syrien a tiré la leçon. « La seule façon de régler le problème posé par la révolte actuelle, notamment à Homs (l'épicentre de

fié de ne pas faire un nouveau massacre. » Les tueries à Hama avaient été précédées par l'assassinat d'une vingtaine de membres du parti Baas au pouvoir par des islamistes liées aux Frères musulmans, qui s'étaient ensuite retranchés dans les mosquées, d'où ils avaient lancé des appels à l'insurrection.

Une soif de vengeance

L'éradication de la présence intégriste à travers l'ensemble de la Syrie, où l'appartenance à la Confrérie vous rendait passible de la peine de mort, n'avait été connue que quatre semaines plus tard. Cette répression aveugle n'avait pas suscité de tollé de la part d'une communauté internationale inquiète d'une propagation de la menace islamiste, trois ans après l'avènement de la révolution des mollahs en Iran. Aujourd'hui encore, le fantôme de Hama nourrit la soif de revanche de nombreux islamistes syriens contre les membres de la minorité alaouite à laquelle appartient Bachar al-Assad, qui fournit le gros des

« À l'époque, on était massacré en silence.

Aujourd'hui, grâce à Internet, ce n'est plus possible »

la contestation qui a fait 6 000 morts en onze mois, NDLR), c'est de faire comme à Hama », affirmait récemment un responsable d'un service de renseignements à son cousin, joint au téléphone en France. « Le problème, regrettait-il, c'est que Bachar ne veut pas rééditer l'opération de Hama. Les Russes lui ont clairement signi-



commandos qui éliminèrent les « barbus » à Hama. « À l'époque, on était massacré en silence. Aujourd'hui, grâce à Internet, ce n'est plus possible, c'est ça la différence », se réjouissait hier auprès de l'AFP un survivant du drame. « Dans les années 1980, c'était une bataille entre les Frères musulmans et le gouvernement, ajoutait-il, mais aujourd'hui le régime est confronté à une révolte nationale. » Une révolte réunissant de nombreuses couches de la société. Bien au-delà des seuls intégristes. ■

Le Journal du dimanche (France)

Guerre froide aux Nations

Syrie La Russie et la Chine ont imposé leur veto hier au projet de résolution qui devait enfin condamner l'attitude de Damas. Pour la France, « elles devront rendre des comptes ». Récit d'une folle semaine de négociations

New York, (États-Unis)
Envoiyé special
François Clemenceau

« Je crois que les Russes ne bougeront pas et il n'est pas question pour nous d'atténuer la résolution pour l'affaiblir, il va falloir rester fermes et ne pas se laisser enfermer par la Russie. » Dans un entretien exclusif et prémonitoire accordé au JDD dans l'avion qui l'emmenait mardi dernier vers New York, Alain Juppé se montrait déjà déterminé. Tout au long de cette semaine, la diplomatie française a tenté par tous les moyens de faire des concessions aux Russes, derniers alliés de Bachar El-Assad, sans céder sur l'essentiel afin qu'ils soutiennent le plan de la Ligue arabe. Une initiative visant à obtenir du président syrien qu'il délègue ses pouvoirs à son vice-président pour mettre en place un gouvernement d'union nationale et organiser des élections libres.

En vain. Jusqu'à ce que, hier après-midi, l'ambassadeur de France et ses partenaires américains et britanniques se décident à pousser les Russes à la faute, à les isoler face au reste du monde. Le rare mérite de la résolution avortée étant d'avoir obtenu le soutien des 13 autres membres du Conseil de sécurité. Maigre consolation pour l'ambassadeur français, Gérard Araud, qui parle d'un « triste jour » pour les Nations unies face à la cruauté du régime syrien et à ce qu'il qualifie de « d'horreur héréditaire ».

Mardi 31 janvier, 10 h 30, aéroport de Roissy

Les passagers du vol Air France 3628 voient à travers les hublots s'approcher une voiture noire suivie d'un monospace. Un homme en manteau sombre grimpe la passerelle. C'est Alain Juppé, escorté par un commando de collaborateurs. Ils sont six. « On est venus en "grand format" », explique l'un d'eux. Car la journée s'annonce cruciale.

Grâce au décalage horaire, le Boeing se posera à New York une heure et demie avant que ne démarre la réunion du Conseil de sécurité. Très vite, après le décollage, le ministre des Affaires étrangères incline son siège en arrière. Quelques heures de repos avant de se plonger dans la « lettre de cadrage » qui a été préparée par ses services.

On peut y lire qu'après dix mois d'inaction le Conseil de sécurité ne peut plus rester silencieux sur la « machine à tuer » syrienne. Hors de question, également, d'obtenir un document qui ressemblerait à la résolution déposée par les Russes en décembre, « un texte tactique

et inacceptable », qui plaçait sur un pied d'égalité les violences de l'armée syrienne et celles de l'opposition et qui permettait au Kremlin de « gagner du temps pour ménager leur allié syrien ».

Depuis, « les lignes ont bougé », résume le document. La Ligue arabe dispose cette fois d'un nouveau plan: interdire une intervention militaire étrangère, mais à condition que soit aménagée une phase de transition politique pacifique. Le tout est de convaincre les 15 membres du Conseil de Sécurité présidé par l'Afrique du Sud de valider cette option. Pas si simple. Dès le 22 janvier, une fois le plan arabe connu, l'équipe de l'ambassadeur de France aux Nations unies s'est attelée à la rédaction d'une résolution visant à soutenir l'initiative de la Ligue arabe: 16 paragraphes alignés sur trois pages, dont on confiera le « parrainage » au Maroc, seul pays arabe représenté dans cette instance.

Mardi 31 janvier, 14 h 40, salle des consultations, ONU

Alain Juppé retrouve Hillary Clinton et le chef de la diplomatie britannique, William Hague. Dans le jargon onusien, c'est un « P3 », pour que les trois pays occidentaux membres permanents du Conseil calent leurs positions avant d'affronter les deux autres que sont la Russie et la Chine. « Je crois que nous sommes sur la même ligne, n'est-ce pas ? », vérifie la secrétaire d'État américaine avant d'embrasser Alain Juppé sur les joues. Quelques instants plus tard, tous se retrouvent dans la salle du Conseil de sécurité. Pas de chance, la délégation française est assise à gauche du représentant de la Syrie.

Alain Juppé et Bachar El-Jafaari ne se serrent pas la main et ne se parlent pas. Pas même un droit de réponse français lorsque le Syrien ironise sur cette France qui n'a « découvert le peuple de Syrie que sur le tard », sous-entendu, après avoir reçu Bachar El-Assad à Paris avec tous les honneurs le 14 juillet 2008. Où est passée la francophilie de l'ambassadeur syrien, ancien troisième secrétaire à Paris et diplômé de la Sorbonne ? Sa fermeté implacable est expliquée par certains en coulisses par la rumeur selon laquelle « son épouse et ses enfants auraient été ramenés en Syrie » pour faire pression sur lui, pour qu'il veuille bien à défendre la position de Damas.

Mercredi 1^{er} février, 13 heures, mission française, 47^e Rue

Alain Juppé repart la veille au soir, place aux tractations. À trois reprises au moins jusqu'à samedi, l'am-

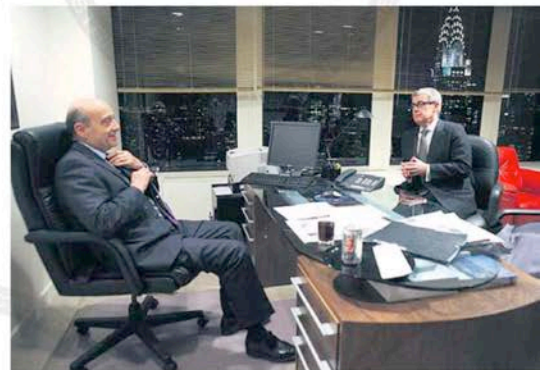


Alain Juppé et Hillary Clinton en aparté avant une séance de consultations, mardi après-midi.

À la mission française, le ministre fait le point avec Jacques Audibert, directeur des affaires politiques au Quai d'Orsay.

Au Conseil de sécurité, derrière Alain Juppé, l'ambassadeur de France et, au second plan, sa négociatrice Anne-Claire Legendre.

Reportage photo : Dennis Van Tine / Abaca Press pour le JDD



bassadeur, Gérard Araud, et la jeune négociatrice de son équipe, Anne-Claire Legendre, vont se rendre à un bloc, au siège de la mission du Qatar, sur la 3^e Avenue. Objectif, coordonner la tactique des discussions. Le Qatar, président en exercice de la Ligue arabe jusqu'au mois d'avril, tient absolument à ce que cette résolution soit votée. Comme l'explique l'un des participants aux négociations, « le Qatar veut casser l'arc chiïte, qui s'étend de Téhéran jusqu'aux terres du Hezbollah au Sud-Liban, pour redonner un destin aux sunnites », qui composent la grande majorité des pays de la région.

Pour bénéficier de toute l'attention possible à l'extérieur, transparence maximale. Le conseiller de presse français tweete même pendant les débats à destination de ses 8.500 abonnés, diplomates et journalistes pour l'essentiel. La séance de tractations est fastidieuse. Les Russes restent toujours bloqués sur le paragraphe qui détaille la transmission des pouvoirs de Bachar. Pour eux, c'est du régime change, une façon de s'ingérer dans les affaires internes de la Syrie.

L'Inde et le Pakistan sont toujours réservés. L'ambassadeur indien, Hardeep Singh Puri, un sikh coiffé d'un turban bleu et à la barbe minutieusement taillée, confie au JDD: « Il est vital que la situation ne dégénère pas, mais toutes les parties sur le terrain sont responsables, l'État comme l'opposition, car elle a des armes maintenant et reçoit de l'aide étrangère, il faut que le Conseil



prenne cela en compte. » Au sommet d'un escalator, à l'abri des regards, l'Indien devise avec son homologue pakistanais, Abdullah Hussein Haroon, qui accorde souvent ses foulards au saphir ou à l'émeraude de ses bagues. L'ambassadeur sud-africain est là également. Il se souvient peut-être que le secrétaire général de l'ANC avait

accusé l'an dernier Alain Juppé, après l'affaire libyenne, de « vouloir recoloniser l'Afrique ».

Jeudi 2 février, 15 heures, annexe de l'ONU, 2^e Avenue

L'ancien collaborateur de Kofi Annan qui nous reçoit est inquiet de voir que certains pays veulent

unies

aller jusqu'au bout, afin que l'intransigeance de Vladimir Poutine soit dévoilée au grand jour. « *Les placer devant leurs responsabilités ? Qu'est-ce qu'un veto russe va changer pour les pauvres Syriens ?* », questionne-t-il. « *Il faut aller au compromis et ne jamais oublier que le lendemain les cinq membres permanents ont bien d'autres dossiers à régler sur lesquels il faudra bien s'entendre* », analyse ce connaisseur du système onusien. Discuter, marchander, « *renvoyer le texte aux capitales* ». En sachant que le temps est compté. Un journaliste américain accrédité depuis près de vingt ans raconte qu'avec les coupes budgétaires infligées aux Nations unies « *il n'y a plus de quoi payer en heures sup les traductrices, les secrétaires et les vigiles jusqu'au beau milieu de la nuit* ».

Vendredi 3 février, 11 heures, salle des consultations, ONU

Les concessions faites aux Russes la veille font la une des journaux à travers le monde. Les agences de presse parlent de « *reculade* » à propos de l'abandon du paragraphe mentionnant les détails de la « *sortie politique* » de Bachar. L'ambasadrice américaine, Susan Rice, lance à son collègue français : « *Regardez, nos adversaires républicains nous taillent en pièces* » pour avoir cédé aux Russes. « *On était comme dans Douze Hommes en colère* », commente l'un des participants aux tractations. « *Les Russes ont menacé de claquer la porte, ils ne veulent même pas que, en cas de refus des Syriens d'appliquer la résolution, le Conseil envisage de prendre des mesures supplémentaires* ». L'ambassadeur, Vitali Tchoukine, souhaiterait-il rompre et délocaliser la négociation ? C'est ce que pense le clan français, avec un œil sur le calendrier.

Le lendemain s'ouvre en effet la conférence de Munich, qui réunit chaque hiver les plus grands leaders dans le domaine de la sécurité internationale et à laquelle doivent participer Hillary Clinton et son homologue russe, Sergueï Lavrov. « *Les Russes adorent croire qu'ils se sentent encore codirigeants du monde* », explique un diplomate français.

Samedi, 4 février, 10 heures, Conseil de sécurité

Les atrocités commises à Homs (*voir ci-contre*) ont incité le camp occidental et la Ligue arabe à accélérer le mouvement. « *On a décidé de passer au vote* », affirment les Français, *quitte à déclencher le veto russe*. « *Intox ?* Au même moment, le numéro deux de la diplomatie russe tweete que son patron, Lavrov, se rendra mardi à Damas avec le chef des services de renseignements pour discuter avec les autorités syriennes d'une sortie de crise. Comme si le débat aux Nations unies était derrière eux. Apparemment, les jeux étaient donc déjà faits. Au cours du vote à main levée, la Chine, suiviste de nature, s'est rangée aux côtés de la Russie. Niet, c'est niet. Comme en pleine guerre froide. Et tant pis pour ceux qu'elle prend en otages jusqu'au cercueil. À Homs et dans toute la Syrie. ●

Tageszeitung (Allemagne / Germany)

Bremer adoptieren Revolution

SPENDEN Eine Initiative der Grünen und Einzelpersonen aus Bremen unterstützen syrische Oppositionelle in dem Ort Al Kadam

Den Aufstand gegen das Assad-Regime in Syrien will eine Bremer Initiative, an der die Partei der Grünen beteiligt ist, unterstützen. Im Rahmen der Kampagne „adopt a revolution“ helfen Bremer und Bremerinnen mit Spenden direkt einem Komitee in dem Ort Al Kadam in der Nähe von Damaskus, wie die Nahost-Wissenschaftlerin und Initiatorin der Bremer Kampagne, Ivesa Luebben, erklärt.

„Das besondere ist, dass die Spenden direkt bei einer Gruppe vor Ort ankommen, sagte Luebben, die von 1984 bis 1987 in Syrien und von 1990 bis 2006 in Ägypten lebte. Das Geld werde vor allem für Kommunikationsmittel gebraucht, die vor dem Geheimdienst sicher sind sowie für Wohnungen und Nahrung für diejenigen, die untertauchen mussten.

Für genau so wichtig hält Luebben aber die moralische Unterstützung. „Die Syrer haben den Eindruck, nicht so beachtet zu werden wie die Revolutionen in Ägypten und Tunesien“, sagte Luebben. Das liege zum einen daran, dass spektakuläre Bilder wie die vom Kairoer Tahrir-Platz fehlen und Journalisten nicht frei berichten können, sagte die Bremer Grünen-Vorsitzende Henrike Müller, die die Kampagne gemeinsam mit Luebben gestern vorstellte. Zum anderen, so Luebben, sei es sehr viel schwieriger, politischen Druck auszuüben, da

„Die Syrer haben den Eindruck, nicht so beachtet zu werden“

Syrien von Ländern wie China, Iran und Russland unterstützt würde. Kampagnen wie „adopt a revolution“ könnten jedoch helfen, die Zivilgesellschaft beispielsweise in Russland zu erreichen.

Eine Prognose, wie es in Syrien weitergeht, mochte Luebben nicht stellen. Optimistisch mache sie aber, dass sich überhaupt oppositionelle Strukturen gebildet hätten.

Die Grünen-Chefin Müller machte deutlich, dass nur politischer Druck von außen einen Umsturz des Regimes bewirken könne. Sie forderte außerdem einen Abschiebestopp für syrische Flüchtlinge. **EIB**

Spenden für Al Kadam an „about: change“ e.V., Kontonummer 3536800, BLZ 860 205 00, Stichwort „Al Kadam“

Süddeutsche Zeitung (Allemagne / Germany)

Moskaus raue Stimme

Mal konziliant, mal unerbittlich, immer selbstbewusst: Sergej Lawrow verkörpert seit acht Jahren die russische Außenpolitik

Von Frank Nienhuysen

Moskau – Manchmal kann auch Sergej Lawrow nicht einfach hart bleiben. Er war gerade auf den Fidschi-Inseln bei einer traditionellen Zeremonie, und da ließ er nun, der russische Außenminister, in einem blauweißen Blümchenhemd mit schwerem bunten Schmuck um den Hals. Männer mit nackten Oberkörpern und Strohkleidern tanzten für ihn auf dem Teppich, es gab rhythmischen Gesang, und man sah, wie Lawrow ernst schauen wollte und es doch nicht konnte. Verlegen wischte er mehrere Male mit der Hand über den Hinterkopf, riss extra für eine Fernsehkamera die Augen auf, grinst dabei und konnte ganz offensichtlich nur schwer vermeiden, dass er einfach losprustete. Ein Außenminister muss manchmal Rollen spielen, aber die Südsee ist nicht der Nahe Osten, und Fidschi nicht Syrien.

Die Welt schaut derzeit auf diesen Mann, der an diesem Samstag zur Sicherheitskonferenz nach München kommt. Unnachgiebig, bissig, hart, das ist der Sergej Lawrow der vergangenen Tage. Moskau weiß, was es an ihm hat, und seine Verhandlungspartner wissen es auch. Viel Kraft verlangt er den arabischen und westlichen Diplomaten und Ministern in der Syrien-Frage ab, in der Ent-

Niemals werde Russland einer Militärintervention in Syrien zustimmen, sagt Lawrow.

wurf um Entwurf für eine UN-Resolution angedacht und ausgearbeitet wird. Aber auch der bislang letzte, der in der Nacht zum Freitag vorgelegt wurde, konnte Russland, konnte Lawrow von seiner Blockadehaltung nicht abbringen.

Als er vor wenigen Tagen im fernen Pazifikraum unterwegs war, versuchten die amerikanische Außenministerin Hillary Clinton ihn angeblich 24 Stunden lang vergeblich zu erreichen. Lawrow spielte das später abgeklärt herunter, sprach von wichtigen Treffen mit seinen australischen Gastgebern. Mit Hillary Clinton bemühe er sich grundsätzlich zu treffen, wann immer sie irgendwo am selben Ort seien. Und das sind sie ja jetzt in München auch. Syrien dürfte dabei eine Rolle spielen.

„Niemals“, betonte der russische Außenminister, niemals werde Russland im Sicherheitsrat einer militärischen Inter-



Sergej Lawrow würde nach einem Wahlsieg Putins wohl weiter Außenminister bleiben.

Foto: ullstein bild/Nowosti

vention in Syrien zustimmen. „Ein Regimewechsel ist nicht unsere Aufgabe.“ Es klingt und halt ein wenig wie der einst legendäre sowjetische Außenminister Andrej Gromyko, der sich mit zahlreichen Vetos den Beinamen „Mr. Njet“ erarbeitet hatte. So weit ist Lawrow noch nicht, obwohl Moskau sein schärfstes diplomatisches Schwert im Sicherheitsrat bereits eingesetzt hat und so eine Resolution gegen das gewaltsame Vorgehen der Regierung in Damaskus verhinderte.

Seit acht Jahren ist Lawrow das Gesicht der russischen Außenpolitik. Und

trotz der von Wladimir Putin bereits angekündigten Regierungsumbildung – im Falle seines Wahlsiegs natürlich – gilt in Moskau als ziemlich gesichert, dass Lawrow seinen Posten behalten wird. „Dieser Mensch ist absolut auf seinem richtigen Platz“, sagte der Vizechef des Duma-Ausschusses für Außenpolitik, Konstantin Kossatschow der russischen Zeitung *Kommersant*.

Lawrow verkörpert die russische Außenpolitik: mal konziliant, oft unerbittlich, immer selbstbewusst. Dem ehemaligen deutschen Außenminister Frank-

Walter Steinmeier erklärte er bei einer Reise in der Ural-Stadt Jekaterinburg einmal derart lange seine Sicht auf die Welt, dass Steinmeier beinahe zu spät zu seinem ersten Besuch bei Präsident Dmitrij Medwedjew gekommen wäre. Und manchmal macht Lawrow nicht nur deutlich, was er von der Welt hält, sondern auch, welche Meinung er von sich selbst hat. Jedes Jahr im Januar bittet Lawrow die in Moskau akkreditierten Auslands-korrespondenten zum Neujahrsempfang. Wer will, wirft beim Eintritt seine Visitenkarte in eine Tombola, und mehr-

mals schon hat er als Hauptpreis ein Interview mit sich verlosen lassen.

Dieses Selbstbewusstsein ist ein Grund, warum Putin ihn einst in dieses Amt holte. Die gespürte Machtlosigkeit Russlands, als die Nato 1999 ihre Luftangriffe auf Serbien begann, als die USA später den Irak-Krieg vom Zaun brachen, all das sitzt noch heute in Moskau tief wie ein schmerzhafter Stachel. Lawrow sollte in der Welt mit Eleganz, Akribie, Härte und zugleich stoischer Ruhe umsetzen, was daheim in Moskau der Hausherr Wladimir Putin etwas rustikaler vorgab. Russland wieder nach oben zu ziehen, auf Augenhöhe mit den USA. Und Lawrow, der im nächsten Monat 62 wird, kennt sich seit Jahrzehnten aus

Die Machtlosigkeit Moskaus schmerzt wie ein tiefstehender Stachel.

im Geflecht aus Realpolitik, nationalen Wünschen und dem Meer an Interessen der übrigen Mächte. Er entstammt dem Moskauer Institut für Internationale Beziehungen, dem MgiMo, einer Kadernschmiede des russischen Außenministeriums. Schon mit 22 ging er an die Botschaft von Sri Lanka. Fast die gesamten achtziger Jahre verbrachte er in New York bei den Vereinten Nationen, später ging er nochmals dorthin, diesmal als Botschafter Russlands.

Diplomaten fiel damals schon sein Witz auf. Einmal malte er bei einer langen UN-Sitzung auf ein Papier ein verschnörkeltes Bild und schrieb dazu auf Englisch ein Wortspiel: „Diplomacy – deep, low, messy“ (tiefgründig, abgefeimt, chaotisch). Berühmt ist sein Kampf für das Rauchen. Von der Zigarette kann er nun mal nicht lassen, und so war er ziemlich frech und undiplomatisch, als der UN-Generalsekretär Kofi Annan in der Zentrale das Rauchen verbieten wollte. „Dieses Haus gehört allen Mitgliedern der UN“, sagte Lawrow, „und ihr Generalsekretär ist nur der Verwalter“. Da sprach bereits die neue Stimme Russlands. Dennoch vertritt Sergej Lawrow dieses Russland mehr, als dass er dessen Richtung vorgibt. Darum kümmert sich Putin. Unmittelbar vor der Münchner Sicherheitskonferenz machte Putin Moskaus Position klar, wonach der geplante Raketenstich der Nato eindeutig gegen Russland gerichtet sei. Erklären aber muss diese Worte Lawrow.

Der Spiegel (Allemagne / Germany)



Demonstrierende Assad-Gegner, übergelaufene Soldaten auf ihrem landesweiten Vormarsch, Kampf um die Hauptstadt: „Alle haben Angst – wi

SYRIEN

Rauchsäulen über Damaskus

Aus der Rebellion ist ein Bürgerkrieg geworden, mit Brutalität versucht Baschar al-Assad, sich an der Macht zu halten. Trotz ihrer Unterlegenheit erzielten die Aufständischen Fortschritte. Augenzeugen berichten aus einem geschundenen Land.

Es ist ein Irrtum zu glauben, dass Tote nicht sprechen. In Syrien reden sie pausenlos, jedenfalls am Telefon. „Das ist der letzte Gruß unserer Märtyrer“, sagt einer der jungen Organisatoren des Widerstands in einem Vorort von Damaskus, während um ihn herum Kämpfe und Frontverläufe besprochen werden ohne jede Angst vor mithörenden Geheimdienstlern. Denn in den Telefonen der Aufständischen stecken die SIM-Karten von Toten. Die, konstatiert der

Mann nüchtern, könne man ja nicht mehr umbringen.

Was vor knapp elf Monaten als friedlicher Protest für Demokratie und Reformen begann, ist zu einem Krieg des Regimes gegen weite Teile des eigenen Volkes geworden. Monat um Monat ließen sich die Protestler niederknüppeln, zusammenschießen, wurden Tausende umgebracht und verschwanden Zehntausende spurlos, bis die Rebellen ihrerseits im Herbst begonnen haben zurückzuschie-

ßen. Internationale Appelle und Embargomaßnahmen haben das Regime um Baschar al-Assad nicht davon abhalten können, auf immer mehr Gewalt als Antwort zu setzen. China und allen voran Russland blockierten – bis zum Freitag voriger Woche – jede Uno-Resolution gegen Syrien. Nicht einmal die Anwesenheit einer Beobachtermission der Arabischen Liga hielt das Regime zurück, stattdessen hat es seit dem Abbruch des Einsatzes am 28. Januar die Brutalität noch einmal drama-



Rauchsäulen über dem Nordosten der Stadt. Binnen Tagen hatten Einheiten der FSA die Kontrolle über Harasta, Irbin, Duma übernommen – jene Vorstädte, in denen es seit verganginem Frühjahr wiederholt Demonstrationen gegeben hatte. Nun sind es offene Kämpfe. Erst nach Tagen gelang den Eliteeinheiten der 4. Division die Rückeroberung. „Letzten Dienstag kamen Mahirs Soldaten auf 800 Meter an uns heran, Mittwoch auf 500, Donnerstag waren sie im Zentrum“, so schildert es einer der Verantwortlichen des Lokalkomitees von Irbin, der sich Abu Said nennt. Der einstige Vorort, längst mit Damaskus verwachsen, liegt sechs Kilometer vom Zentrum entfernt. „Wenn ich aufs Dach steigen würde, könnte ich den Präsidentenpalast sehen“, sagt Said, „aber dann würde ich vermutlich erschossen.“

Bis vor einem Monat habe niemand daran gedacht, mit Waffen zu kämpfen: „Aber bis dahin waren schon 26 Menschen bei Demonstrationen erschossen worden. 150 sind verschleppt und verwundet. Assads Truppen haben nicht nur auf Demonstranten geschossen, sondern sogar die Beerdigungszüge unter Feuer genommen.“ Das kann Said nicht mehr verstehen: „Selbst wenn jemand mein Feind ist, muss man doch wenigstens die Toten respektieren.“

Um die Vorstadt mit 50000 Einwohnern zurückzuerobern, setzten Assads Truppen Panzer ein, kappten die Wasser- und Stromversorgung sowie die Telefonnetze, bis sich die FSA nach drei Kampftagen zurückzog. Eine Granate durchschlug das Dach der örtlichen Moschee, fünf Zivilisten starben beim Beschuss, darunter eine alte Frau beim Kochen und ein dreijähriges Mädchen.

„Dann kamen die Soldaten, um die Häuser nach Kämpfern zu durchsuchen“, erinnert sich Abu Said. „Aber die Männer von der 4. Division und die von den Sicherheitsdiensten blieben auf der Straße stehen, schickten die Rekruten normaler Einheiten vor. Alle hatten Angst – wir vor denen und die vor uns.“

Doch bereits am Donnerstagmittag seien die Eliteeinheiten schon wieder abgerückt, hätten nur ein paar reguläre Truppen in Irbin zurückgelassen. „Die werden alle verlegt nach Sabadani“, meldeten die Beobachtungsposten.

Sabadani, der eigentlich idyllische Ausflugsort in den Bergen 50 Kilometer nordwestlich, wo viele reiche Damaszenner ihre Sommerhäuser haben, ist die erste Stadt in der Hand der Aufständischen. Das bergige, bewaldete Terrain ist kein gutes Gelände für Panzer. Außerdem haben die Aufständischen ein Gebiet besetzt, dessen Bedeutung dem Regime wohl erst klarwurde, als es schon verloren war: das Areal mit den Quellen, aus denen ein großer Teil der Trink-

wasserversorgung der Hauptstadt gespeist wird.

Es gibt einen brüchigen Waffenstillstand mit der Armee, doch kaum noch Nahrungsmittel und nur ein paar hundert Verteidiger. „900 Euro sind heute aus Deutschland gekommen“, sagt ein örtlicher Aktivist, geschickt von „Adopt a revolution“, einer Berliner Initiative von Deutschen und Syrern. Das sei sehr wenig, „aber sonst bekommen wir gar nichts von außen. Wir brauchen Essen, Satellitentelefone, Medikamente!“

Am Freitag vergangener Woche verhandelten die Führer des Militärrats der Aufständischen in Sabadani immer noch mit Offizieren der Regierungstruppen über eine Fortsetzung des Waffenstillstands. „Die fürchten wohl tatsächlich,



Staatschef Assad bei Verwundeten-Besuch „Was ist das Ziel? Gibt es eins?“

dass wir Damaskus von der Wasserversorgung abschneiden würden“, wundert sich der Sprecher. Dabei würden sie so etwas nicht tun.

Was den Eingeschlossenen Hoffnung macht, sind die Truppenbewegungen der anderen Seite: Assad lasse seine wichtigsten Eliteeinheiten fortwährend von Ort zu Ort verlegen. Gegen sie kann die FSA nirgendwo militärisch bestehen – aber kaum sind sie fort, geht der Aufstand weiter. Die restlichen Divisionen der nominell noch bis zu 300000 Mann starken Armee werden nicht nur vom wachsenden Unwillen der Soldaten zermürbt, auf ihre eigenen Landsleute zu schießen – sondern wandeln sich zu einer Gefahr für das Regime. Inzwischen wechseln ganze Gruppen samt ihren Waffen die Seiten, wie vor einer Woche am Rand des Viertels Chalidija in Homs.

Tagelang hatte das knappe Dutzend Soldaten, verbarrikadiert hinter Sandsäcken, das Viertel beschossen – schwer bedroht von Männern des Luftwaffenheimdienstes. Wer nicht schoss, lief Gefahr, selbst erschossen zu werden. Bis die

denen, die vor uns“

tisch gesteigert. Elitetruppen vor allem der 4. Division unter dem Kommando des Präsidentenbruders Mahir al-Assad schießen nicht mehr nur mit Gewehren auf Einzelne, sondern mit Panzern und Granatwerfern aus der Distanz auf rebellische Stadtteile.

Es ist ein ungleicher Kampf zwischen den schwerbewaffneten Truppen des Regimes und den karg gerüsteten Rebellen der Freien Syrischen Armee, der FSA, auf der anderen Seite. Und doch gewinnen die Rebellen an Boden.

In den vergangenen Wochen hat der SPIEGEL von Hamburg aus und dank der Hilfe eines Mitarbeiters vor Ort noch einmal jene Gewährsleute kontaktiert, die bei vergangenen Recherchen den Zugang zu den Rebellen ermöglicht hatten. Auf diese Weise erhielt die Redaktion Augenzeugenberichte aus den Zentren des Aufstands – aus den Vororten von Damaskus, der umkämpften Stadt Homs und aus Sabadani, das seit zwei Wochen in der Hand der Assad-Gegner ist.

Erstmals waren in diesen Tagen Detonationen von Granateinschlägen im Zentrum von Damaskus zu hören, standen



Regimegegner in der Provinz Homs: Eigene Polizei, eigenes Gefängnis

Männer einen unbeobachteten Moment nutzten und geschlossen überliefen, begeistert empfangen von den Bewohnern, auf die sie gerade noch anlegen mussten.

Die Vernehmlichkeit der Kämpfe rund um Damaskus ist für Assads Regime gefährlich, weil es das Propagandakonstrukt einer ausländischen Verschwörung der Lächerlichkeit preisgibt. Hatte der Propagandakanal Dunya TV im September noch vermeldet, der Nachrichtensender al-Dschasira habe „riesige Filmkulissen syrischer Städte mit Hilfe französischer und amerikanischer Regisseure gebaut“, um darin den fiktiven Aufstand in Syrien zu inszenieren, so ist die Realität des Aufstands nun auch in der Hauptstadt hör- und sichtbar.

Doch die entscheidenden Kämpfe, die sich längst zu einem Bürgerkrieg ausgeweitet haben, finden in Zentralsyrien statt: In Hama, wo das Regime selbst die Bäckereien hat schließen lassen und die abgeriegelte Stadt aushungern will; in Orten wie Rastan und Hula, die das Regime mit Panzern beschießen lässt, weil niemand mehr wagt, Truppen in die Innenstädte zu schicken – und in Homs, dem Zentrum der Rebellion, wo allein über 2000 Menschen gestorben sind.

Seit November halten hier ein paar hundert Kämpfer der FSA das südwestliche Viertel Bab Amr. Die längst verlassenen, halbzerschossenen Häuser an der Frontlinie sind über Hunderte Meter im Innern über Mauerdurchbrüche miteinander verbunden. Ohne überhaupt noch die Straßen betreten zu müssen, kommen die Männer in ihre Stellungen. An einigen Plätzen haben sie Minen verlegt, um den Vormarsch aufhalten zu können. Minen, die sie Soldaten der Armee abgekauft haben.

Es herrscht eine seltsame Stimmung zwischen Trotz und Apokalypse. „Kommen Sie zu uns, hier finden Sie das sicherste Krankenhaus von ganz Homs“,

frotzelte schon im Dezember einer der Ärzte im Untergrundkrankenhaus und Suleiman al-Hamad, der Leichenwäscher und Rettungssanitäter. „Hier“, sagten sie und zeigten sarkastisch über das improvisierte Innenleben des hergerichteten Schuppens, „werden Sie behandelt! Ins staatliche Krankenhaus gehen Sie mit einer Beinverletzung rein und kommen mit einem Kopfschuss wieder raus.“ Dort werden Verletzte im Zweifelsfall schon an der Rezeption verschleppt und umgebracht. Ärzte, Apotheker, Sanitäter sind ermordet worden, und dass Suleimans echter Name genannt werden kann, liegt daran, dass er Tage nach der Vorstellung seines Krankenhauses erschossen wurde beim Versuch, einen Verletzten zu bergen.

Ende Januar gibt es bereits drei Untergrundkliniken allein in Bab Amr, eine

ausschließlich für Schwerverletzte, vor deren Tor ein Polizist für vier Dollar am Tag dafür sorgt, dass die Einfahrt nie zugesperrt wird. „Schussverletzungen in Beinen und Armen können wir mittlerweile gut operieren“, so schildert ein Arzt die Lage, „für Lungenschüsse haben wir Plastikschläuche aus Toiletten genommen und sterilisiert, Brüche schienen wir mit Holz. Aber seit zwei Monaten schießen die gezielt auf den Kopf, da können wir nichts tun. Wir schauen zu, wie diese Menschen sterben.“

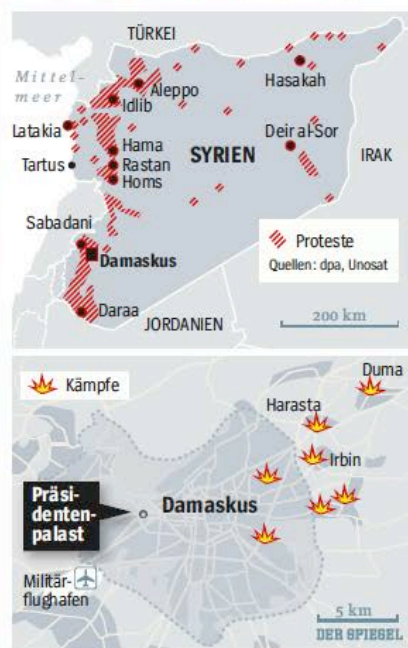
Unter Lebensgefahr zweigen Ärzte Material aus den staatlichen Krankenhäusern ab, der Rest wird mit Maultieren, Motorrädern und in Rucksäcken über die verschneiten Grenzen geschuggelt, selbst Apparate zum Sterilisieren der Mullverbände oder für Bluttests.

Inmitten der wuselnden Freiwilligen, die blutdurchtränkte Laken heraustragen und versuchen, den Sterilisator in Gang zu bringen, entbrennt eine gespenstische Debatte: ob den Leichen ohne Augen, die morgens an den Straßen liegen, nun die Augäpfel herausgetrennt wurden, um Hornhäute für Transplantationen zu verkaufen – oder ob die Folterer ihren Opfern die Augen bloß so ausgestochen haben.

In Homs geschehen viele Dinge früher als andernorts im Land. Hier spiegelte sich, im Zuständigkeitswechsel der Befehlshaber, schon früh die Ratlosigkeit des Regimes, wie die nicht abbreißenden Massenproteste niederzuschlagen seien: Erst war der „Politische Sicherheitsdienst“ für Homs verantwortlich, dann die „Militärsicherheit“, bis im Herbst der für seine Brutalität bekannte Luftwaffen-geheimdienst unter Führung von General Dschamil Hassan die Verantwortung für Homs bekam. Die eigentliche Armeeführung ist zweitrangig, das wirkliche Kommando haben die Führer der Dienste.

Bab Amr, aber zunehmend auch weitere sunnitische Viertel in Homs sind zu Vorbildern für andere Städte geworden. In Bab Amr hat der revolutionäre Stadtrat grüne Lebensmittelkarten drucken lassen mit lauter kleinen Feldern, die wöchentlich abgestempelt werden. Dafür gibt es einen Sack mit Reis, Babynahrung, Zucker, Öl, genug für eine Familie, um eine Woche lang zu überleben. Es gibt eine eigene Polizei und sogar ein winziges Gefängnis, in das Plünderer verlassener Häuser gesteckt werden. Evakuierungspläne für den Fall von Flächenbombardements wurden erstellt und Keller mit Vorräten gefüllt. „Unsere Informanten im Militär haben gemeldet, dass die 4. Division Scud-Raketen aus Damaskus an den Rand von Homs bringen lässt“, erklärt Omar Schakir, der kahlhäuptige Sprecher des Stadtrats, der auch nicht wirklich so heißt.

Über Homs sind Maschinen der Luftaufklärung zu hören, vor der Stadt ist



ein Bataillon der 4. Division in Stellung gegangen. „Assad wartet noch, ob der Weltsicherheitsrat eine Resolution beschließt“, vermutet Schakir, aber danach müsse man mit allem rechnen. Manchmal frage er sich, erzählt der Mann, der im zivilen Leben Manager war, was das Regime eigentlich noch erreichen wolle: „Assad kann das doch gar nicht überstehen“, die Herrschaft des Clans über das ganze Land sei unwiderruflich dahin. „Was also ist das Ziel? Gibt es überhaupt eines?“

Größere Sorge als um den Untergang des Hauses Assad macht er sich heute schon um die Zeit danach: „Viele hier wollen Blutrache!“ In der vom Nebeneinander der Glaubensrichtungen geprägten Stadt Homs, wo zwar die Mehrheit Sunniten sind, aber auch viele Mitglieder der alawitischen Minderheit der Herrscherfamilie leben, kommt es immer häufiger zu Morden aus Vergeltung. „Wie sollen wir die Menschen zurückhalten?“, fragt sich Schakir, „Homs wird zur Bürgerkriegszone, wenn niemand das Regime stoppt.“

Doch das, so scheint es im Moment, wird von außen jedenfalls weiterhin nicht geschehen. Kein Staat will oder wagt eine militärische Einmischung. Russland, das mit Tartus seinen einzigen Marinestützpunkt im Mittelmeer hält und Waffen im Wert von Milliarden Euro an Syrien verkaufte, will den letzten Verbündeten in der Region nicht verlieren.

Für Iran würde der Sturz des Assad-Regimes nicht nur den Verlust eines, sondern zweier Verbündeter bedeuten: Denn über Syrien läuft Irans Nachschub für die Hisbollah, die stärkste politische und militärische Kraft im Libanon und Israels Feind im Norden.

Im Irak, wo sich nach dem Sturz von Saddam Hussein die Bevölkerungsmehrheit der Schiiten durchsetzte, fürchtet man eine Herrschaft der sunnitischen Mehrheit in Syrien und eine Rebellion der Glaubensbrüder in den eigenen Westprovinzen.

Und selbst in der Türkei, die schon vergleichsweise früh mit dem Regime Assad gebrochen hat, überwiegt inzwischen wieder Zurückhaltung. Drastischen Drohungen des Außenministers im Juni folgte noch eine Verschärfung der Sanktionen im November, nachdem die vom syrischen Regime unterstützte kurdische Separatistenorganisation PKK in der schwersten Offensive seit Jahren Dutzende Soldaten im Südosten der Türkei umgebracht hatte. Seither hält sich Ankara bedeckt.

„Wir werden wohl allein weiterkämpfen müssen“, ahnt Omar Schakir in Homs. „Aber wir werden nicht aufgeben“, sagt er, und dann, etwas leiser: „Natürlich wäre es schöner, wenn wir überleben.“

Die Presse am Sonntag (Autriche / Austria)



Trauer in Homs: Im Stadtteil Khaldiya, der durch die syrische Armee beschossen wurde, wurden am Samstag die Toten aufgebahrt und Trauerfeiern abgehalten.

Der Westen scheiterte auf der Münchner Sicherheitskonferenz mit dem Versuch, Moskau doch noch zur Annahme der UN-Syrien-Resolution zu bringen. Russland und China legten in New York ein Veto ein.

VON HELMAR DUMBS

Russlands syrisches Doppelspiel

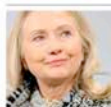
Russlands Außenminister Sergej Lawrow hat sich noch nie ein Blatt vor den Mund genommen: Wenn die ursprünglich von Marokko eingebrachte und vom Westen unterstützte Syrien-Resolution tatsächlich im UN-Sicherheitsrat zur Abstimmung gestellt werde, dann gebe es einen „Skandal“, sagte Lawrow zu einem russischen TV-Sender. Und wenig später trat der Skandal auch schon ein: Sprich: Moskau legte, gemeinsam mit China, Veto gegen den Syrien-Resolutionsentwurf ein.

Um neun Uhr Ortszeit begann in New York die Sitzung des höchsten UN-Gremiums, die durch die Berichte über ein Massaker an Zivilisten in der syrischen Protesthochburg Homs noch an Dringlichkeit zugenommen hatte: „Der Sicherheitsrat darf nicht länger schweigen, eine Resolution ist überfällig“, sagte Deutschlands Außenminister Guido Westerwelle. Jene, die eine Resolution im Sicherheitsrat blockierten, würden eine schwere Verantwortung vor der Geschichte tragen, sekundierte sein französischer Kollege Alain Juppé.

Dennoch war das berühmte Rund im New Yorker Glaspalast an diesem Samstag nur der Nebenschauplatz der diplomatischen Bemühungen, doch noch eine vor allem für alle Vetomächte annehmbare Resolution zustande zu bringen. Der eigentliche Showdown fand in München statt: Die Rednerliste am zweiten Tag der heurigen Sicherheitskonferenz war dramaturgisch klug so konzipiert, dass kurz nach US-Außenministerin Hillary Clinton ihr Moskauer Counterpart Lawrow sprach.

Duell vermeiden. Der in der Luft gelegene Schlagabtausch wäre dennoch um ein Haar ausgefallen: Clinton äußerte sich irritierend knapp zum Thema Syrien: „In Damaskus tyrannisiert ein Diktator sein Volk. Wir arbeiten gemeinsam mit der Arabischen Liga, wir fordern, dass das Blutvergießen endet, und hoffen, dass der Sicherheitsrat den Willen der Staatengemeinschaft zum Ausdruck bringen wird.“

Das war es dann auch schon: Lawrow nahm das Wort Syrien gleich gar nicht in den Mund. Offenbar hatte man sich darauf verständigt, die im Hintergrund mit höchster Intensität laufenden Verhandlungen nicht durch ein Duell auf offener Bühne zu belasten. Schon Freitagabend hatten Clinton und Lawrow vergeblich versucht, die Standpunkte doch noch irgendwie zu



»In Damaskus tyrannisiert ein Diktator sein Volk. Wir arbeiten gemeinsam mit der Arabischen Liga, wir fordern, dass das Blutvergießen endet.«

HILLARY CLINTON
Außenministerin der USA.



»Wir sind keine Freunde von Herrn Assad.«

SERGEJ LAWROW
Russischer Außenminister über die Beziehung seines Landes zu Syrien.

Deckung zu bringen, gleich nach ihren Wortmeldungen gingen die Verhandlungen weiter. Auch Westerwelle versuchte, Lawrow ins Gewissen zu reden.

Ein Schwall an Fragen aus dem Publikum zwang den Russen, der kommenden Dienstag selbst nach Syrien reisen und auf Assad einwirken will, indes, sich doch noch zur causa prima zu äußern. Seine Ausführungen gerieten zur Lektion in angewandtem Zynismus: „Wir unterstützen ja die syrische Bevölkerung, das machen wir seit Beginn der Proteste“, sagte Lawrow, der auch partout keinen Widerspruch dazu in der Tatsache sah, dass Russland an Syrien weiterhin Waffen liefere. Im Übrigen habe Moskau ja bereits eine Syrien-Resolution vorgelegt, die allerdings vom Westen abgelehnt worden sei. Während Lawrow über die Gewalt des Regimes schwieg, geißelte er die

bewaffneten Regimegegner, die nicht mehr nur militärische, sondern auch staatliche Einrichtungen ins Visier nähmen: „Damit wird eine humanitäre Krise geschaffen.“

Intervention abwenden. Mit seiner Blockadehaltung hat Russland die Resolution bereits deutlich verwässert: Es hat einen Passus, der anhaltende Waffenlieferungen an Damaskus angeprangert hatte, ebenso aus dem Text reklamiert wie eine explizite Aufforderung an Diktator Bashar al-Assad, die Macht abzugeben. Dieser Punkt findet sich gleichwohl in dem Forderungskatalog der Arabischen Liga, den der Resolutionstext nach wie vor unterstützte. Obwohl sich Beobachter einig waren, dass man schon aus dem Entwurf Marokkos keine militärische Intervention ableiten hätte können, hatte Russ-

land lange Bedenken. Auch hier hat es sich offenbar durchgesetzt: „Jetzt gibt es nicht einmal mehr eine Hintertür für eine Intervention“, triumphierte Lawrow, der aber noch mehr herauszuschlagen wollte, nämlich de facto eine Gleichbehandlung des Regimes und der Aufständischen im Resolutionstext: Der UN-Sicherheitsrat dürfe unter keinen Umständen Partei ergreifen. Moskau hat ganz offensichtlich Angst vor einer sich entwickelnden Dynamik, wenn Assad, wie zu erwarten, der Rücktrittsforderung der Arabischen Liga nicht nachkommt: „Wo führt das hin, was ist das Ziel?“ Ein libysches Szenario mit einer Militärintervention will Moskau um jeden Preis vermeiden.

Ein solches Szenario ist indes ohnehin wenig realistisch: „Ich sehe das im Falle

»Wir wurden stundenlang beschossen«: Massaker in Protesthochburg Homs

Mehr als 200 Menschen starben durch einen Angriff der syrischen Armee auf die Stadt Homs. Das Regime spricht von »Lügenmärchen« und dementiert das Blutbad.

VON MARTIN GEHLEN

„Wir saßen gerade in unserem Haus, als das Bombardement begann“, erzählt Waleed, ein Bewohner der syrischen Stadt Homs, der Nachrichtenagentur Reuters via Telefon. „Wir wurden stundenlang beschossen. Am Morgen sahen wir, dass Tote auf den Straßen lagen“, sagt der Mann weiter.

Während im Weltweiterheitsrat weiter heftig um den Wortlaut der ersten UN-Resolution gegen das Regime von Präsident Bashar al-Assad gerungen wurde, hat die syrische Armee nach Angaben von Menschenrechtsgruppen in der Nacht zu Samstag ein beispielloses Massaker an Bewohnern der Stadt Homs verübt.

Nach Augenzeugenberichten wurden die sunnitischen Wohnviertel Khaldiyyeh, Bab Amr und Qusur von Mitternacht bis in den frühen Morgen mit schwerer Artillerie und Panzerartillerie systematisch unter Feuer genommen. Wie die „Syrische Beobachtungsstelle für Menschenrechte“ in London und der „Syrische Nationalrat“ bestätigen, starben über 200 Menschen in ihren

Häusern, von denen 36 total zerstört wurden. Der Fernsehsender al-Arabiya spricht sogar von mehr als 400 Toten und über 1300 Verletzten, darunter viele Frauen und Kinder.

Am Samstag trauten sich die Einwohner allmählich wieder auf die Straße. Zwischen Leichen und Trümmern suchten sie nach Vermissten. „Knapp 200 Mäntel werden im Freiheitspark besetzt“, sagt Hadi Abdullah vom Generalrat der Syrischen Revolution in einem Telefonat mit der Nachrichtenagentur AFP. Tausende Einwohner beteiligten sich an den Trauerprozessionen im Stadtteil Khaldiyyah, versichert Abdullah trotz. Die Panzer von Präsident Bashar al-Assad stünden nicht in der Stadt. Sie feuern von außen herein.

„Hysterische Propaganda.“ Das Regime in Damaskus bestritt alle diese Berichte und tat sie als „hysterische Propaganda-Kampagne bewaffneter Gruppen“ sowie „Lügenmärchen“ ab. Der Alltag der Menschen im Umland von Damaskus, Hama und Homs sei völlig normal, be-

richteten Korrespondenten der offiziellen Agentur SANA aus den Krisengebieten. Die Berichte, die die Welt schockierten, wären nichts als „aufhetzende Medienkampagnen“, um den UN-Sicherheitsrat vor der Abstimmung über eine Syrien-Resolution zu beeinflussen. Die Gewalt gehe allein von „bewaffneten terroristischen Gruppen“ aus, schrieb die Agentur. Die Menschen auf den Bildern der Satellitenkanäle seien in Wirklichkeit von Bewaffneten entführt und getötet worden.

Eine unabhängige Bestätigung für das Massaker ist allerdings unmöglich, weil das Assad-Regime seit zehn Monaten jede freie Berichterstattung im Land strikt unterbindet.

Ein Amateurvideo aus Homs zeigt chaotische Szenen aus der Moschee des bombardierten Stadtteils Khaldiyyeh, die als provisorische Notaufnahme für Verletzte genutzt wurde. Aber auch zahlreiche Tote liegen auf dem Teppichboden. Auf einer anderen Aufnahme versuchen Bewohner ver-

Syrer stürmen weltweit Botschaften

In aller Welt fanden **Proteste** gegen das syrische Regime statt. In Wien wurde vor der Botschaft demonstriert.

„Syriens nicht“, sagte John Kerry, Ex-Präsidentenwahlkandidat der Demokraten gegen George W. Bush und Vorsitzender des außenpolitischen Ausschusses im Senat am Rande der Münchner Sicherheitskonferenz zur „Presse am Sonntag“. Deutlicher wurde Deutschlands Ex-Außenminister Frank-Walter Steinmeier, derzeit Fraktionschef der SPD im Bundestag, „Ich sehe nicht, dass in der Arabischen Liga, im UN-Sicherheitsrat oder in der Nato eine militärische Intervention vorbereitet wird oder geplant ist. Wir müssen jetzt die Möglichkeiten erhöhten politischen Drucks nutzen“, sagte Steinmeier im Gespräch mit der „Presse am Sonntag“. Berlins ehemaliger Diplomatienchef wollte die Hoffnung nicht aufgeben, dass man Moskau doch noch ins Boot bekommen könnte: „Die Haltung der Arabischen Liga ist eindeutig. Die Welt sollte diese Haltung unterstützen.“ Eine weitere Eskalation müsse umso dringlicher verhindert werden, als die Stabilität in der Region ohnehin schon durch den Konflikt mit dem Iran belastet sei.

Entfremdung durch Tunesien. Parallel zu den Bemühungen in München und New York zeichnete sich in der arabischen Welt eine weitere Verschärfung der Gangart an: Tunesien leitete Schritte ein, dem Assad-Regime die diplomatische Anerkennung zu entziehen. Dies teilte Tunesiens neuer postrevolutionärer Staatschef Marzouki zeitgemäß via Facebook mit. Es ist, um im Jargon der sozialen Medien zu bleiben, das nächste Stadium der „Entfremdung“, die seit Monaten im Gange ist: Angeführt von den Golfstaaten haben viele arabische Länder ihre Botschafter abgezogen.

Ende Dezember hat dann die Arabische Liga eine Beobachtermission nach Syrien geschickt. Diese stand von Anfang an unter starker Kritik, da sie vom Regime in Damaskus offenkundig dazu instrumentalisiert wurde, Zeit zu gewinnen. Das brutale Vorgehen gegen Oppositionelle ging jedenfalls unvermindert weiter. Zunächst hatte die Liga zwar ihre Mission verlängert, doch nachdem sich mehrere Golfstaaten daraus zurückgezogen hatten, war das Projekt endgültig gescheitert. Mit ihrem im Anschluss formulierten Forderungskatalog an Assad war die Liga mit ihrer Weisheit am Ende.

zweifelt, ihre brennenden Häuser zu retten. Homs, das teils aussieht wie eine Ruinenstadt, gilt seit Monaten als Hochburg des Widerstands. Teile der Stadt sind bereits unter der Kontrolle der „Freien Syrischen Armee“, andere Teile nach wie vor im Griff des Regimes. Möglicherweise ist das Massaker eine Vergeltungsaktion für den Überfall von Deserteuren auf einen Armeeposten im Stadtteil Khaladiyeh, bei dem 19 Soldaten getötet oder gefangen genommen wurden.

Bombardements auch in Damaskus. Nach Angaben der Opposition bombardierten syrische Streitkräfte in der Nacht auf Samstag auch die Stadt Jisr al-Shughur nahe der Grenze zur Türkei sowie Vororte von Damaskus, wo es nach wie vor zu heftigen Kämpfen kommt.

Die „Freie Syrische Armee“ erklärte derweil durch einen ihrer Sprecher, die regulären Truppeneinheiten seien in einem „erbärmlichen Zustand und stehen kurz vor dem Kollaps“. Zwar gebe es noch große militärische Reserven, doch die Soldaten „hätten keine Motivation mehr zu kämpfen“. Nach seinen Angaben wachsen zwischen der alawitischen Generalität, die der gleichen, den Schiiten nahen Religionsgruppe angehört wie der Assad-Clan, und dem mittleren, meist sunnitischen Offizierskorps Spannungen. In allen Landesteilen kommt es Tag für Tag zur Fahnenflucht meist sunnitischer Rekruten.

Von Washington, über London, Berlin und Istanbul: Weltweit haben am Samstag syrische Oppositionelle gegen die jüngste Welle der Gewalt in Syrien demonstriert. Auch in Wien, wo derzeit die „Generalunion der Syrer in Europa“ (Union of Syrians Abroad) mit rund 30 Vertretern aus 13 Ländern tagt, versammelten sich am späten Nachmittag trotz eisiger Kälte einige Dutzend Demonstranten vor der syrischen Botschaft in Wien-Landstraße. Mit grün-weiß-schwarzen Fahnen ausgerüstet riefen sie den syrischen Präsidenten Assad lautstark zum Rücktritt auf.

Der Sprecher der Union, Mamduh Taher, zeigte sich über das Massaker in Homs, beim dem mehr als 200 Menschen ums Leben gekommen sein sollen, entsetzt. „Verwundete liegen auf der Straße und können von ihren Mitbürgern aus Angst vor den Scharfschützen des Regimes nicht geborgen werden“, fasste Taher seine Informationen aus Syrien gegenüber der Nachrichtenagentur APA zusammen.

Ursprünglich wollten sich die Teilnehmer der Konferenz über Themen wie „eine politische Lösung des Konflikts durch den UN-Sicherheitsrat“ sowie über die „Errichtung einer Schutzzone durch die Vereinten Nationen“ unterhalten. Aufgrund der aktuellen Ereignisse in Homs wurde kurzfristig die Demonstration angesetzt.

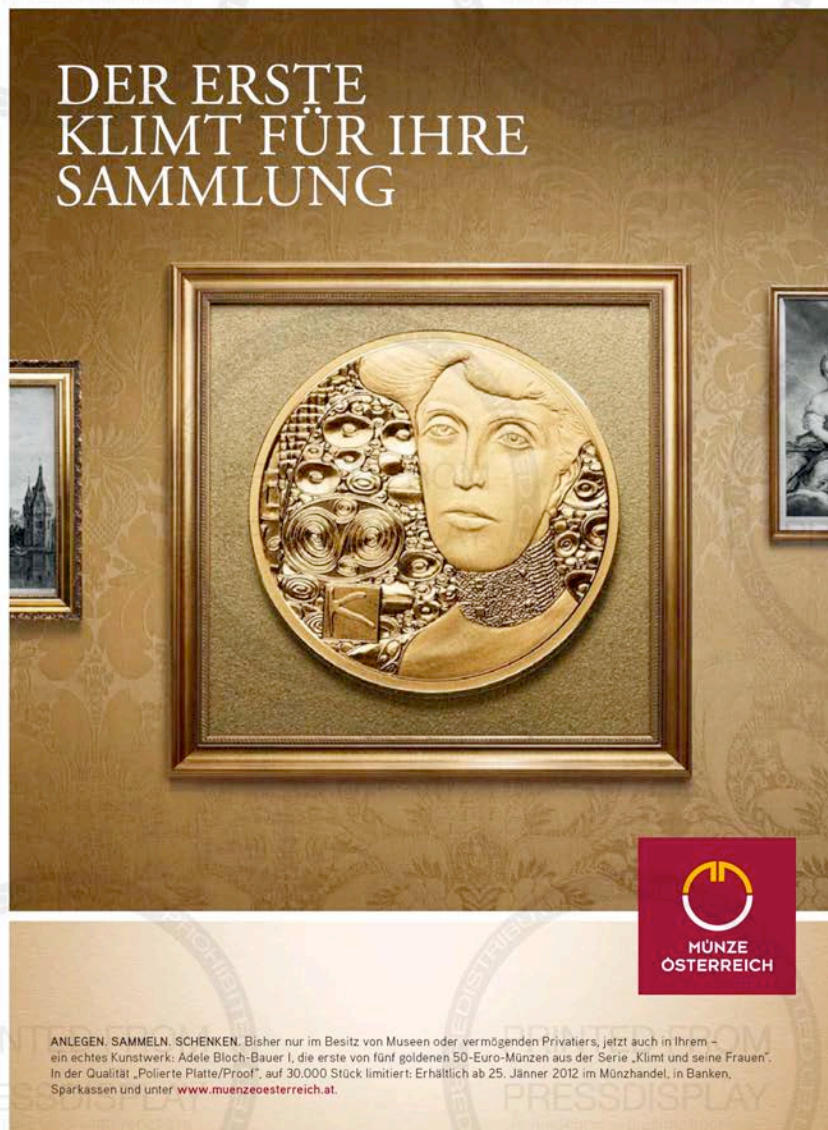
Teils heftig verliefen die Proteste in anderen Städten: In Kairo stürmten aufgebrachte Auslandsyrier in der Nacht auf Samstag die syrische Botschaft im Stadtteil Garden City. Sie demolierten den Eingangsbereich des Gebäudes und zerstörten Mobiliar und Computer. Der erste Stock brannte teilweise aus, auf Bildern waren verkohlte Räume mit verschmorten Schreibstühlen zu sehen. Nach der nächtlichen Zerstörung war am Samstagmorgen die Lage wieder ruhig, die ägyptische Polizei patrouilliert rund um die Botschaft.

Ähnliche Szenen spielten sich auch in London ab: Rund 150 Menschen versammelten sich in der britischen

Hauptstadt um rund zwei Uhr frt Ortszeit vor der syrischen Botschaft. Um diese Zeit drangen die ersten Meldungen vom Massaker an Zivilisten in Homs durch. Zuerst riefen die Demonstranten Slogans, dann flogen Steine durch die Fenster der Botschaft. Fünf Männer, die versuchten, in das Gebäude einzudringen, wurden festgenommen. Auch am Samstag tagstüber kam es zu Großdemonstrationen.

Fahnen der Regimegegner gehisst. 2 Festnahmen kam es auch in der deutschen Hauptstadt: In Berlin-Tiergarten brachen am Freitagnachmittag – noch vor dem Geschehnissen in Homs – rund 20 Menschen die Eingangstür der Botschaft auf und stürmten das Gebäude. Aus zwei Fenstern hissten die Regimegegner die Fahne des syrischen Widerstands. Die Polizei nahm die Demonstranten vorübergehend fest.

Zu Protesten gegen das Assad-Regime kam es auch in New York, Madrid, Athen und Kuwait-Stadt.



DER ERSTE KLIMATE FÜR IHRE SAMMLUNG

MÜNZE ÖSTERREICH

ANLEGEN, SAMMELN, SCHENKEN. Bisher nur im Besitz von Museen oder vermögenden Privatiers, jetzt auch in Ihrem – ein echtes Kunstwerk: Adele Bloch-Bauer I, die erste von fünf goldenen 50-Euro-Münzen aus der Serie „Klimate und seine Frauen“. In der Qualität „Polierte Platte/Proof“, auf 30.000 Stück limitiert: Erhältlich ab 25. Jänner 2012 im Münzhandel, in Banken, Sparkassen und unter www.muenzeoesterreich.at.

Tribune de Genève (Suisse / Switzerland)

Le régime syrien accusé de torturer les enfants

Un rapport. Le Conseil de sécurité de l'ONU rédige une résolution a minima.

La répression continue

«La politique de punition collective ne portera pas ses fruits, cette fois-ci.» Dans le quartier Al-Kidam de Damas, cette pancarte tenue à bout de bras par des manifestants, hier, commémorait le massacre d'Hama qui a fait plusieurs dizaines de milliers de morts en 1982. Cette insurrection islamiste avait été réprimée dans un bain de sang par Hafez el-Assad, le père de l'actuel président syrien.

C'était la première fois, hier, que des Syriens rendaient hommage publiquement aux victimes de cette tuerie qui a durablement dissuadé toute contestation au sein de la majorité sunnite en Syrie. Ce vendredi, 25 personnes ont été tuées dans le pays, dont 14 civils, parmi lesquels figuraient deux enfants. Mais cette violence a plutôt tendance à renforcer la détermination de l'opposition à Bachar el-Assad. Pourtant, la méthode n'a pas changé: torturer, tuer pour paralyser tout mouvement mettant en cause le pouvoir du clan issu de la minorité alaouite.

Dans un rapport publié hier, Human Rights Watch (HRW) dénonce «les meurtres, les détentions inhumaines et les tortures d'enfants». L'ONG a documenté douze cas d'enfants de 13 à 17 ans qui témoignent de ce qu'ils ont subi. Un gar-

çon âgé de 16 ans, de la ville de Tal Kalakh raconte qu'il a été détenu huit mois à Homs, après avoir participé à une manifestation. Il a été menotté, accroché au plafond, les pieds à deux centimètres du sol pendant sept heures. D'autres ont été électrocutés, battus à coup de câbles, brûlés avec des cigarettes, aspergés d'eau bouillante ou enfermés dans des cellules d'un mètre carré plusieurs jours sans voir la lumière. Certains ont été abattus dans leurs maisons ou dans la rue.

HRW presse le Conseil de sécurité de l'ONU d'intervenir auprès de Damas pour faire stopper les violations des droits de l'homme. L'ONG insiste pour que Damas cesse notamment de faire intervenir les forces de sécurité dans l'enceinte d'écoles ou d'hôpitaux.

A New York, une nouvelle résolution inspirée du plan arabe, ne demandant plus explicitement le départ de Bachar el-Assad, sans mention d'un quelconque embargo sur la livraison d'armes au régime, ni de nouvelles sanctions, doit être soumise au Conseil de sécurité. Ce nouveau texte, vise à obtenir l'assentiment de Moscou qui menaçait de bloquer la première mouture de la résolution de son veto.

Ce week-end, l'Américaine Hillary Clinton, secrétaire du Département d'Etat doit s'entretenir avec le Russe Sergueï Lavrov, le chef de la diplomatie du Kremlin à ce sujet. Elle se déclarait «prudemment optimiste», hier, quant à ce soutien. **Olivier Bot**

La crisi siriana Rottura diplomatica dopo l'ultimo massacro denunciato dagli oppositori a Homs: oltre 200 morti

«Assad lasci». No di Russia e Cina

Doppio veto all'Onu. Gli Usa «disgustati». Lavrov martedì a Damasco



1990, Primakov da Saddam Se Mosca media con i dittatori

di GUIDO OLIMPIO

WASHINGTON — Il Cremlino ci prova sempre. È fino all'ultimo cerca di salvare gli amici. La prossima visita a Damasco del ministro degli Esteri russo Lavrov è del corpo dell'intelligenza e estrema ricchezza delle missioni impossibili. Molte hanno avuto come protagonisti un fine conosciuto del mondo dei segreti e della diplomazia. Evgenij Primakov, 67 anni, è il più grande diplomatico russo. È stato a Baghdad cercando di trovare un'intesa dell'ultima ora per il ritiro iracheno dal Kuwait. Sembrava un suicidio ma Bush senior ha già deciso. Sarà guerra. Con un passato da 007, grande tassatore di rapporti, Primakov torna a molti anni dopo a Bagdad. Qui è a volte il marzouk del 2003. Davanti a lui c'è un certo Saddam Hussein. Gli incontri sono faticosi. Si sentono traditi. Nel colloquio si può a volte per l'esilio, di incise nasconde. Tentativi a vuoto, per degli Usa muovono i tank. È la guerra finita Primakov, indispettito, racconta: ma quale conquista, c'è un accordo per lasciare passare le unità statunitensi. E chi come prova la mancata distribuzione dei punti sui fiumi della capitale. Dal Medio Oriente ai Balcani. Il Cremlino si affida di



Bagdad Evgenij Primakov con Saddam Hussein un anno al suo agguistare. Primakov, nel 1990, vola a Bagdad per contatti con il presidente serbo Slobodan Milosevic. Ultima di speranza iniziativa per evitare il conflitto. L'esito è identico ai precedenti. Piombo bombe. Adesso tocca a Bashar Assad. Lavrov sostiene di cercare una «soluzione politica». Non è detto che basti. [Twitter @guidolimpio](https://twitter.com/guidolimpio) golimpio@rcs.it www.corriere.it

DAL NOSTRO INVIATO

NEW YORK — Non a caso dev'essere da tempo inimmontabile alle Nazioni Unite: Russia e Cina hanno bloccato ieri mattina per la seconda volta in quattro mesi una risoluzione del Consiglio di Sicurezza di condanna del regime siriano per i massacri degli insorti che, insanguinato il Paese mediorientale. Una vera e propria guerra civile con almeno 5.400 vittime tra i civili, il secondo i calcoli dell'Onu. Il documento di discussione «Pazienza di Vetro» in una riunione d'emergenza convocata a Ginevra, dettava anche le condizioni — riprese da una mozione approvata il 22 gennaio dalla Lega Araba — per avviare una transizione politica a Damasco, col presidente Bashar Assad che dovrebbe lasciare il potere, affidando il Paese a un reggente che dovrebbe preparare le elezioni.

Adesso il rischio è che il regime siriano, benché con le spalle al muro, interpreti lo stallio all'Onu come un invito a perpetrare altri massacri come quello di Homs dove l'altra notte le truppe di Assad hanno preso a cannonate i ribelli facendo strage anche

tra i civili. Più di duecento morti un eccidio che ha spinto Barack Obama a scendere in campo in prima persona per denunciare «il deprezzo di Assad per la vita e la dignità degli siriani» e chiedere alla comunità internazionale di «impegnarsi per proteggere il popolo siriano dalle atrocità commesse».

Nel giorno scorso si era svoltata una conferenza sulla sicurezza a Monaco, in Germania, era in calendario un incontro tra la stessa Clinton e il ministro degli Esteri russo (Sergej Lavrov) per cercare di appianare gli ostacoli ancora esistenti. Sembrava che, in cambio dell'attenuazione di alcuni passi della risoluzione (secondo Mosca troppo generosa con movimenti di resistenza siriani, comunque ormai formati da gruppi armati anche se responsabili di alcuni eccidi in quella che è, ormai, una guerra civile), Lavrov potesse far passare il documento al Palazzo di Vetro di New York per potersi andare a Damasco: l'ultimo tentativo di convincere Assad a farsi da parte, promettendogli in cambio una transizione «ambiziosa».

Transizione

Il documento bloccato dettava anche condizioni per una transizione politica a Damasco

L'incontro di Monaco c'è stato, ma davanti ai nuovi massacri — i più gravi dall'inizio della crisi — non era più possibile mediare su parole e aggettivi di un documento diplomatico: il vertice Clinton-Lavrov si è concluso

con un nulla di fatto e il veto russo fa ora salire la tensione tra Mosca e Washington: l'ambasciatore americana all'Onu Susan Rice, che aveva giudicato «inaccettabili» le modifiche chieste dai russi alla risoluzione, dopo il voto si è dichiarata «disgustata» dal «veto opposto da due Paesi, almeno uno dei quali continua a fornire armi al regime di Assad».



Ieri e oggi Il padre di Bashar riuscì a nascondere l'eccidio di Hama Quei video sulle stragi che inchiodano il regime Le immagini delle vittime subito in Rete

Risoluzione bocciata
La Lega Araba
La risoluzione Onu (votata da 13 Paesi tra cui Marocco e Pakistan) faceva proprie le richieste fatte dalla Lega Araba il 22 gennaio

Passo indietro di Bashar
Il punto centrale della risoluzione è la richiesta di una transizione politica in cui il presidente Assad delega i poteri al suo vice

Il no di Mosca e il caso libico
Russia contraria per il dichiarato timore che la risoluzione sfidasse per autorizzare un intervento armato e un cambio di regime come in Libia

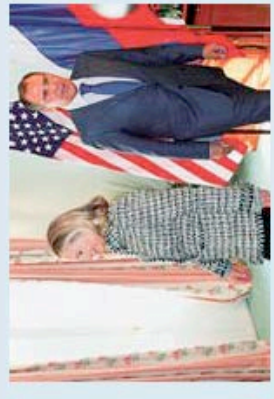


Chiaro il riferimento a Mosca che da anni appoggia economicamente e militarmente il dittatore siriano, anche se ora il governo russo sostiene che i suoi aiuti non comprendono armi ed equipaggiamenti utilizzati dall'esercito nella lotta contro gli insorti. Lavrov andrà martedì a Damasco insieme al capo dei servizi segreti russi all'estero, Mikhail Fradkov, ma, a

rischiare il veto e, con esso, uno stallò. Ma tacere e contare a me dire sarebbe stato un atto di debolezza. I Palestinesi hanno votato la risoluzione e ieri, oltre agli Usa, anche gli ambasciatori di altri Paesi come Gran Bretagna e Francia hanno attaccato Mosca affermando che, in questo momento, si sta auto-kolando.

Massimo Gaggi

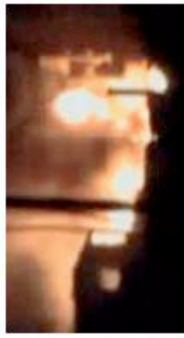
Il gelo
Ieri mattina Lavrov fa sapere che la risoluzione Onu (come la vorrebbero gli Usa) sarebbe uno scandalo. Il capo della diplomazia russa lascia Monaroli balzato dopo un incontro gelido (e molto vigoroso, lo definiscono) con i diplomatici americani con la Clinton (foto). Poco dopo, la Russia oppone il suo veto al Palazzo di Vetro



I cadaveri delle vittime dei bombardamenti di Homs sono stati sul pavimento di un'abitazione semivuota. Il video amatoriale è ripreso probabilmente con un telefono. Mosso, a tratti sbalordito. Come altre centinaia ne abbiamo visti arrivare dalla Siria negli ultimi mesi. Ciò che colpisce di quest'ultimo da Homs è la velocità con cui giunge ai media di tutto il mondo. A sentire i racconti dei militanti e della popolazione locale, l'esercito di Bashar Assad ha intensificato i bombardamenti sui quartieri sunniti a partire da venerdì dopo le otto di sera e sono durati a intermittenza sino a ieri mattina. Parliamo di morti e canoni usati indiscriminatamente contro le abitazioni. Una fonte segnala 38 case rase al

che delle nuove milizie armate composte da disertori passati tra le file della sommosa. Ma ciò che più conta adesso è la capacità sempre più efficace del movimento rivoluzionario di far conoscere al mondo in tempo quasi reale gli effetti della repressione attuata con brutalità crescente dalla dittatura. Nel suo tentativo di conservare una qualche parvenza di normalità il presidente Bashar non ha bloccato il sistema telefonico, Internet funziona ancora nelle maggiori città. E comunque gli altri-

si concentrati nei quartieri sunniti, di Khalkiyeh. Le due piccole moschee focali sono state trasformate in ospedali obituali. «Il bilancio più grave negli ultimi 11 mesi», dicono i funzionari internazionali e organizzazioni per la difesa dei diritti umani. Il regime da Damasco ne può avere perduto una ventina di soldati in 24 ore di combattimenti a Homs. Secondo i suoi portavoce, la dritta rivolta si sarebbero morti di meno e comunque tutti «terroristi» in firmità dall'estero. Difficile distinguere tra le due propagande. E in guerra la prima vittima è in genere proprio il numero della vittime. In serata gli si sei Comitati Locali di Coordinamento, l'organizzazione legata al fronte delle rivolte che cerca di sfidare i morti, parlava di 39 decessi identificati a Khalkiyeh, più altri 16 nelle zone circostanti. La Bnc, che al momento ha un suo inviato nella regione, ferma il bilancio a 55. Una decina di giorni fa erano stati a Homs con un viaggio organizzato dal portavoce del regime e avevano trovato una città divisa, caratterizzata dai combattimenti tra quartieri, infestata dai cecchini sia dell'esercito lealista



Fuoco e fiamme Un video di Homs diffuso su YouTube

visi riescono a far giungere il video affettoso rapidamente attraverso il confine libanese e tu tuo. Nel 1982 suo padre Hafez riuscì quasi del tutto a tenere segreti i circa 20.000 morti nella repressione di Hama. Oggi sarebbe impossibile. Così abbiamo visto già la primavera dell'anno scorso i video terribili dei massacrati di Daraa (162 morti) e nella Piazza dell'Orologio di Homs (forse 500). Il 31 maggio fecero scalpore in tutto il mondo le immagini del tredicenne Hamza Ali Al-Khatieb, torturato prima di essere ucciso dalle squadrate del regime. Suo padre le mise sulla Rete prima di essere rapito dai servizi segreti. Fu allora evidente che il regime aveva perso la guerra della propaganda, primo passo verso l'isolamento internazionale.

LoRENZO CREMONESI
ECONOMISTA



Peter Basar Assad, 46 anni. Nella foto grande, cadaveri a Homs (Reuters)

Il Fatto (Italie / Italy)

Veto all'Onu nonostante il massacro di Homs

SIRIA, RUSSIA E CINA NON VEDONO STRAGI

di **Francesca Cicardi**

Damasco

Duecentosessanta vittime nella notte di Homs, le forze di opposizione al regime di Assad denunciano con questi numeri il pesante bombardamento che si è abbattuto sulla città ribelle. Ma secondo la televisione satellitare pan-araba *al Arabiya* la contabilità del massacro di una notte è di 337 vittime e 1300 feriti.

Tutto questo mentre la risoluzione dell'Onu tesa a chiedere un'immediata fine delle ostilità e la resa di Assad è stata bocciata a Palazzo di Vetro per i veti di Russia e Cina in Consiglio di sicurezza. Per il segretario di Stato Hillary Clinton si tratta del via libera alla guerra civile e il presidente Barack Obama ha dovuto rinunciare all'azione di Mosca e Pechino, lasciando spazio a qualsiasi possibilità: "Una Siria senza Assad potrebbe essere un Paese in cui tutti i cittadini siano soggetti alla legge e dove le minoranze siano in grado di esercitare i loro legittimi diritti e mantenere le proprie identità e tradizioni, quali cittadini a pieno diritto di una Repubblica unita. Gli Stati Uniti e i loro partner internazionali continueranno ad assistere il popolo siriano verso questo obiettivo. Daremo il nostro aiuto perché sosteniamo quei principi che comprendono diritti universali per tutti gli individui e riforme economiche e politiche giuste".

A DAMASCO erano certi che avrebbero avuto l'appoggio dei russi, nessuno dubitava del loro veto a poche ore prima della risoluzione, convinti anche che comunque non avrebbe cambiato niente in Siria.

L'unico punto in comune, tra i pro e gli anti Assad disposti a parlare, è il rifiuto di qualsiasi intervento straniero, anche solo diplomatico, e la totale sfiducia verso le Nazioni Unite, an-

cora di più verso la Lega Araba e i Paesi "vicini". Gli osservatori dell'organismo, che ha congelato la settimana scorsa la sua missione in Siria, si trovano ancora a Damasco, senza osservare. Disoccupati, bevono tè all'hotel Shepard, le loro macchine con lo stemma della Lega Araba parcheggiate, anche quella che è stata danneggiata quando sono stati attaccati dai sostenitori del rais. Ma neanche gli osservatori erano riusciti ad ottenere un'immagine chiara di cosa succede nel Paese, dove sono morte oltre cinquemila persone negli ultimi 11 mesi, secondo i calcoli dell'Onu.

HOMS ha subito nella notte un altro massacro, denunciato dall'opposizione e confermato dalle televisioni satellitari pan-arabe, proprio poche ore prima della votazione all'Onu: i militari di Assad avrebbero operato un massiccio bombardamento, l'Ong internazionale Avaaz dice che la cifra delle vittime, intorno alle 300 persone, potrebbe aumentare perché non ci sono medicinali né dottori negli ospedali improvvisati della città.

Il regime, ovviamente, nega tutto, come sempre, e circolano voci che i cadaveri mostrati dalle televisioni siano di un gruppo di soldati o civili alauiti (setta del presidente Bashar) che gli attivisti presentano come manifestanti morti dopo averli assassinati. "Non sappiamo di chi sono quei corpi", dice uno studente dell'Università di Damasco. Una sua compagna, con le unghie e le labbra rosso fuoco, dice che i soldati siriani non ammazzano donne e bambini, e che hanno il diritto di difendersi se vengono attaccati. Le notizie del massacro di Homs, nella capitale Damasco vengono screditate, non solo dal governo ma anche dai cittadini, che non credono alle "bugie" dei media internazionali, come *al Jazeera* o *al Arabiya*, che per loro starebbero "fabbricando" una guerra su misura. "È solo rumore", dice un

giornalista locale che accetta di fornire la sua versione dei fatti di Homs senza essere identificato: "L'Esercito non è a Homs, si sono ritirati da tempo", adesso sarebbero i civili a combattere tra loro, tra quartieri sunniti e alauiti, pro e anti regime. "Ieri notte i ribelli sunniti hanno bombardato i quartieri alauiti, per fare poi questo casino, proprio prima della votazione dell'Onu".

Sangue e proteste Manifestazioni in Siria dopo il massacro di Homs (Foto Ansa)



SIRIA VERSO LA GUERRA CIVILE

Il no di Mosca e Pechino all'Onu

Veto sulla risoluzione che chiedeva ad Assad di dimettersi. L'ambasciatrice Usa: imperdonabile

GLAUCO MAGGI
NEWYORK
La Russia e la Cina hanno messo il veto su una risoluzione del Consiglio di Sicurezza che appoggiava il piano della Lega Araba, nel quale si chiedeva al presidente siriano Bashar Assad di dimettersi, mentre nel Paese continuavano le violenze. Il voto favorevole degli altri 13 membri, i tre permanenti del Consiglio con potere di veto (Usa, Gran Bretagna e Francia) più i 10 temporanei (Azerbaijan, India, Sud Africa, Colombia, Marocco, Togo, Germania, Pakistan, Guatemala e Portogallo), ha sancito la spaccatura tra gli ultimi e potenti

Gli altri 13 membri del Consiglio di Sicurezza delle Nazioni Unite si erano espressi a favore

alleati del dittatore siriano, i governi di Mosca e Pechino, e il resto della comunità internazionale. Un veto che ha «disastato» gli Stati Uniti, secondo l'ambasciatrice all'Onu Susan Rice, «ancora più irresponsabile quando arriva da un Paese che continua a fornire armi alla Siria», ha aggiunto a indizio della Russia. Mosca è un alleato della Siria fin dai tempi sovietici, e si è sempre opposta ad ogni mossa delle Nazioni Unite che possa essere interpretata come un avallo per un intervento militare o per la richiesta di un cambio di regime. Prima del no, il ministro degli Esteri russo Sergey Lavrov aveva anticipato che c'erano ancora problemi di «cruciale importanza» nel testo della risoluzione, in particolare il riferimento alle richieste dei gruppi armati anti-regime. Per Lavrov, che



L'ambasciatore russo all'Onu, Vitaly Churkin (al centro), durante il voto sulla risoluzione del Consiglio di Sicurezza

Le reazioni

Siamo disgustati. Ogni ulteriore bagno di sangue ricadrà sulle mani di Mosca e Pechino

Susan Rice
ambasciatrice Usa alle Nazioni Unite

La bozza di risoluzione era squilibrata e non rifletteva la realtà della situazione sul terreno

Vitaly Churkin
ambasciatore russo alle Nazioni Unite

con il capo dei servizi segreti russi Mikhail Fradkov vedrà Assad martedì a Damasco, ciò avrebbe pregiudicato il dialogo tra le forze politiche siriane. La Rice ha definito «imperdonabile» il tentativo dei russi di intro-

durire emendamenti fino all'ultimo momento. Secondo l'Onu, più di 5400 persone sono state ammassate in 11 mesi nella violenta repressione del regime di Damasco, e secondo l'ambasciatrice di Oba-

ma «ogni ulteriore bagno di sangue ricadrà sulle mani di Mosca e Pechino», mentre per il suo collega francese Gerard Araud «è un triste giorno per questo Consiglio, per i siriani e per tutti gli amici della democrazia». La Russia e la Cina, ha accusato Araud, «si sono rese complici della politica di repressione portata avanti dal regime di Assad». Per l'ambasciatore tedesco Peter Wittig «il Consiglio ha fallito nell'assolvimento delle sue responsabilità e il popolo siriano è stato tradito». E intanto la Tunisia ha deciso di espellere l'ambasciatore siriano a Tunisi.

Prima del voto, Obama era stato durissimo nella denuncia di Assad, che «ha mostrato lo stesso disprezzo per la vita umana» di suo padre, che 30 an-

ni fa «massacrò decine di migliaia di innocenti uomini, donne e bambini». In un comunicato, il presidente aveva chiesto ad Assad di «fermare questa campagna di uccisioni e di crimini contro il suo stesso popolo. Deve farsi da parte e permettere una transizione democratica». Aveva anche invitato la comunità internazionale a lavorare per proteggere il popolo siriano da questa brutalità abominevole. Il Consiglio di Sicurezza ora ha l'opportunità di dimostrare di essere un credibile avvocato per i diritti universali della Carta dell'Onu e «i cittadini della Siria devono saperlo», aveva concluso Obama. «Noi siamo con voi e il regime di Assad deve finire». Poco dopo è arrivato il «no» russo e cinese al suo appello.

LA DIFESA DELL'ULTIMO ALLEATO

MAURIZIO MOLINARI

La Russia ha posto il veto alla risoluzione Onu contro Bashar Assad perché teme che il cambio di regime a Damasco la estrometta dal Medio Oriente. A poco più di un anno dall'inizio delle rivolte arabe, la scelta dell'amministrazione Obama di sostenerle «guidando dal sedile posteriore» ha portato la Lega Araba a essere protagonista delle transizioni: con gli aerei di Qatar e Emirati a fianco della Nato contro Gheddafi, le pressioni per obbligare lo yemenita Ali Saleh a dimettersi e ora il piano per spingere Assad a lasciare il potere. Se nel marzo 2008 il Cremlino era il campione dell'opposizione araba all'intervento Usa in Iraq, adesso si trova isolato in Medio Oriente come non lo è mai stato da quando nel 1956 la crisi di Suez gli aprì le porte dell'Egitto. Tale debolezza è evidenziata dal fatto che il porto siriano di Tartus è l'ultimo attracco amico rimasto alla sua flotta nel Mediterraneo. Il gruppo navale della portaerei Kuznetsov ha più volte fatto tappa a Tartus per far capire quale è il motivo della posizione russa. L'intento è governare la transizione per riuscire a mantenere Damasco sotto la propria sfera di influenza chiunque sia a governare. Evitando di subire la ripetizione dello smacco di Tripoli, dove un dittatore anti-occidentale è stato sostituito da un premier educato in North Carolina. Il veto all'Onu consente di avere più tempo per trattare con tutti, incluse le forze ribelli descritte come consistenti dal rapporto della Lega Araba. Ma la debolezza del piano russo sta nel fatto che Mosca può offrire ai ribelli soprattutto armi mentre sull'altro piatto ci sono gli ingenti fondi delle monarchie del Golfo, che vogliono spingerli nel dopo-Assad a rompere il patto con gli ayatollah sciiti di Teheran. La rischiosa operazione russa, avallata da una Cina preoccupata di non legittimare interferenze, ripropone il duello con Washington nell'ambito della Primavera araba. Ma potrebbe avere conseguenze pericolose, spingendo Assad e l'Iran a ritenere di avere un protettore internazionale su cui fare affidamento nella partita contro il mondo arabo, sostenuto da Usa e Ue, per la supremazia della regione.

Homs sotto le bombe Gli insorti: trecento morti

Case e ospedali distrutti nella città epicentro della rivolta

GIORDANO STABILE

Il presidente siriano Bashar al Assad ha lanciato ieri l'ennesima offensiva nella città ribelle di Homs, e nei villaggi che circondano Damasco, per riprendere almeno il controllo del territorio. Con le sue ambasciate attaccate dagli esuli spalleggiati dalle folle della primavera araba, con gli Stati fratelli che uno dopo l'altro lo abbandonano, mentre la Tunisia, avanguardia del nuovo ordine post-rivoluzionario, disconosce apertamente il suo go-

verno e ammaina la bandiera siriana all'ambasciata di Tunisi, Assad ha disperato bisogno di consolidare quel che resta del suo potere.

Il bollettino di guerra, orribile, oscilla a seconda delle fonti: per la tv panaraba i morti sono 387 soltanto a Homs, 416 in tutto il Paese. L'Osservatorio siriano per i diritti umani parla di 200 vittime, oltre mille feriti. Il comitato locale di Homs abbassa invece la cifra a 55: 39 nel distretto di Khalidiya, sottoposto a un pesante bombardamento di mortai, e dove sarebbe stato distrutto anche un ospedale, otto in altri distretti della città e altri otto nelle cittadine dei sobborghi. Per il governo di Damasco, però, gli autori delle stragi sono gli insorti stessi, spalleggiati dalle «false informazioni» delle tv satellitari panarabe, che «incitano alla violenza».

Una delle rare testimonianze indipendenti è quella dell'inviato della Bbc Paul Woods, «embedded» con gli insorti a Homs: parla di «bombardamenti senza tregua» e di gruppi di ribelli che cercano di portare sacche di sangue nel quartiere di Khalidiya, il più colpito, «passando da strade secondarie», per evitare i posti di blocco delle forze di sicurezza del regime, che hanno blindato la zona. Uno scenario di guerriglia aperta, confermato dal rapporto degli Osservatori arabi che, come ha sottolineato per esempio il quotidiano Al Akhbar, denuncia le violenze del regime ma anche gli errori degli insorti, in gran parte soldati che hanno abbandonato l'esercito regolare, che in alcuni casi hanno colpito civili.

Il rapporto denuncia anche «distorsioni» ed «esagerazioni» di alcune fonti di informa-



I corpi delle vittime nel quartiere di Khalidiya, a Homs

zione. Propaganda incrociata, insomma, inevitabile dopo che il regime ha di fatto sigillato il Paese, per impedire che le notizie filtrino all'esterno e indeboliscano Assad. Anche se Mosca e Pechino lo proteggono per il momento da una risoluzione definitiva all'Onu, che cancellerebbe anche la sua legittimità formale, il presidente non ha di fatto più alleati arabi. Ieri l'assalto all'ambasciata del Cairo, con una parte dell'edificio dato alle fiamme, l'assedio e poi

l'ammainabandiera a Tunisi, hanno segnato un ulteriore passo nell'isolamento. Ma un altro fattore spia della debolezza del regime è la continua necessità di recuperare il controllo dei sobborghi di Damasco. Dopo il rastrellamento di Saqba, lo scorso fine settimana, ieri è toccato a Dar'ya, dove sarebbero state uccise due persone, e dieci ferite, colpite dai mortai mentre partecipavano a un funerale delle vittime di un attacco precedente.

L'analisi

di **Fiamma Nirenstein**

Il mondo europeo e americano, dopo essersi dichiarato aiosa colpevole di non aver capito nulla, di non aver saputo prevedere le rivoluzioni arabe, adesso cerca una pericolosa scortia: individuare nei Fratelli Musulmani, i grandi vincitori dello scuotimento, un interlocutore plausibile, aperto, perfino moderato. Basta frequentare le riunioni (recentemente per esempio quella delle commissioni estere convocate dall'UE) in cui si discutono i futuri rapporti con i nuovi poteri, per capire che il maggiore desiderio dei funzionari e dei politici addetti è avviare subito il previsto nuovo «piano Marshall» che dovrebbe aiutare lo sviluppo della democrazia.

Non importa se dopo la mancata «pri-

I veri vincitori della primavera araba

Che follia definire moderati i Fratelli Musulmani

L'Occidente aiuta una forza che farà portare il velo e opprimerà le differenze politiche

contiamo, buoni rapporti con un interesse pratico nel petrolio, e un interesse morale di lunga durata. Ma si tratta di una pura illusione: i Fratelli Musulmani non si cambiano, non si comprano, non si dividono. Escono una forza abituata da una lunga tradizione a fare prudenti, cautiissimi conti con amicizie e inimicizie alterne, ma alla fine sempre con l'occhio al califfato mondiale. E dal 1938 che lo ripetono col loro fondatore Hassan Al banna: «Allah è il nostro obiettivo, il Profeta il nostro leader, il Corano la nostra legge, la Jihad la nostra

nel tempo, mentre la Fratellanza si lavava con dittatori che ora volevano usarli, ora li mettevano in prigione e li uccidevano, lo hanno confermato. Yusel Al Qaradawi, lo stesso clerico che ha cacciato i bloggers da piazza Tahrir, disubulmani era un obbligo morale uccidere i cittadini americani. Hamas ha appena riaffermato la necessità religiosa di uccidere gli ebrei e combattere l'Occidente cristiano, e le promesse di stragi trovano conferma nell'appartenenza e varie branche della Fratellanza (come

Muhammed, Anwar al Awlaki, lo sceicco Yassin, vengono tutti di là.

Ma che fare dunque, si chiede l'Europa? Essi sono comunque ovunque, con sfumature nazionali diverse, i grandi vincitori della rivoluzione. Un'Internazionale grandiosa si situerà il panarabismo dal Marocco al Golfo. La loro vittoria in Egitto, Fratelli e Salafiti al 75 per cento del parlamento, in Tunisia (con Ennahda, certo dal volto più umano, ma dal carattere integralista evidente), in Libia dove Al Qaeda è in agguato come anche in Yemen, pronti alla lotta in Giordania, ingaggiati in una disperata battaglia (insieme ad altre forze) contro il dittatore Assad in Siria, sapientemente ingaggiati in una larga diplomazia da parte della Turchia, essi hanno al mo-

il Libano degli Hezbollah. L'Arabia saudita naturalmente gioisce. Intanto Hamas, mentre cambia casa lasciando Damasco, segnala che il fronte sunnita della Fratellanza è quello prescelto. Anche il suo incontro, proprio oggi, con Fatah si svolge, inedito, in Qatar. La nuova Fratellanza vincente cerca di mostrare, mentre si aspetta l'aiuto attivo dell'Occidente, un volto urbano, appunto «moderato», l'aggettivo favorito delle diplomazie europee, chtoniane e dell'Onu. I sensi di colpa, molto ben basati, per avere per decenni sostenuto dittatori che hanno schiacciato i popoli musulmani, ci portano oggi verso il sostegno di una forza che farà indossare il velo alle donne, opprimerà le differenze sessuali e politiche, aggredirà la pace con Israele. Dice una mia amica araba: «Voi ci abbandonate nelle mani della Fratellanza Musulmana come ci metteste nelle mani dei dittatori».

Insomma, se da una parte, imbelli e confusi, non riusciamo a salvare la vita all'amigliaia di vittime di Assad e neppure a produrre una risoluzione decente del Consiglio di Sicurezza, prepariamo,

El País (Espagne / Spain)

El 'síndrome de Libia' condiciona la negativa rusa a sancionar a Siria

Moscú se siente traicionado después de no vetar los ataques contra Gadafi

PILAR BONET, Moscú

¿Por qué el Kremlin apoya con tanto tesón al régimen del presidente sirio, Bashar el Asad, pese a sus menguantes posibilidades de supervivencia política? Fiodor Lukianov, director de la revista *Rusia en la política global*, cree que la respuesta es compleja y va más allá de las tres hipótesis más inmediatas. En un comentario difundido por Gazeta.ru, Lukianov opina que Rusia se rige en parte

por consideraciones mercantiles y su codicia por seguir vendiendo armas a Damasco le impide calcular sus movimientos por adelantado y trabar relaciones con los potenciales dirigentes sirios del futuro. En segundo lugar, las autoridades rusas simpatizan con los regímenes autoritarios y "rechazan instintivamente" cualquier manifestación revolucionaria. Por último, el Kremlin quiere crear problemas a Occidente, especialmente a EE UU.

Según el analista, la motivación rusa contiene elementos de estas tres hipótesis, pero, en su conjunto, es mucho más compleja. Rusia sufre todavía el *síndrome de Libia* y se siente estafada. En aquel caso, el desarrollo de los acontecimientos que acabaron con el régimen de Gadafi fue posible por la inesperada decisión de Moscú de no vetar la resolución del Consejo de Seguridad de la ONU que permitió la intervención militar extranjera. Cual-

quiera que fueran las razones de aquella inusual posición, Rusia tuvo un importante papel en la victoria de los insurgentes, señala Lukianov. No obstante, las autoridades de transición libias declararon que los contratos firmados por el régimen de Gadafi con Rusia y China serían seguramente cancelados, ya que esos países no "habían participado activamente en la lucha contra la tiranía".

Ahora, en Siria, la situación se repite e, incluso "si Rusia cambia



El representante de Rusia en la ONU, Vitaly Churkin (centro), mientras sus homólogos de Portugal y Sudáfrica votan a favor de la resolución. / JASON DEGROW (AP)

Rusia y China vetan en la ONU el intento de frenar la violencia en Siria

Obama: "Los sirios deben saber que estamos a su lado y que El Asad debe caer"

ANTONIO CAÑO
Washington

Rusia y China impidieron ayer en el Consejo de Seguridad de la ONU el último esfuerzo de la comunidad internacional, excepcional y resueltamente encabezado por los países árabes, para detener la matanza creciente en Siria. Después de varias semanas de una pugna diplomática que puede dejar huella en el futuro de las relaciones internacionales, el veto de esos dos miembros permanentes deja al régimen sirio con las manos libres para continuar su campaña represiva ante la mirada impotente del resto del mundo.

El Consejo de Seguridad votó ayer entre una enorme expectativa por distintas razones. Las noticias que llegaban de Siria insistían en la agudización de la tragedia, con decenas de víctimas mortales que en las últimas 48 horas se han sumado a los más de 6.000 que, según la ONU, han perdido la vida desde el comienzo del levantamiento popular contra la dictadura de Bachar el Asad. Era, además, una de las pocas veces en la historia de esta institución en las que los propios árabes —la resolución fue presentada por Marruecos en nombre de la Liga Árabe— pedían el respaldo del resto de la organización para facilitar la caída de un líder árabe.

La trascendencia del papel de Siria en Oriente Próximo exigía, por último, una acción firme de parte de la comunidad internacional para detener un conflicto que puede tener ramificaciones peligrosas en toda la región, incluido Irán.

Ninguna de estas razones convenció a Rusia y China, que pusieron por delante la preservación de la soberanía territorial de cada Estado, independientemente del régimen que lo gobierne, sobre la responsabilidad moral de las organizaciones multinacionales de defender los derechos humanos y la vida de las personas, al menos allí donde están siendo violados de forma más grosera.

"La historia no tendrá piedad para aquellos que han impedido al Consejo de Seguridad ayudar a la Liga Árabe", manifestó el embajador de Francia, Gerard Arnau, resumiendo el tono del resto de las intervenciones en la reunión de ayer.

Los delegados árabes, europeos y norteamericanos nego-

ciaron durante varios días un texto de resolución que fuese aceptable para Rusia, el primer país que amenazó con el veto, pero que, al mismo tiempo, recogiese la voluntad mayoritaria de

Pekín y Moscú ponen por delante la soberanía territorial de cada Estado

poner fin a esta tragedia. Fue inútil. Una última versión en la que se hacía explícita la renuncia a intervenir militarmente en Siria y se eliminaba la demanda de dimisión de El Asad, tampoco fue

tolerable para los representantes rusos, que pretendían plantear la situación como un conflicto civil entre dos bandos armados para el que únicamente cabía recomendar una solución pacífica y una transición negociada.

"A menos que denunciemos la violencia de ambos bandos, estamos tomando partido en una guerra civil", declaró el ministro de Relaciones Exteriores ruso, Serguéi Lavrov, durante una conferencia internacional en Múnich. En sus intervenciones en la ONU, tanto el delegado ruso como el chino sostuvieron que la situación en Siria era, esencialmente, un asunto interno ante el que el resto de los países solo podía ayudar a encontrar un arre-

glo. Presionados por los países árabes, que no querían más rebajas del texto inicial de resolución, los miembros del Consejo de Seguridad rechazaron la petición de Rusia de un nuevo aplazamiento de la votación y procedieron, finalmente, a un trámite que abre en la diplomacia internacional unas heridas que no serán fáciles de cerrar.

El Consejo de Seguridad había sido muchas veces en el pasado testigo de cómo los intereses particulares se imponen sobre la justicia y el derecho internacional. Todas las potencias grandes y menores han exhibido en alguna ocasión esa dolorosa verdad. Pero en cada nueva reunión, y con la ilusión de un nuevo mundo que parece aflorar, se renueva la confianza en que este Consejo puede acabar siendo un instrumento eficaz para el bien. Libia parecía ser, recientemente, una luz en ese sentido.

La negociación sobre Siria, donde Rusia tiene intereses militares; China, intereses económicos, y ambos, intereses estratégicos, ha devuelto al mundo a la realidad, lo que obliga a pensar sobre la credibilidad de potencias emergentes que reclaman un papel central en el contexto mundial. Pero esta votación puede tener otros efectos más inmediatos en las relaciones de Estados Unidos con esas dos naciones y en el futuro de la *primavera árabe*.

Minutos antes de la votación, el presidente de EE UU, Barack Obama, hizo pública una declaración para dejar clara la necesidad de aprobar la resolución después vetada en el Consejo de Seguridad. "Los sufridos ciudadanos de Siria tienen que saber que estamos con ellos y que el régimen de El Asad tiene que caer", dijo el presidente norteamericano. Mientras tanto, en Múnich, la secretaria de Estado, Hillary Clinton, llamó, ante el desplante de China y Rusia, a que "Europa y Estados Unidos actúen con más energía contra las tiranías".

"¿Qué tiene que ocurrir para actuar?"

ANDREA RIZZI, Múnich
ENVIADO ESPECIAL

El veto esgrimido por Rusia y China en contra de la resolución sobre Siria y la consecuente parálisis en el Consejo de Seguridad tienen un coste tremendo: "nuevos baños de sangre, nuevos pasos hacia la guerra civil". Esta es la grave advertencia que la secretaria de Estado de EE UU, Hillary Clinton, lanzó ayer desde Múnich, al término de un día de febriles e infructuosas negociaciones desarrolladas en la Conferencia de Seguridad, que ha reunido este fin de semana en la ciudad alemana a me-

dio centenar de ministros de Exteriores y Defensa y a una decena de jefes de Estado y de Gobierno.

Clinton mantuvo una intensa reunión con su homólogo Serguéi Lavrov, con un intercambio de puntos de vista que fuentes estadounidenses calificaron de "vigoroso". "Pensé que había margen para acercar posturas y superar las perplejidades de los rusos, pero no hubo manera", dijo Clinton. "¿Qué tiene que ocurrir para que actuemos? Si no lo hacemos rápidamente, sé lo que ocurrirá: un mayor derramamiento de sangre, mayor resistencia por parte de los familia-

res de las víctimas, y una mayor probabilidad de que Siria caiga en una guerra civil. Es hora de que el Consejo de Seguridad actúe con fuerza". Clinton descartó tajantemente la posibilidad de una intervención militar.

Lavrov motivó la oposición rusa a la resolución. Moscú "respalda el deseo de cambio del pueblo sirio", pero considera que en el país están actuando grupos armados que aprovechan la protesta para atacar a las instituciones del Estado e intimidar a la gente. Rusia considera inaceptable que la resolución plantee exigencias solo al Gobierno pero no, a su juicio, a estos grupos.

El País (Espagne / Spain)

Un veto infame

SI ALGUIEN concedía todavía un ápice de legitimidad a la tiranía homicida de Bachar el Asad, la indiscriminada matanza artillera de Homs, dinamo de la larga revuelta contra el dictador sirio, la cancela inapelablemente. Los muertos de Homs, más de 200, han concitado la indignación de las potencias democráticas, la ira contra numerosas embajadas sirias y gestos como la ruptura inmediata de Túnez (donde comenzó el despertar árabe) con el régimen de Damasco.

Que contra este telón de fondo Rusia y China vetara ayer en el Consejo de Seguridad, frente a los 13 miembros restantes, la moderada propuesta de la Liga Árabe que preveía el abandono del poder por el déspota que aboca a su país a la guerra civil, enluta más la jornada para los sirios y la causa de la dignidad. Y pone de relieve la inoperancia del órgano ejecutivo de la ONU en momentos críticos. Para no imponer su veto, Moscú pretendía, en un insoportable ejercicio de cinismo, que el texto

repartiera por igual la responsabilidad del exterminio sirio (casi 6.000 muertos) entre la sanguinaria dictadura y quienes se han levantado contra ella.

Si China es históricamente impermeable a cualquier atropello de los derechos humanos, Moscú ha hecho de Siria, por otros motivos, su bastión en Oriente Próximo. No solo por sus millonarios contratos de armamento con Damasco o para conservar en Tartus su única base naval en el Mediterráneo. El Kremlin, aliado histórico de esta tiranía hereditaria, pierde a raudales influencia en la región, se trate de Irán, Irak o Libia. Y no está dispuesto a repetir el error que abrió las puertas a la OTAN en Libia.

Bachar el Asad, que se jactaba de que la *primavera árabe* nunca llegaría a sus dominios, la ahoga ya a cañonazos, después de haber traicionado todas y cada una de sus promesas. Los acontecimientos muestran que, incluso con Moscú de su lado, su suerte está definitivamente echada.

ABC (Espagne / Spain)



La imagen de la decepción

El pasado 11 de enero, tras meses de silencio, Asma Al-Assad estuvo en un acto de apoyo al presidente, en Damasco. Fue un duro golpe para quienes confiaban en que ella se mantendría al margen

El enigma de

¿Cómplice de la represión en Siria o prisionera de su condición de primera dama? La situación de Asma Al-Assad es un misterio

DANIEL IRIARTE
CORRESPONSAL EN ESTAMBUL

Mucho se está especulando con el papel de la primera dama de Siria, Asma Al-Assad, en el desarrollo de los dramáticos acontecimientos en aquel país. Con los insurgentes del Ejército Sirio Libre con un pie en la capital y las tropas regulares rebelándose abiertamente, la situación en Siria se acelera, y hay quienes ven a Asma como una convidada de piedra, impotente a la hora de frenar el derramamiento de sangre desatado por su marido. Para otros, su des-

aparición pública indica su apoyo a la represión. Y hay quienes apuntan a un posible «estado de negación», de incapacidad para percibir la realidad.

Entre la oposición existe bastante consenso: su silencio es signo de complicidad. «Ella está callada, aun viendo la verdad. Y como dijo el Profeta: “El que calla la verdad es un demonio mudo”», nos dice Ghaida, una siria de segunda generación nacida en Barcelona. Se refiere a un juego de palabras: el apellido de soltera de Asma, Ajras, en árabe significa «mudo». «Además de muda, ahora está ciega. Dios le ha cegado el corazón», añade un compañero. Otros exiliados son aún más contundentes: «¡Que se muera igual que su marido!», exclama uno. «Si tuviera

un poco de conciencia, se habría puesto de parte de los revolucionarios. Porque es de Homs, y está viendo perfectamente cómo están destruyendo su ciudad», asegura otro.

Decir que Asma es de Homs (de donde proviene su familia) responde a una idea muy de Oriente Medio, donde los orígenes importan. Porque lo cierto es que ella nació en Acton (Inglaterra), en 1975, y fue allí donde se educó. Joven, cosmopolita y poliglota, con su propia carrera profesional en el mundo de las finanzas, era un icono de la emancipación femenina en el mundo árabe. Por eso son muchos los que se preguntan: «¿Cómo una mujer así acaba convirtiéndose en la esposa de un dictador?».

En una jaula dorada Pese a tener pasaporte británico, Asma no puede abandonar Siria. Los servicios de inteligencia no se lo permitirían

A primera vista, Bashar Al-Assad parecía un buen partido. Se conocieron en 1992, durante una visita de la familia Ajras a Siria. La madre de Asma era una diplomática de cierto peso, por lo que las relaciones con los Assad eran cercanas. El joven Bashar, licenciado en Medicina, se preparaba para iniciar su especialización en oftalmología en Londres. Eran los tiempos en los que nadie esperaba que llegase a liderar el país; esa tarea estaba reservada a su hermano mayor, Basil, el sucesor «duro» elegido por su padre, el excoronel de la fuerza aérea Hafiz El Assad.

La cara amable del régimen

Bashar comenzó a frecuentar y, luego, a cortejar a Asma. Pero Basil murió dos años después en un misterioso accidente de tráfico y Bashar fue llamado a Damasco para prepararse como futuro heredero de la presidencia. Mientras tanto, siguió visitando a Asma en secreto hasta que en 2000 se convirtió en el nuevo presidente. Seis meses después, la pareja contrajo matrimonio en Damasco. Asma dejó su



El regreso a Queen's College

Asma Al-Assad en una imagen de 2002, mientras visitaba Queen's College, un centro en Marylebone donde ella fue una alumna aventajada. También solía acudir a una escuela de la Iglesia de Inglaterra. Allí la llamaban Emma



La casa paterna

Hija de un cardiólogo y de una diplomática sirios, creció en una confortable casa de la zona de Acton (Londres). Se la recuerda como una joven guapa, políglota y muy dinámica

Asma

carrera financiera (pasó por el Deutsche Bank y por las sedes de J. P. Morgan en Londres, París y Nueva York) y se convirtió en la cara más amable de lo que se llamó la «Primavera siria», el tímido proceso de liberalización iniciado tras la llegada de Bashar al poder. Una apertura que se quedó en un mero aspecto económico.

A pesar de ello, la imagen de la primera dama visitando las regiones más desfavorecidas y supervisando proyectos de educación y desarrollo llevó a muchos a pensar que el país sí iba por el buen camino. La prensa occidental no dudó en alabarla: «Vogue» la calificó de «rosa en el desierto», y «Paris-Match», de «un elemento de luz en un país lleno de zonas de sombra». Hasta que las revueltas en Siria, y la despiadada represión conducida por Bashar y su hermano Maher, convirtieron a los Assad en los malos de la película. Entonces, Asma se esfumó de la vida pública.

Ante su desaparición, se generaron insistentes rumores que la situaban en Londres con sus tres hijos, lo que habría sido un signo de la falta de con-

fianza del propio Assad para mantenerse en el poder. Tal vez por ello, el pasado 11 de enero la primera dama apareció en Damasco con sus vástagos, flanqueando a Bashar durante un discurso público. Un gesto que ha sido interpretado por los observadores como de apoyo inequívoco a su marido.

Pero incluso muchos de sus críticos más acérrimos admiten que, aun queriendo, es improbable que estuviese en manos de Asma detener la matanza. La huida, aunque conserva el pasaporte británico, está también descartada: dado el golpe que una noticia así supondría para el régimen, el todopoderoso *mujabarat* (los servicios de inteligencia de Siria) jamás lo permitiría.

Como escribe el diario británico «The Times», la primera dama «es prisionera de su propia situación». Ante el silencio de Asma, tal vez nunca conozcamos sus motivos.



Videoanálisis sobre la esposa del presidente sirio



Tiempos mejores

Asma y Basar Al-Assad se casaron en secreto en el año 2000. Se conocieron en el Reino Unido, donde él se especializó en Oftalmología. Durante años, Asma ha sido un icono de liberalismo y glamour en Oriente Medio



Foto de familia

Imagen de 2005 perteneciente al álbum familiar de los Assad. El matrimonio aparece con sus tres hijos, Hafez, Zein y Karim. En los últimos días se llegó a creer que Asma y los tres niños se habían instalado en Londres

ABC (Espagne / Spain)

Las tropas sirias provocan una carnicería en Homs

► Mueren al menos 237 personas en la ciudad rebelde, en una jornada de continuos bombardeos por carros de combate y artillería de gran calibre

MIKEL AYESTARAN
ENVIADO ESPECIAL A DAMASCO

Siria se desangra. La ciudad de Homs volvió a erigirse en epicentro de una revolución que cuenta con al menos doscientos mártires más, según fuentes de la oposición que calificaron lo ocurrido de «matanza» y «carnicería». El balance provisional dado por la oposición calcula el número de víctimas entre los 237 y 260 muertos. Representantes de la oposición acusan a las fuerzas del régimen de bombardear varios barrios de esta ciudad situada en el centro del país, a 165 kilómetros al norte de Damasco.

Resulta imposible verificar el número de bajas de una jornada en la que el régimen trató en todo momento de alertar sobre la intención de los opositores de «crear una pseudo masacre para influir en la votación del Consejo de Seguridad de las Naciones Unidas». Testimonios de vecinos citados por distintas agencias hablan de «ataques con helicópteros», «cadáveres de niños decapitados en las calles», «bombardeos desde las ocho de la tarde del viernes contra viviendas de civiles»... Las fotos y vídeos subidos a internet por la población muestran decenas de cuerpos yacentes en los suelos de las viviendas, algunos envueltos en sudarios blancos a la espera de ser enterrados.

En la agencia oficial Sana usaron las mismas fotos, pero aseguraron que los muertos eran «civiles raptados, torturados y asesinados por los grupos terroristas armados», que es la fórmula habitual del régimen para referirse al Ejército Sirio Libre (ESL).

Información que, desde luego, tampoco se pudo verificar de forma independiente.

Son las dos versiones de una realidad que dura once meses y que ha sumido al país en un conflicto armado entre los leales al régimen y el ESL, que nació con el espíritu de defender las protestas, pero que también ha pasado al ataque y está causando un número importante de bajas entre las fuerzas de seguridad.

Ausencia de mando

Ayer otros veintidós militares fueron enterrados en Homs. «La brutalidad del régimen ha obligado a los revolucionarios a armarse, no les han dejado otra opción», señala un diplomático europeo consultado en Damasco, que advierte de los problemas que engendra este brazo armado de la oposición, ya que «carecen de un mando o una estrategia común». Su actividad —cada vez mayor debido al creciente número de desertores de las fuerzas regulares en sus filas— se ha convertido en un argumento para que el régimen justifique su represión, la única respuesta que ha dado hasta el presente a las demandas de la calle a la espera de la puesta en marcha de unas reformas que llegan muy tarde, cuando ya ha habido demasiados muertos en la protesta.

Las imágenes que llegan de Homs son aún más crudas que las que se

Niños decapitados
Los testigos describen
escenas de horror y cuentan
haber visto cadáveres de
niños sin cabeza

Ciudad símbolo de la resistencia

La revuelta no llegó a Homs hasta mediados de abril. Esta ciudad de un millón y medio de habitantes era una de las más favorecidas por el régimen debido a que la familia de la mujer del presidente, Asma Al Assad, es originaria de este lugar en el que Siria soñó con levantar el mayor centro industrial de Oriente Medio. Los ciudadanos de Homs salieron a protestar de forma pacífica y su objetivo era ocupar la plaza central para establecer una especie de «Tahrir», pero las fuerzas del orden respondieron a sangre y fuego. Su situación geográfica, a medio camino entre Alepo y Damasco, le ha servido también para erigirse en una especie de cuartel general para gran parte de los soldados que han decidido desertar para enrolarse en el heterogéneo Ejército Sirio Libre (ESL).



Victimas del bombardeo llevado a cabo en la ciudad rebelde de Homs, en imágenes puestas en internet

pueden ver en los barrios del este de Damasco que también se alzaron contra el régimen el pasado fin de semana. Las escenas de destrucción son desoladoras. Y a ellas se unen los testimonios que hablan de escenas dantescas, de cadáveres de niños sin cabeza, de familias enterradas entre los escombros de sus viviendas y de bombardeos indiscriminados.

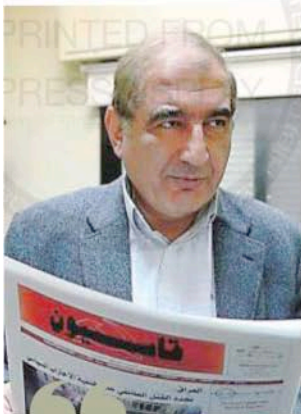
El Ejército lleva meses intentando tomar el control de Homs. Y no lo consigue. El ministro del Interior, Mohamed Shaar, ya había advertido de que no perdería ni un minuto en su intento de «limpiar Siria de terroristas». Y el movimiento de ayer en Homs, centrado especialmente en la zona de Jaldiyah, se enmarca en esta ofensiva

del régimen, que a muchos recordó lo ocurrido en Hama en 1982, cuando más de diez mil personas murieron en el levantamiento liderado entonces por los Hermanos Musulmanes contra el anterior presidente, Hafez Al Assad. Estos días se conmemora el treinta aniversario de aquella masacre, y algunos de los responsables del aparato de seguridad del régimen que tomaron parte en la misma siguen en activo y aplicando las mismas soluciones que en los ochenta.

KIOSKO
y más

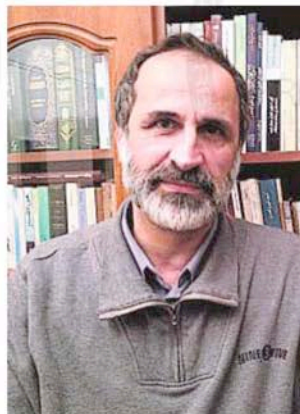
Videoanálisis sobre la violencia en Siria

El régimen de Damasco se tambalea



M. AYESTARAN

KADRI JAMIL
LÍDER DEL PARTIDO DE LA VOLUNTAD
«La gente vuelve a hablar de política sin miedo. Es el mayor logro de estos meses»



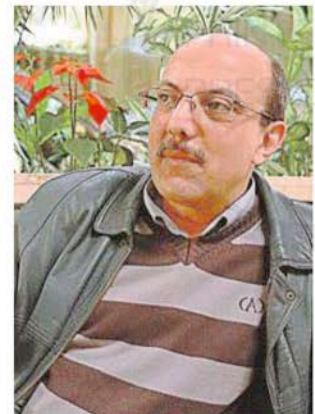
M. A.

MOUAZ AL KHATIB
RELIGIOSO
«Lo mejor es que se vayan en paz. Que caiga el régimen sin que el sistema se colapse»



M. A.

LOUAY HUSSEIN
MOVIMIENTO CONSTRUCCIÓN DEL ESTADO
«Hay que establecer un diálogo responsable para iniciar la transición»



M. A.

BASSAM ABU ABDULA
PROFESOR DE RELAC. INTERNACIONALES
«El cambio de la Constitución es la única opción para evitar el caos»

Los sirios pierden el miedo a Al Assad

► Sin ocultar su identidad, un religioso, un activista, un líder político y un profesor de relaciones internacionales se atreven a pedir un cambio radical

MIKEL AYESTARAN
ENVIADO ESPECIAL A DAMASCO

La cita es a las diez de la noche, dos horas antes de que entre en vigor el toque de queda no oficial que estos días rige en Damasco. Louay Hussein espera en la recién inaugurada oficina del movimiento Construcción del Estado Sirio: «El régimen está tan ocupado con la intifada que no se preocupa de nosotros, así que por primera vez podemos reunirnos y hablar de política sin problemas con la seguridad», asegura este escritor que durante siete años fue prisionero político y que al inicio de las revueltas fue de nuevo encarcelado.

La oposición en el extranjero —liderada por el Consejo Nacional Sirio (CNS)— es desconocida para la mayoría de ciudadanos sometidos a la propaganda del régimen. La experiencia de Irak está demasiado próxima y «por eso hay que poner en marcha cuanto antes el modelo sirio. Establecer un diálogo responsable con las autoridades para iniciar la transición. Si no, habrá guerra civil».

¿Es posible el diálogo? Es una de las cuestiones que divide a los opositores. El jeque Mouaz al-Khatib al-Hasani piensa que no hay más remedio que negociar, aunque «solo saben mentir». Añade: «Los responsables de lidiar con la revolución son los mismos que machacaron el levantamiento de Hama en 1982 y para ellos solo

la fuerza puede solucionar los problemas. Queremos que caiga el régimen, no el colapso del sistema, por eso estamos abiertos a un diálogo con condiciones, fuera de Siria y con presencia de prensa internacional. Lo mejor es que se vayan en paz y así evitar que siga el baño de sangre, somos musulmanes y sabemos que hay que dar una salida hasta al enemigo». Encargado de los sermones del viernes en la mezquita de los Omeyas hasta 1995, fue el primero en hablar de libertades, lo que le costó la prohibición de predicar en Siria.

Bashar Al Assad llegó al poder en 2001 con una agenda de cambios bajo el brazo que once años después apenas han entrado en vigor. Bassam Abu Abdula, en el partido Baaz desde hace treinta años, cree que aún es posible cambiar desde dentro: «El cambio de la Constitución y las elecciones presidenciales... son la única opción de cambio sin que el país caiga en el caos». Abu Abdula, profesor de Relaciones Internacionales en la Universidad de Damasco, admite que «el régimen ha cometido errores». Pero añade: «Lo que estamos viviendo no es una revolución. Quieren dividir el eje que formamos con Irán y Hizbolá contra Israel, nada más. ¿Acaso Qatar y Arabia Saudí son ejemplos de libertad y derechos humanos?», se pregunta.

En la sede del Partido de la Voluntad Popular están exultantes. El antiguo Partido Comunista es una de las

últimas cuatro formaciones legalizadas y su líder, Kadri Jamil, opina que «uno de los logros de estos diez meses tan complicados es la libertad: la gente vuelve a hablar de política sin miedo». «Nuestro discurso es claro: el sistema debe evolucionar de forma gradual hasta alcanzar un cambio radical. No sirven los modelos de Yemen o Libia, necesitamos una nueva vía».

Perpetuarse en el poder

Bashar Al Assad ha seguido los mismos pasos que otros dictadores del mundo árabe. Primero negó la crisis, después acusó a los enemigos externos de provocarla y finalmente promete reformas a cambio de perpetuarse en el poder. «Las que en un inicio fueron protestas pacíficas recibieron una respuesta brutal, y ahí tenemos las consecuencias. La violencia genera violencia», asegura el jeque Mouaz, que justifica de esta forma la creación del Ejército Sirio Libre (ESL).

Kadri Jamil coincide con este análisis: «La nula falta de libertad política hizo que el régimen abordara las reivindicaciones populares con el méto-

Sin una estrategia clara
La cuestión de si es posible el diálogo con el régimen divide a la oposición, aunque todos temen el caos

Extremismo
La presencia de elementos radicales religiosos en la revuelta preocupa a muchos opositores

do antiguo. Nada de debates, solo represión. Pero los tiempos han cambiado. Deberían procesar a los agentes que tengan las manos manchadas de sangre, liberar a los detenidos y recompensar a los damnificados». La solución al problema interno que vive Siria se complica día a día debido al progresivo armamento de los grupos de la oposición que, con la ayuda de desertores de las fuerzas regulares, han formado el denominado ESL. «El movimiento popular debería tomar cartas en el asunto cuanto antes para quitar argumentos al régimen», urge Jamil.

La presencia de elementos radicales religiosos preocupa entre los opositores, ya que «empiezan a tomar peso sobre el terreno y con ellos no hay diálogo posible», lamenta Louay Hussein, que constata la llegada de radicales, «sobre todo desde Irak». El jeque Mouaz, sin embargo, resta importancia a su papel sobre el terreno y destaca: «Ahora mismo, entre las filas opositoras, la dignidad está por encima de los extremismos que el régimen trata de airear para que nos enfrentemos los unos con los otros». Los leales al régimen subrayan que «los grupos armados utilizan a la población civil como escudos humanos y por eso el Ejército no está empleando toda su fuerza». Así lo señala el profesor Abu Abdula. Algo en lo que no coinciden analistas y diplomáticos, que consideran que, si los leales a Al Assad no ponen en marcha toda su maquinaria bélica, es debido al miedo a la reacción de la comunidad internacional y a la posible pérdida del apoyo de Rusia y China, los grandes aliados que le quedan a Damasco y que, hasta el último momento, han intentado blindar al régimen ante el Consejo de Seguridad.

La Vanguardia (Espagne / Spain)

Rusia y China vetan la condena a Siria en el Consejo de Seguridad

La votación fue precedida por uno de los días más sangrientos de la revuelta

TOMÁS ALCOVERRO
Beirut. Corresponsal y agencias

En la vigilia de la votación en el Consejo de Seguridad de la ONU de un proyecto de resolución condenando al Gobierno del rais Bashar el Asad, vetado sin sorpresa por Rusia y China, se intensificaron los combates en Homs entre las tropas regulares y los desertores que han constituido el Ejército Libre Sirio, que anunció una "ofensiva general".

Rusia y China vetaron ayer en el Consejo de Seguridad un proyecto presentado por Occidente y países árabes que expresaba el apoyo al plan de la Liga Árabe para lograr una transición democrática en Siria y denunciaba "violaciones flagrantes y generalizadas" de los derechos humanos. Los embajadores occidentales han fustigado este doble veto.

El presidente de EE.UU., Barack Obama, hizo pública una declaración para dejar claro que no comparte la decisión de la ONU: "Los sufridos ciudadanos de Siria tienen que saber que estamos con ellos y que el régimen de Asad tiene que caer".

En la noche del viernes al sábado, después del ataque de los insurrectos a varios puestos de vigilancia en Homs, que dieron muerte a unos doce soldados, el mando sirio ordenó el bombardeo del barrio de Kadiye de esta ciudad de población de mayoría musulmana suni, provocando, según activistas locales -cuyos testimonios son siempre difíciles de verificar por la ausencia de la prensa extranjera-, la muerte de unas doscientas personas y la destrucción de varios edificios.

La televisión estatal lo desmin-



Entierro multitudinario de opositores muertos en enfrentamientos de Daria, cerca de Damasco

tió afirmando que con estas noticias se trataba de forzar al Consejo de Seguridad para que aprobase la resolución auspiciada por varios países occidentales como Estados Unidos, Gran Bretaña y Francia. El veto a la misma de los dos grandes aliados de Siria, Rusia y China, ha sido un gran éxito para Bashar el Asad.

En las últimas semanas, el Ejército Libre Sirio, que cuenta en Homs con una base militar, ha intensificado su lucha, llegando incluso a los suburbios de Damasco, en el oasis de la Guta, de los que fueron desalojados por las tropas tras cruentos combates.

El Ejército Libre Sirio, que pre-

sume tener cuarenta mil hombres -aunque se calcula que sus efectivos son alrededor de veinte mil; las tropas sirias están formadas por cuatrocientos mil soldados- ha ido extendiendo su campo de maniobra por varias provincias, se ha hecho más popular y estimula la oposición.

A medida que aumenta la violencia del Estado, empeñado en imponer su solución militar sobre los rebeldes, hay más ciudadanos decididos a empuñar las armas. El clima de guerra civil entre suníes y alauíes va emponzoñando la población. Los asesinatos y los secuestros por razones de identi-

dad confesional provocan odios y venganzas entre las diversas comunidades religiosas y étnicas.

En Hama fue asesinado un sacerdote por un grupo de terroristas y pocos días después estalló un obús en un convento de Sednaya. Alrededor de un diez por ciento de los sirios profesan la religión cristiana. Esta minoría, como la de los drusos o la de los ismaelíes, no se enfrentan al régimen porque temen que su caída provoque conflictos fratricidas interminables, trocee el país en enclaves y promueva la llegada al poder de un Gobierno islamista radical. Es paradójico que los países occidentales hayan fomenta-

do la destrucción de Iraq y ahora la de Siria, los dos únicos regímenes laicos del mundo árabe.

Treinta años después, las víctimas de Hama se vengán. El invierno de 1982 fue un invierno muy cruel en Hama, la ciudad de las antiguas norias con sus arcaicos ennegrecidos que chirrían desde hace siglos en el río Orontes, quedó ensangrentada por la represión de Hafez el Asad, padre del actual presidente.

La batalla de Hama, cuyas noticias raras y confusas apenas trascendieron al mundo y que llegaron sobre todo a Beirut de boca de viajeros procedentes de Siria, hizo estragos en la población, con alrededor de veinte mil muertos. La represión fue ordenada tras el ataque de francotiradores apostados en el viejo barrio de la ciudad cerca del río contra una patrulla militar dando muerte a mu-

Obama muestra su disconformidad con la votación y subraya que "el régimen de Asad tiene que caer"

chos soldados. Militantes de la cofradía de los Hermanos musulmanes, enemiga del régimen laico baasista y ahora en la vanguardia de la oposición a Bashar el Asad, degollaron a setenta dirigentes políticos y proclamaron Hama "ciudad libre". Ni los países árabes ni Occidente rompieron su silencio ni acusaron al régimen. En Oriente Medio ya soplaban poderosos vientos islamistas que aterrorizaban a medio mundo, con la revolución de Irán en 1979. Ahora, tras el fracaso de la oposición siria en conseguir una decisión favorable de la ONU, la guerra de desgaste que libra con el régimen continuará. Bashar el Asad no tiene aún los días contados como pretendían sus enemigos. Rusia aspira a promover un diálogo entre el régimen y la oposición para resolver este complicado conflicto de mil caras. ●

Diário de Notícias (Portugal)

China e Rússia paralisam ONU

Síria. Missões diplomáticas no estrangeiro alvo de protestos após o resultado da votação no Conselho de Segurança

LUMENA RAPOSO

"Quantos pessoas têm ainda de morrer para que a Rússia e a China autorizem o Conselho de Segurança da ONU a agir?", insurgiu-se o chefe da diplomacia de Londres. William Hague referia-se, assim, ao veto, ontem, dos dois países à resolução sobre a Síria. Um veto que provocou protestos junto das embaixadas sírias no Ocidente.

A decisão de Moscovo e Pequim, embora esperada, não deixou de criar o estuor entre os restantes membros do Conselho de Segurança e na comunidade internacional em geral, tanto mais que esta acontece quando chegam ecos de uma operação militar contra a cidade de Homs que terá feito mais de 260 mortos (*ver caixa*).

Quarto país a viver o movimento de protesto denominado de Primavera Árabe, a Síria é desde há meses o centro de todas as atenções, não só pela forma como o regime está a reprimir as manifestações pró-democracia mas pela sua situação geoestratégica e pelas suas alianças. Para muitos a queda de Bachar al-Assad trará um regime democrático a um país que, até agora, tem servido de plataforma giratória de vários interesses na região, entre os quais os do Irão xiita. Mas há também quem alerte para a eventualidade de a Síria pós-Assad poder ser um país mais radical e fundamentalista, mesmo ali ao lado de Israel, de um Líbano nas mãos do Hezbollah e de uma Jordânia que luta por se manter algo secular.

Mas o resultado da votação na ONU pode pôr em perigo todos os equilíbrios. Normalmente contido nas suas declarações, Ban Ki-moon não conseguiu esconder ontem a sua desilusão perante o duplo veto e reconheceu que este "diminui o papel da ONU". O secretário-geral das Nações Unidas, citado pelo seu porta-voz, avançou: "É uma grande decepção para o povo da Síria e para todos os defensores da democracia e dos direitos do homem." Este bloqueio, disse Ban Ki-moon, "reduz o papel das Nações Unidas e da comunidade internacional num momento em que as autoridades sírias precisam de ouvir uma única voz a exigir o fim imediato da violência".

Hillary Clinton, a chefe da diplomacia dos EUA – um dos países que tem direito de veto no Conselho de Segurança – ao reagir à decisão de Moscovo e Pequim consi-



A população de Homs assiste aos funerais de civis e de ativistas que foram mortos pelas tropas do regime de Assad

derou que ao bloquearem a ação do conselho, os dois países estão a "endossar as responsabilidades dos horrores que acontecem na Síria". Mas Hillary foi mais longe e defendeu que chegou o momento da ONU "agir com força" face ao país de Bachar al-Assad.

Alain Juppé, chefe da diplomacia francesa, acusou China e Rússia de "paralisarem a comunidade internacional" enquanto Gerard Araud, representante de Paris na ONU, classificou como "vergonha" o ocorrido e considerou ter sido "um dia triste para o conselho, um dia triste para a Síria".

Moscovo, que já anunciara a sua disposição para vetar a resolução, explicou que a mesma era "parcial". O texto, apresentado por Marrocos e apoiado pelos outros 12 membros do Conselho – incluindo Portugal –, manifestava o "total apoio" ao plano da Liga Árabe para a Síria. Ou seja, Assad teria que passar poderes para o seu vice, o que implicaria a sua saída. Rússia e China sempre recusaram esta exigência.

MASSACRE

Centenas de mortos na cidade de Homs

Mais de 260 pessoas morreram e 500 ficaram feridas na operação militar do regime contra a cidade de Homs (centro). Os bombardeamentos indiscriminados atingiram mesquitas e edifícios residenciais. Segundo opositores que falaram aos media ocidentais, os militares usaram armamento pesado, incluindo disparos de morteiro. Três pontos estiveram na origem dos ataques: a sede dos serviços secretos, o bairro Karam Chemchem, habitado por alauitas, e um posto de controlo militar à entrada da cidade. Residentes dão conta das cenas de horror que viveram durante o ataque e depois quando foram recolhidas as vítimas, entre elas muitas crianças. O regime explicou a situação como tendo sido um ataque de "grupos terroristas armados".

Minoria a que pertence Assad é ameaçada pelos protestos

HISTÓRIA Os alauitas voltam a ser alvo de violência. Mesmo os que nunca foram privilegiados pelo domínio dos Assad

Constituindo apenas 12% dos 22 milhões de habitantes da Síria, os muçulmanos alauitas foram oprimidos durante o Império Otomano e no território que é hoje a Síria. Neste país, a situação alterou-se em 1970, quando Hafez al-Assad – o pai do atual Presidente – liderou um golpe de Estado que afastou do poder os sunitas.

Além de familiares, Hafez al-Assad colocou nos postos chave do seu Governo alauitas e alguns sunitas ricos e influentes que, de alguma forma, o ajudaram a controlar o país. Não deixa de ser interessante referir que, em Damasco e Aleppo, a elite alauita – influente na área da segurança e militar – aliou aos ricos comerciantes sunitas, alargando o seu poder ao setor económico.

Ao suceder a seu pai, Bachar al-Assad manteve o mesmo sistema de escolhas e nomeações: familiares e alauitas ocupam os postos-chaves das forças de segurança, dos serviços secretos e também do Executivo enquanto os cargos menos importantes são ocupados por muçulmanos sunitas. O seu casamento com Asma Akhras, uma muçulmana sunita, criou a expectativa de que desaparecesse a suspeição entre as duas comunidades. Uma situação que acabou por não se verificar e se agudizou com os protestos.

Ramo do islão xiita, com o qual rompeu há mais de mil anos, a seita alauita com o seu secretismo e misticismo foi sempre encarada com alguma desconfiança pelos sunitas.

Denominados a partir de Ali, um primo e genro de Maomé, os alauitas interpretam os "Pilares do Islão" – os cinco deveres que cada muçulmano deve cumprir – mais como um símbolo do que como uma exigência religiosa.

Publico (Portugal)

Rússia e China inviabilizam resolução das Nações Unidas contra a violência na Síria

Um “massacre”, um “crime contra a humanidade”, um “assalto inaceitável” na sua “selvajaria”: a comunidade internacional uniu-se para denunciar a ofensiva que fez mais de 200 mortos

Rita Siza

● A Rússia e a China desiludiram ontem os seus parceiros do Conselho de Segurança da ONU, vetando uma proposta de resolução com palavras duras contra Damasco, horas depois de um brutal ataque do Exército da Síria em Homs, considerada a capital da oposição ao Presidente, Bashar al-Assad, que terá feito mais de 200 mortos.

Um “massacre”, um “crime contra a humanidade”, um “assalto inaceitável” na sua “selvajaria”: a comunidade internacional uniu-se ontem para denunciar a surpreendente ofensiva militar lançada na véspera contra bairros residenciais de Homs.

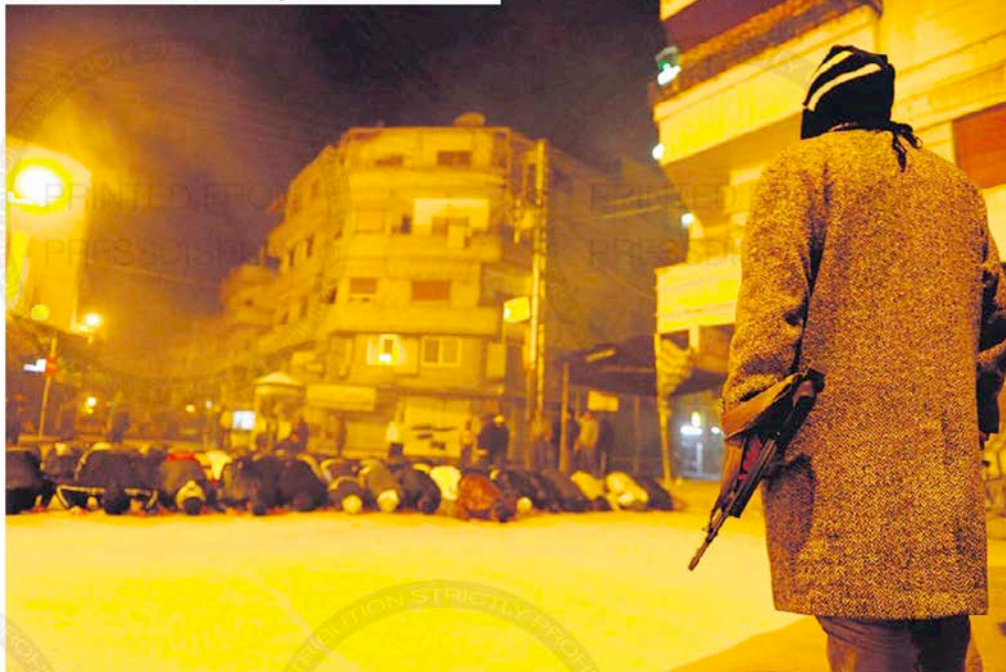
Mesmo assim, a adopção da resolução que exigia o fim imediato da violência na Síria continuou a ser bloqueada no Conselho de Segurança pela Rússia, sob o argumento de que aquele órgão não tem competência para tomar posição por um dos lados em conflito numa guerra civil. Depois de dias de intensas negociações para ultrapassar o impasse, Moscovo viu a sua posição reforçada com o apoio de Pequim.

“Ontem, o Governo da Síria assassinou centenas de cidadãos, incluindo mulheres e crianças, com bombardeamentos e violência indiscriminada em Homs, e hoje as forças sírias continuam a impedir que centenas de feridos recebam assistência médica”, censurou o Presidente dos EUA, Barack Obama, minutos antes da reunião do Conselho de Segurança (CS) em Nova Iorque. “Nenhum presidente que brutaliza e massacra a sua população merece estar no governo”, declarou, considerando que é tempo de Assad abandonar o poder e facilitar a transição democrática no país.

Obama foi bem mais duro do que a posição ultranegociada que a sua Administração aceitou verter para o documento a votar pelo CS, que por imposição de Moscovo não continha uma única referência à “acção” que o Presidente americano admitiu ser necessária para acabar com a “brutalidade implacável” do regime sírio.

A Rússia já tinha inviabilizado uma anterior proposta de resolução, mas desta vez tinha dado a entender que aceitaria um documento, desde que não houvesse referências nem à mudança de regime, nem ao uso da força. O rascunho, elaborado por Marrocos, tinha por base o plano para a paz na Síria aprovado pela Liga Árabe, que estabelecia um calendário para o processo de transição do poder e a convocação de eleições livres e transparentes, conforme as exigências dos manifestantes pró-democracia.

Membro do Exército Livre da Síria num protesto contra o massacre



Diplomacia em risco

Embaixadas da Síria foram alvo de vandalismo

As embaixadas da Síria em várias capitais europeias e do Médio Oriente foram alvo de vandalismo, na sequência de inflamados protestos contra a ofensiva militar sobre a cidade de Homs que matou centenas de pessoas. A polícia foi obrigada a intervir e várias pessoas foram detidas em Londres, Atenas, Berlim e no Cairo, onde bandeiras sírias foram postas a arder. Algumas representações diplomáticas foram pichadas com palavras de ordem anti-Assad. Numa medida que poderá ser replicada por outros países árabes, a Tunísia expulsou o embaixador sírio e cortou relações diplomáticas com o Governo de Damasco.

Durante o dia de ontem, ainda continuavam a ouvir-se explosões em vários pontos de Homs, a terceira maior cidade síria, com 1,5 milhões de habitantes. Por enquanto, é impossível calcular o número de vítimas da violência - o mais brutal ataque desde o início das marchas pela demissão de Assad, em Março de 2011. Os números disponibilizados por grupos de oposição na Síria variavam entre os 230 e os 260 mortos.

Sem observadores imparciais no terreno, a imprensa internacional relatou o ataque de sexta-feira à noite a partir de relatos telefónicos e imagens em vídeo enviadas a partir de Homs. Um residente do bairro de Khalidiya, que a Reuters nomeou apenas como Waleed, contou que o ataque começou por volta das oito da noite. “Estávamos em casa e começámos a ouvir tiros e bombas. De repente, as balas estavam a voar por cima das nossas cabeças”, descreveu, dizendo que 36 casas na sua rua foram completamente destruídas, “com as famílias ainda lá dentro”.

“De manhã saímos e descobrimos muitos cadáveres. Uns estão na rua, outros estão debaixo dos escombros. Ainda pode haver pessoas vivas, mas não podemos fazer muito, sem ambulâncias nem máquinas”, disse. “Estamos a tentar retirar as pessoas dos escombros só com as mãos”, relatou um membro da oposição, acrescentando que cerca de 500 feridos esperavam tratamento em dois hospitais de campanha, que juntos não têm capacidade para uma centena de pessoas.

Damasco nega ataque

O Governo sírio negou a existência do ataque e acusou a oposição de ter “encenado” a ocorrência, com filmagens de cadáveres, para propaganda contra o regime na véspera da votação no CS. O desmentido surgiu na agência estatal SANA: “Os corpos exibidos por alguns canais de incitamento [contra Assad] pertencem a mártires e outros cidadãos raptados e assassinados por grupos de terroristas armados que depois os identificam como vítimas de um suposto bombar-

deamento”, dizia “fonte mediática”.

Como explicou à BBC o especialista do *think tank* britânico Chatham House Rime Allaf, a cidade de Homs foi adoptada como base para a organização e abastecimento das forças desertoras que se juntaram à oposição. “Se há um lugar simbólico, onde as pessoas não desistem de lutar, é Homs”, assegurou.

O Exército investiu sobre a cidade em Abril e novamente em Dezembro, com dezenas de tanques de guerra a bloquear os principais acessos e a assumir posições em pontos estratégicos. A população respondeu com vigílias e mais protestos, enfrentando os tiros e o gás lacrimogénico.

Peter Harling, do International Crisis Group, nota que “Homs resistiu a todas as tendências sectárias, mantendo a sua coesão social e forte identidade local, o que de certa maneira representa um grande desafio para o regime e uma fonte de inspiração para os seus críticos”. É, por isso, diz, que se tornou a capital da revolução, ao contrário de Damasco.

At least 128 reported dead in Syria clashes

Russia opposes new draft of security council resolution

MICHAEL JANSEN in Damascus

up to 25,000 people died, was ordered by President Bashar al-Assad's father.

ANTI-REGIME PROTESTS erupted following noon Muslim prayers yesterday in the suburbs of Damascus, the central cities of Homs and Hama, the southern province of Deraa, and the north-western city of Idlib. The clashes were reported to have killed 128 people, according to the Syrian Observatory for Human Rights, and early this morning.

"At least 120 people were killed in Homs, of them 112 were killed in Khalidiya (district of Hama)", Rami Abdulrahman, head of the British-based group, said in a tweet, with a link to a video showing the aftermath. He said that the Syrian Observatory for Human Rights said early this morning.

However, Russian diplomats in Damascus said they were not ready to support a new draft of a resolution aimed at halting the violence in Syria. Moscow, the author of the original text, drew up a new draft and excluded it for consideration.

But Russian diplomats in Damascus said they were not ready to support a new draft of a resolution aimed at halting the violence in Syria. Moscow, the author of the original text, drew up a new draft and excluded it for consideration.

But Russian diplomats in Damascus said they were not ready to support a new draft of a resolution aimed at halting the violence in Syria. Moscow, the author of the original text, drew up a new draft and excluded it for consideration.



Syrian soldiers carry the coffin of their comrades during a funeral ceremony at Teshene military hospital in Damascus yesterday. Photograph: Reuters/Sana handout.

People try to live normally, they do not cower at home



MICHAEL JANSEN

If you want to get to the Syrian capital safely, it is best to avoid going by road which is rife with kidnappings and killings

SYRIAN AIR OBLIGES passengers to pay fares in cash, because of sanctions imposed on the country as a result of the government's crackdown on dissidents.

Cheques and credit cards are not accepted. I travel with a bank and I have to carry cash.

My flight to Damascus is via Aleppo, which saves fuel and adds two hours to the usual one-hour journey. The aircraft, a narrow-bodied turbo-prop, is less than half full when we embark for Syria's second city, in the north of the country. Before the uprising began last

March, flights from Larnaca in Cyprus flew directly to Damascus in large jets packed with Syrian shoppers seeking bargain food and clothing. Now, however, there are no shoppers aboard now.

Just before we clear for take-off, a young Syrian man, handcuffed in punishment for a past political

Thousands of Syrian workers who cannot find jobs go abroad in search of employment. For these men, deportation could be a death sentence if they return to an area gripped by the brutal struggle for power. The aircraft dips low over glittering Aleppo, a city that has

not joined the rebellion. After some passengers disembark into the cold night, a bus takes the rest of the passengers to their homes.

In normal times, there would be long lines of impatient people at the booths.

The officer asks my occupation and I reply 'journalist'. He looks at me and says 'I am not a journalist, I am a writer'. He stamps my passport and I return to my hotel.

There are no other aircraft arriving so why should anyone hurry? There are few cars on the road into town, but on the outskirts, weekend traffic jams the streets. The people of Damascus are determined to live normal lives. They do not cower at home.

Some neighbours are also determined to live normal lives. They do not cower at home.

The government has found it better to admit journalists than to refuse them visas, compelling them to rely on official opposition spokesmen. We wait at the baggage claim.

Some neighbours are also determined to live normal lives. They do not cower at home.

The government has found it better to admit journalists than to refuse them visas, compelling them to rely on official opposition spokesmen. We wait at the baggage claim.

The government has found it better to admit journalists than to refuse them visas, compelling them to rely on official opposition spokesmen. We wait at the baggage claim.

The Sunday Telegraph (Royaume-Uni / United Kingdom)

Syria releases the 7/7 'mastermind'

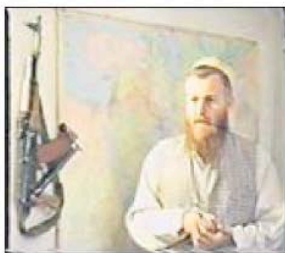
JASON LEWIS
Investigations Editor

THE ALLEGED terrorist mastermind behind the July 7 London bombings is reported to have been freed from a Syrian jail by President Bashar al-Assad's regime.

Abu Musab al-Suri had been held in Syria for six years after being captured by the CIA in 2005 and transported to the country of his birth under its controversial extraordinary rendition programme.

But he is now said to have been released as a warning to the US and Britain about the consequences of turning their backs on President al-Assad's regime as it tries to contain the uprising in the country.

Al-Suri, also known as Mustafa Setmariam Nasar, was al-Qaeda's operations chief in Europe and has been accused of planning the London bombings, in which four British-born terrorists detonated three bombs on the Underground and another on a bus, killing 52 people and injuring more than 700 others in 2005.



Al-Suri said the Underground was a 'legitimate' target

In a statement released after the attacks, al-Suri said: "[In my teachings] I have mentioned vital and legitimate targets to be hit in the enemy's countries... Among those targets that I specifically mentioned as examples was the London Underground. [Targeting this] was and still is the

aim." A mechanical engineer, he is also wanted in Spain in connection with the Madrid train bombings in 2004, which left 191 dead, and for links to an attack on the Paris Metro in 1995.

A judge has also ordered his arrest with other members of a Spanish terror cell that helped prepare the way for the September 11 attacks in 2001 on New York and Washington.

With his red hair, green eyes, pale features and trimmed beard, Syrian-born al-Suri was able to easily pass as a European and plot some of al-Qaeda's worse atrocities.

Married to a Spanish woman, he spent three years in London in the 1990s, before moving to Afghanistan to run two of Osama Bin Laden's terrorist training camps where he began experimenting with chemical weapons and set up sleeper cells in Europe.

While in this role, he conceived the plan to attack the London transport system and may have met some of the British-born suicide bombers led by Mohammad Siddique Khan when they are believed to have visited terrorist training camps in Pakistan.

Al-Suri, who had a £3 million US State Department bounty on his head, was reportedly captured in Pakistan in November 2005 and handed to the CIA. His hideout was thought to have been identified after US intelligence intercepted a call from his wife.

In a move that has never been officially confirmed, the Americans then reportedly turned him over to Syria where he had been held for the past six years in the Aleppo prison, on its border with Turkey.

Quoting local sources, Syrian opposition website Sooryoon.net revealed al-Suri's release last week. It said: "The timing of his release raises a lot of questions and observers

believe the release may indicate the regime is stopping security co-operation with the Americans and thus releasing all those Washington considers a threat to its interests."

If al-Suri is now free, it will be a blow to the attempts to dismantle al-Qaeda's leadership and undermine its ability to launch terrorist attacks following the death of Osama bin Laden last May and the death of Anwar al-Awlaki in a US drone attack in Yemen last September.

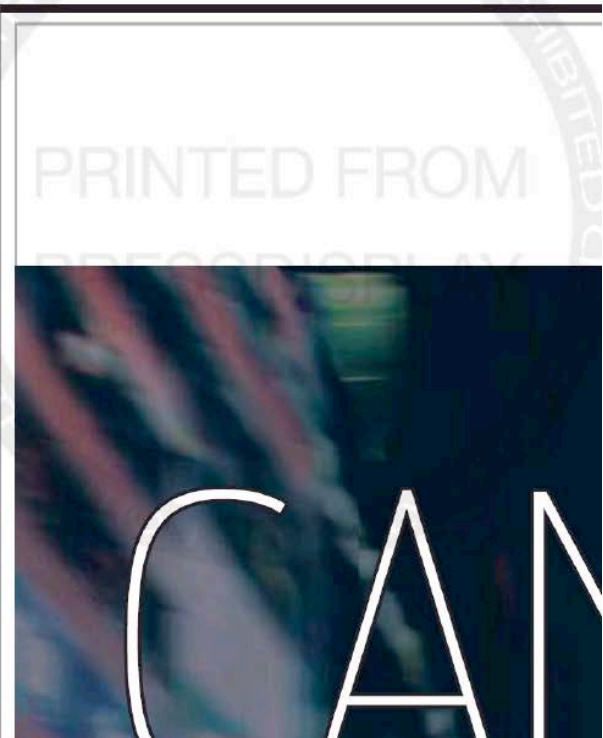
Al-Suri is a guerrilla war expert, whose 1,600-page book, *The Global Islamic Resistance Call*, was widely distributed on the internet as an al-Qaeda operations manual. Before his capture, he was seen as a possible successor to bin Laden, though the pair

had been bitter rivals. While living in Neasden, northwest London in the 1990s, he edited *al-Ansar*, a leading jihadi magazine with ties to the now-outlawed Algerian Armed Islamic Group (GIA).

Its chief editor was Abu Qatada, regarded as al-Qaeda's principal cleric in Europe, who recently won his appeal to the European Court of Human Rights to prevent Britain extraditing him to Jordan.

Al-Suri's wife Helena, who converted to Islam, lives in Qatar with his four children. She told *The Sunday Telegraph* yesterday: "I have not heard anything official or unofficial since my husband disappeared in 2004." She added: "I hope that one day we will be together again."

SYRIA: PAGE 27



Daily Express Weekend (Royaume- Uni / United Kingdom)

Embassy fury after 200 killed in Syria

By Hilary Douglas

SYRIAN expatriates stormed the country's embassies yesterday after more than 200 people died in the worst bloodshed yet.

The city of Homs was pummelled by mortars and artillery while its people slept.

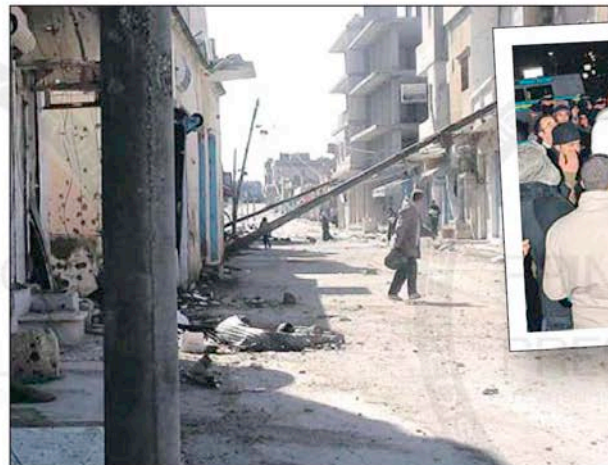
In London, protesters broke into the embassy in Belgrave Square overnight as human rights groups began to confirm the Homs atrocity.

By yesterday afternoon at least 200 had gathered, hurling rocks to smash the embassy's windows, assaulting police officers and chanting "Free Syria". Five men were arrested.

The Homs bombardment came on the eve of the UN Security Council vote on a resolution to remove Syria's blood-soaked president Bashar al-Assad.

One resident, identified only as Ammar, spoke by mobile phone from his home, and said: "We are being massacred." He said the death toll was likely to exceed 330. In Cairo the embassy was ransacked and set alight.

In Kuwait the Syrian flag was torn down and several security guards were injured. There were



rallies outside embassies in Germany, Greece and America.

Syria denied any bombardment, saying the reports were part of a "hysterical campaign" by rebels trying to manipulate the Security Council vote on a call for Assad to step down.

Residents in the Sunni enclave of Khalidiyeh in Homs, where at least 140 are said to have died, told of a "hellish" night of "ceaseless shelling". "We were sitting

at home and the mortars just started slamming into buildings around us," said one, named only as Mohammad.

He described harrowing scenes as locals ventured outside to hunt for relatives only to find their bloodied bodies lying under the rubble of buildings.

Amateur footage on the internet showed a makeshift clinic in a mosque, full of the wounded and dead. Government officials

DEVASTATION: Homs yesterday. Inset, protesters at the London embassy last night



said the corpses were of people kidnapped by "terrorists".

The bloodshed was confirmed as "the worst attack of the uprising" by the British-based Syrian Observatory for Human Rights.

It is still not clear what precipitated the attack but Homs, Syria's third largest city, is known to shelter a large number of army defectors, known as the Free Syrian Army.

Last night the UN's Arab-led resolution to oust Assad was vetoed by Russia and China.

The Mail on Sunday (Royaume-Uni / United Kingdom)

Violent clashes in London after Syrian massacre

VIOLENCE erupted at the Syrian Embassy in London yesterday.

Protesters gathered following reports that more than 200 people had been massacred in Syria when government forces shelled civilians in a rebel city.

Police using riot shields forced back demonstrators after they broke through barriers. Six people were arrested early on Saturday morning after an attempt to break into the embassy.

Protester Abdulhadi Arwani, 45, said: 'This building belongs to the Syrian people, not a regime killing people every single day for ten months.'

Demonstrations also took place at many other Syrian

By **Matt Sandy**

embassies across Europe and the Middle East. The embassy in Cairo was set ablaze.

The bombardment of a residential area in the rebel stronghold of Homs, the deadliest assault during 11 months of unrest in Syria, was condemned by Western leaders.

Scores of women and children were among the dead, sources said. Further casualties are expected to be found in destroyed buildings.

Foreign Secretary William Hague described the massacre as 'cold-hearted cynicism' by Syrian President Bashar al-Assad and called for strong action



FLASHPOINT: Police force back protesters at the Syrian Embassy

from the United Nations Security Council.

US President Barack Obama said the deaths were the result of an 'unspeakable assault' by President Assad on his own civilians.

US Secretary of State Hillary Clinton warned: 'The endgame, in the absence of us acting together as the international community, I fear, is civil war.' She added that military intervention in

Syria had been 'absolutely ruled out'.

However, at the UN, Russia and China vetoed an Arab-led peace plan calling for President Assad to step down.

UN Secretary General Ban Ki-Moon said: 'This is a great disappointment to the people of Syria, the Middle East and supporters of democracy and human rights. It undermines the United Nations and the international community.'

Le Journal de Montréal (Canada)

Des enfants soumis à la torture par le régime

BEYROUTH | (AFP) Des enfants ayant à peine 13 ans font l'objet de tortures de la part de l'armée et des forces de sécurité en Syrie où le régime réprime dans le sang une révolte populaire, a affirmé hier l'organisation de défense des droits de l'Homme Human Rights Watch (HRW).

« L'armée et les officiers de la sécurité ont arrêté et torturé des enfants l'année dernière sans être inquiétés. Au moins 12 cas ont été recensés d'enfants détenus dans des conditions inhumaines, torturés ou tués par balles dans leur maison et dans les rues », dénonce l'organisation.

HRW accuse le gouvernement syrien d'avoir « transformé des écoles en lieux de détention et en bases militaires, et d'avoir posté des tireurs embusqués sur ces bâtiments, où des enfants ont également été arrêtés ».

« La répression n'a pas épargné les enfants », a souligné Lois Whitman, directrice des droits des enfants à HRW.

« Des enfants ayant à peine 13 ans ont rapporté à [HRW] que des officiers les avaient placés en confinement solitaire, brutalement

battus et électrocutés, les avaient brûlés avec des cigarettes, et les avaient suspendus avec des menottes métalliques, parfois pendant des heures, à quelques centimètres du sol », poursuit le rapport.

Traitements inhumains

Les parents d'un garçon de 13 ans à Lattaquié ont affirmé qu'il avait été détenu pendant neuf jours après avoir été accusé de brûler des portraits du président Bachar al-Assad, d'inciter à manifester contre le régime et de détruire des véhicules des forces de sécurité.

Les membres de la sécurité « ont brûlé le cou et les mains du garçon avec des cigarettes et ont jeté de l'eau bouillante sur son corps », affirme HRW, citant les parents.

HRW appelle « le Conseil de sécurité de l'ONU à demander d'urgence au gouvernement de Damas de mettre fin à toutes ces violations et à coopérer avec la commission d'enquête formée par le Conseil des droits de l'Homme de l'ONU ».

La répression de la révolte contre le régime du président Bachar al-Assad, débutée en mars 2011, a fait plus de 6 000 morts, et des milliers de personnes ont été arrêtées, selon des militants syriens.

The Washington Post on Sunday (USA)

Russia, China block U.N. vote

RESOLUTION ON SYRIAN LEADERSHIP

Failure sparks fears of escalating violence

BY COLUM LYNCH
AND ALICE FORDHAM

UNITED NATIONS — Russia and China on Saturday vetoed a U.N. resolution condemning Syria's violent repression of anti-government demonstrators, effectively quashing efforts to isolate President Bashar al-Assad's government as it intensifies a nearly year-long crackdown.

The veto dealt a blow to attempts by the United States and its European partners to rally behind an Arab League plan that would require Assad to yield power and make way for a democratically elected unity government. The vote followed weeks of negotiations in which diplomats had significantly watered down the resolution in a bid to win broad support.

"The United States is disgusted" by the Russian and Chinese vetoes, Susan E. Rice, the U.S. ambassador to the United Nations, said after the vote. "A couple of members of this council remain steadfast in their willingness to sell out the Syrian people and shield a craven tyrant."

Russia's U.N. envoy, Vitaly I. Churkin, countered that the United States and its partners had undermined the prospects for a deal, saying they had promoted a strategy aimed at "regime change" by backing the opposition's pursuit of power and fueling "armed methods of struggle."

The rift left the diplomatic process in disarray, with Arab League delegates vowing to press ahead with their plan for a political transition in Syria, while Russia announced that officials would travel Tuesday to Damascus, where they will meet with Assad and try to

SYRIA CONTINUED ON A13

U.N. resolution seeking Assad's departure is vetoed

SYRIA FROM AJ

push a competing plan to bring the Syrian government and the opposition together for direct talks.

But some Syria experts were worried that it was already too late for diplomatic solutions. "Things are slipping out of control on the ground so much that I'm not sure that [the resolution] could have stopped the killing," said Andrew Tabler, a Middle East expert at the Washington Institute for Near East Policy.

The U.N. deadlock came a day after Syrian authorities moved to crush resistance in the town of Homs, killing scores of civilians on the 30th anniversary of the massacre in Hama. Estimates of those killed late Friday varied widely, but the assault seemed to be the strongest attempt yet by the government to put down the protests. Although casualties have been heavy for months, Syrian forces have largely abstained from the use of heavier weaponry. Activists now worry that the attack heralds a new and more aggressive strategy on the part of Assad's government.

On Saturday, crowds gathered in Homs for the first funerals of the dead, with tens of thousands shown in video footage massing around coffins and shrouds decked with flowers. An opposition spokesman said that after the funerals, people were waiting eagerly to hear the results of the U.N. vote.

"We were hoping they would



RUSSIA'S VITALY I. CHURKIN MAINTAINS HIS OPPOSITION TO AN ARAB LEAGUE PLAN REGARDING SYRIA'S GOVERNANCE. (AP/WIDEWORLD)

change their opinion," said the spokesman, who uses the nom de guerre Abu Rami. "Unfortunately they used their veto. The people here are not so much disappointed. We will rely on Allah, the holy God, and after Allah, we will rely on the Free Syrian Army."

The 15 to 2 Security Council vote capped weeks of tumultuous negotiations that pitted the United States, the European Union and the Arab League against Russia, Syria's most powerful remaining protector in the 15-member council.

Secretary of State Hillary Rodham Clinton and Rice, along with

by definition does not engage in domestic affairs of member-states."

Senior administration officials pointed to the wide margin of support for the resolution, with developing countries such as Pakistan, India, South Africa and Azerbaijan all siding against the Assad government. "There was a hopeful aspect" to the vote, Rice said. "More and more countries are united in saying the violence must stop, change must come."

White House officials acknowledged that the vote was a blow to diplomatic efforts to end the Syrian crisis. The focus now appears to shift to the Arab League, where a vote on sanctions by Arab nations could come later this month.

But critics of the administration's incremental diplomacy in Syria said the administration was partly to blame for Saturday's outcome.

"This has been a slow-motion train wreck," said David Schenker, an adviser to the Pentagon on the Middle East during the George W. Bush administration. "We aimed low, and we fell short."

Rather than attempting to sell the Russians on a toothless resolution, Schenker said, the White House should be mobilizing a "coalition of the willing" to help Syria's beleaguered rebels with weapons and training. "If we continue to dicker both to the Arab League and the U.N., the Syrian people are doomed."

Saturday's vote carried political risks for Moscow and Beijing,

which have defied the wishes not only of Washington and its European powers, but confronted a coalition of influential and wealthy states likely to be driven even more deeply into the Western camp.

"There is nothing in this ledger that should have triggered a veto. We removed every possible excuse," said Britain's U.N. envoy Mark Lyall Grant. "The reality is that Russia and China have told us: take a choice; to turn their backs on the Arab world and to support tyranny rather than the legitimate aspirations of the Syrian people."

In Syria, demonstrators were bracing for another possible or slaughter.

Col. Malik Turki, a commander with the armed group known as the Free Syrian Army, said while reached by telephone in Turkey that he had received dozens of calls from Syrians asking him to supply them with weapons after the events of Friday night. He accused the authorities of pushing the country toward civil war and the international community of failing to stop government assaults.

"The Syrian citizens will do anything to get what is needed for their defense as the international community is giving this regime one chance after the other," he said.

lynch@washpost.com

Fortham reported from Damascus. Staff writer Jody Warrick in Washington contributed to this report.

Chicago Tribune (USA)

Syrians mark 1982 revolt, as another 200 are killed

BY PATRICK J. McDONNELL
AND ALEXANDRA SANDELS

Tribune Newspapers

BEIRUT — Demonstrators took to the streets across Syria on Friday to pay homage to an earlier generation of revolutionaries — Islamic activists crushed 30 years ago in Hama by the government of the late President Hafez Assad.

Yet even as Syrian activists commemorated an atrocity from the past, anti-government groups were reporting early Saturday that the government was turning tanks and guns on residents of the central city of Homs, allegedly killing more than 200 people and wounding scores more.

During the day Friday, the collective slogan, hoisted on banners and repeated in chants, was “Hama, forgive us,” a reference to the city where, human rights activists say, Syrian forces slaughtered more than 10,000 people in 1982 and flattened much of the old city. It was the brutal denouement of a crackdown targeting the opposition Muslim Brotherhood.

The Islamist group had waged a bloody campaign of assassinations and guerrilla war against Assad’s secular regime. The Hama massacre effectively routed the Islamist resistance.

The subject of the massacre has been taboo in Syria for years, but the episode has become a periodic rallying cry during the 10-month-plus rebellion against President Bashar Assad, who succeeded his father.

U.N. vote set

UNITED NATIONS — The U.N. Security Council will meet Saturday to vote on a draft resolution endorsing an Arab League plan calling for Syrian President Bashar Assad to give up power, council members announced.

Diplomats said it was unclear whether Russia, which has opposed significant council action on Syria since an uprising started there more than 10 months ago, would vote in favor, abstain or veto the resolution.

In Hama, anti-government activists said, protesters spread red paint — symbolizing the blood of those killed 30 years ago — into the streets and river.

In Homs, the embattled rebel stronghold, opposition advocates said several thousand people joined protests Friday. “We should remember them,” said one activist on the phone.

But early Saturday, opposition activists began reporting that government forces had launched a large-scale assault on the Homs neighborhood of Khaldiyyeh, killing 217 people. Al-Jazeera, the pan-Arab satellite news service, reported “dozens” had died in the offensive in which tanks, mortars and heavy machine guns reportedly were employed.

There was no independent confirmation of the death toll.

pmcdonnell@tribune.com

San Francisco Chronicle (USA)

SYRIA

City shelled, scores killed, activists say

By Elizabeth A. Kennedy

ASSOCIATED PRESS

BEIRUT — In a barrage of shelling, Syrian forces killed more than 200 people and wounded hundreds more early today in the restive city of Homs in an offensive that appears to be the bloodiest episode in the nearly 11-month-old uprising, activists said.

Homs has been one of the main flash points of opposition to the regime during the uprising against President Bashar Assad.

Two main opposition groups, the British-based Syrian Observatory for Human Rights and the Local Coordination Committees, said the death toll was more than 200 people. More than half of the killings — about 140 — were reported in the Khaldiyyeh neighborhood.

“This is the worst attack of the uprising, since the uprising began in March until now,” said

Rami Abdul-Rahman, the head of the observatory, which tracks violence through contacts on the ground.

The reports could not be independently confirmed.

It was not immediately clear what precipitated the attack, but there have been reports that army defectors set up checkpoints in the area and were trying to consolidate control.

Assad is trying to crush the revolt with a sweeping crackdown that has so far claimed thousands of lives. But neither the government nor the protesters are backing down, and clashes between the military and an increasingly bold and armed opposition have created relentless violence in many parts of the country.

The U.N. Security Council meeting later today was to take up a much-negotiated resolution on Syria.

The move to a vote came after Secretary of



Local Coordination Committees in Syria

A rebel looks at revolution flags flying on a destroyed government forces tank in Homs, Syria. The city has been a flash point of government opposition.

State Hillary Rodham Clinton spoke by telephone with Russian Foreign Minister Sergey Lavrov in an effort to overcome Russian opposition to any statement that explicitly calls for regime change or a military intervention in Syria.

The United States and its partners have ruled out military action but want the global body to endorse an Arab League plan that calls on Assad to hand power over to Syria's vice president.

Clinton called Lavrov while flying Friday to Munich for a security conference that both are attending. State Department spokesman Mark

Toner said.

He said Clinton and Lavrov agreed to have American and Russian diplomats continue work on a Syria resolution and were planning to meet for more talks in the German city over the weekend.

Russia's deputy foreign minister, Gennady Gati-lov, said Friday that Moscow could not support the resolution in its current form. But he expressed optimism that an agreement could be reached, according to state news agency RIA Novosti.

Assad's regime has been intensifying an assault against army defectors and protesters. The United Nations said weeks ago that more than 5,400

people have been killed in violence since March. Hundreds more have been killed since that tally was announced.

The conflict has recently grown more militarized as army defectors have joined the uprising, prompting a fierce response from regime forces on towns where the rebels are based.

Earlier this week, Syrian troops backed by tanks retook a belt of suburbs on Damascus' eastern outskirts in fierce fighting with rebel soldiers. On Friday, similar clashes in the northwestern suburb of Daraya and in the mountains overlooking Damascus left seven civilians dead, activists said.

Proceso (Mexique / Mexico)



Miles de sirios se refugian en Líbano. Huyen de la represión desatada por el régimen de Bashar al-Assad. Sin embargo, en este país son perseguidos por los aliados del dictador sirio, como Hezbolá. Activistas en el exilio coinciden en que la revuelta en Siria derivó ya en una guerra civil y que, pese a que el régimen de Damasco está herido, aún tiene la fuerza para resistir.

MATTEO FAGOTTO

TRÍPOLI.- "Yo corría, tratando de escapar de los tanques que nos atacaban. Cuando llegué a un cruceo recibí dos tiros en la pierna izquierda y caí. Un amigo se detuvo para ayudarme. Los franco-

tiradores le dispararon tres veces y una bala le dio en la cabeza. Murió en mis brazos. Su nombre era Hassan Matar."

Abu Hamsa, un activista de 25 años (cuyo nombre real se mantiene en el anonimato por razones de seguridad, al igual que los de las personas entrevistadas en este texto), se afana en hacer un vívido re-

cuento de los acontecimientos del pasado 17 de diciembre, cuando fue herido durante los choques entre las fuerzas sirias de seguridad y los manifestantes en la ciudad de Qusayr, ubicada en la frontera de Siria con el norte de Líbano.

Junto a Abu Hamsa dos de sus compatriotas guardan un respetuoso silencio mientras escuchan la historia: "Sucedió alrededor de las tres de la tarde. Yo permanecí tirado en la calle durante cuatro horas, con mi ropa empapada en sangre y haciéndome pasar por muerto, para evitar que los francotiradores siguieran disparándome".

Al oscurecer, su hermano tuvo la posibilidad de lanzarle una cuerda desde la esquina de la calle y arrastrarlo hasta sacarlo del cruceo. El hospital de la ciudad estaba ocupado por los shabbiha, las milicias sirias leales al régimen de Bashar al-Assad, por lo que la familia de Abu Hamsa decidió enviarlo a Líbano. ►

Luego de cambiar seis veces de auto-móvil y nueve horas después de que fue herido, llegó a la ciudad libanesa de Halba, donde fue sometido a cirugía. Hoy es uno de los 30 sirios atendidos en Dar el Zahra, un hospital privado de Trípoli cuyo último piso es manejado por la Comisión Superior de Apoyo a los Sirios (HCFSR, por sus siglas en inglés), una organización caritativa vinculada con el Consejo Nacional Sirio (CNS), principal órgano político en el exilio que se opone al régimen de Damasco.

Los pacientes ahí son civiles, activistas y soldados del Ejército Sirio Libre (ESL), todos heridos durante los 11 meses del levantamiento popular que intenta derrocar al presidente Bashar al-Assad y que ha causado ya la muerte de más de 5 mil civiles.

Trabajo sucio

De acuerdo con la HCFSR, desde mediados de diciembre el hospital ha atendido a más de 142 sirios, todos heridos de bala. Uno de ellos es Abu Suleiman, un joven de 27 años originario de Bab Amr, el principal reducto de la oposición en Homs. Este decorador de interiores se unió al ESL en abril pasado, luego de que su barrio fue sometido a un intenso ataque por parte de fuerzas combinadas de los shabbiha, el ejército y el Mukhabarat, el servicio secreto sirio.

Tan pronto como se enroló en el movimiento armado, Suleiman abandonó su hogar para proteger a su familia y fue a dormir con otros combatientes en casas de seguridad ubicadas en Bab Amr.

"Había algunos desertores del ejército que nos entrenaban y nos enseñaban



Assad. No cede

AP photo / Bastien

a usar armas", explica. "Operábamos en pequeñas unidades de 30 personas, casi siempre manteniendo posiciones defensivas y emboscando algunos puestos militares aislados".

Herido en diciembre pasado, Suleiman fue operado en Bab Amr antes de ser transferido a Trípoli por razones de seguridad.

Con una población mayoritariamente sunita, hostil al régimen de Damasco, esta ciudad se ha convertido en el reducto de la oposición siria en Líbano, pero sus activistas y combatientes siguen preocupados por la fuerte influencia que el gobierno de Assad mantiene sobre las autoridades locales.

Hezbollah, un viejo aliado del régimen sirio, es parte de la coalición gobernante 8 de Marzo, y los disidentes se quejan de que ésta es la principal razón de que las

autoridades libanesas no se muestren muy entusiastas de recibir a quienes han escapado de Siria.

Más aún, los disidentes sostienen que en los últimos meses activistas sirios han sido secuestrados en Líbano y enviados de regreso a Siria, y acusan a Hezbollah y al Partido Social Nacionalista Sirio local de hacer el trabajo sucio para el régimen de Damasco.

Suleiman está muy consciente de esta situación. "Siempre trato de ser cuidadoso y evito salir del hospital", explica. "Sí, esto nos preocupa. ¿Pero qué podemos hacer?".

"A la gente que ha escapado de la represión del régimen sirio el gobierno libanés no le ha dado asistencia ni concedido el estatuto de refugiado. No hay comida, ni ropa, ni nada", lamenta Abu Omar, un veterinario sirio que dejó su trabajo en Arabia Saudita para ayudar a sus compatriotas. "La HCFSR está sosteniendo todos los gastos a través de donaciones privadas y con la ayuda de algunas ONG extranjeras", agrega.

Hasta ahora, la organización ha registrado en Líbano a poco más de mil 500 familias, pero Abu Omar cree que el país alberga actualmente a unos 20 mil refugiados. "Muchos de ellos temen mostrarse en público. Temen por su seguridad. No quieren dar sus nombres, por miedo a acabar en manos del gobierno", dice y añade que su familia, originaria de la localidad de Baniyas, se encuentra ahora escondida en Siria. "Me gustaría traerla aquí, pero temo que la puedan matar al intentar cruzar la frontera".

Om Salim, una joven de 27 años proveniente de Homs y que ahora trabaja como voluntaria en el hospital, no tuvo este problema. Se mudó a Líbano el 10 de octubre, después de que su marido fuera muerto durante las protestas y su hermano, el famoso activista Abu Jaffar, entrara en la clandestinidad. "La situación –dice– se había vuelto insostenible. El Mukhabarat nos



Civiles sirios. Éxodo

Photo: Omar Ibn Him

acosaba constantemente, llegando a la casa en busca de mi hermano".

Junto con su hijo de dos años, su madre y la familia de su hermana, ella vive ahora en una casa de los suburbios de Trípoli donde batalla para adaptarse a una vida nueva.

"Nuestros vecinos dicen que los precios han subido debido al flujo de refugiados, y que nos regresemos a Siria. A mí me gustaría regresar pronto, pero me temo que tendremos que quedarnos aquí por algún tiempo", lamenta.

"Carta sectaria"

Otro sirio que está tratando de acoplarse a una nueva vida es Mohammed Ismail, un exsoldado de 23 años que desertó de las Fuerzas Armadas Sirias el 12 de octubre, a unas semanas de concluir su servicio militar. En los meses previos, participó cuatro veces como francotirador en las protestas de Homs.

"Éramos seis, y nuestra tarea era proteger a las fuerzas de seguridad que operaban sobre el terreno y aplicar el toque de queda impuesto a la ciudad. Estoy prácticamente seguro de que herimos y matamos a algunas personas, al disparar de manera indiscriminada en la oscuridad", admite.

Ismail asegura que les dijeron que quienes protestaban eran agentes extranjeros provenientes de Arabia Saudita e Israel, y que sólo se dio cuenta de lo que realmente estaba pasando en la ciudad fronteriza de Tel Kalah, donde tuvo la posibilidad de entrar en contacto con la gente.

"Durante las manifestaciones yo oía consignas de libertad normales, y escuchaba que la gente nos preguntaba: '¿Por qué nos disparan? ¿Qué hemos hecho para merecer este trato?', explica Ismail. "Hablé con tres amigos míos del ejército, de plena confianza, y ellos compartieron conmigo la misma preocupación".

Convencido finalmente de que estaba disparando contra manifestantes inermes, trató de incorporarse al ESL, al tiempo que ayudaba a algunos civiles a escabullirse de Siria, desviando a las patrullas militares fronterizas que él mismo conducía. Atrapado *in fraganti* cuando ayudaba a dos sirios a atravesar el río que delimita la frontera entre Siria y Líbano, recibió un tiro en el hombro izquierdo por parte de los soldados y tuvo que cruzar hasta la otra orilla para salvar su vida. Ahora se recupera en Trípoli, donde vive junto con otros 12 sirios en una casa de cinco habitaciones proporcionada por una organización humanitaria.

En cuanto a su experiencia en el ejército, de lo único que se arrepiente es de no haberlo abandonado antes. "Pero no podía entender lo que estaba pasando. Tras el inicio del levantamiento, en los cuar-

teles se prohibieron los teléfonos celulares, y las únicas noticias que podíamos escuchar eran las que transmitía la agencia nacional de prensa", se justifica.

En Trípoli, Ismail estableció contacto con el ESL y ahora espera a que su hombro sane totalmente para incorporarse a las filas de los rebeldes. Como a muchos disidentes sirios, a este exsoldado también le gustaría que la comunidad internacional estableciera una zona de restricción aérea, que permitiera al ESL crear áreas de seguridad para albergar y entrenar a combatientes como él. "La OTAN intervino en Libia al principio de la rebelión. Nosotros estamos ahora en el undécimo mes del levantamiento y, después de miles de muertes siguen contemplándonos", apunta.

Muchos aquí comparten la urgencia de Ismail: en privado, los disidentes sirios reconocen que la lucha contra el régimen de Assad va a ser larga. Además, en varias ocasiones durante la revuelta, el gobierno ha jugado la "carta sectaria" advirtiendo que su caída podría conducir a una guerra civil entre las diferentes comunidades que habitan Siria. Siempre influido por los acontecimientos que ocurren del otro lado de la frontera, Trípoli ya está sintiendo sus efectos.

El levantamiento sirio ha revivido viejas tensiones entre los sunitas y alauitas libaneses, comunidad esta última de la que proviene la familia de Assad y que, por lo tanto, teme represalias de la mayoría sunita en caso de que caiga el régimen sirio.

Si bien los activistas intentan minimizar este riesgo atribuyéndolo a la propaganda gubernamental, en Siria hechos inquietantes como los secuestros sectarios


entre los sunitas y alauitas de Homs empiezan a crear preocupación.

"Si el régimen dimite rápidamente, no tendremos ninguna guerra civil", replica Om Salim, tratando de conjurar sus propios miedos. "Yo soy sunita y tengo amigos alauitas que se han sumado a las protestas y han ayudado a los heridos".

No obstante estas historias individuales, la mayoría de los alauitas y sunitas sirios se ha alineado respectivamente con los bandos en pro y contra de Assad, lo que ha incrementado la posibilidad de que se desaten actos de venganza. Los disidentes sunitas dicen con amargura que los mejores puestos gubernamentales en Siria están reservados a los alauitas, lo que agrega una dimensión económica y social a la brecha ya existente entre las dos comunidades.

Sin embargo, por ahora este problema ha sido hecho a un lado ante el apremio de derribar al régimen, el objetivo explícito de todos los disidentes que se encuentran aquí. Conformarse con menos que la captura y el juicio de Assad no parece una opción para nadie. "Perdonaremos a Assad si devuelve los 6 mil mártires que ha matado", dice Abu Hamsa con ironía.

Pero ganar lo que rápidamente se está convirtiendo en una guerra real puede constituir una enorme tarea para un ejército rebelde, cuyas acciones militares todavía se circunscriben a proteger civiles y mantener posiciones defensivas.

"Derrocar a Assad tomará tiempo", concede Suleiman desde su cama de hospital. "El régimen es fuerte y todavía tiene apoyo. Pero al final habremos de imponernos, *insallah*". (Traducción: Lucía Luna) 



How Syria's ruling apparatus became its albatross

• BY ALON BEN-MEIR



Top officials in the Syrian government that I spoke with more than a decade ago following Syrian President Bashar Assad's rise to power strongly suggested that he was determined to introduce significant political reforms. Why then has he failed to even partially implement such reforms and failed to meet the public's expectations for change following his father's 30-year reign?

The reason is that Assad inherited from his father not only the office of the presidency but a system of governing: an entrenched ruling apparatus consisting of the Ba'ath party leadership, the high military brass, a massive intelligence (Mukhabarat) community, internal security and top business elite.

All were dominated by Bashar's own Alawite minority group which had heavily-vested interests in maintaining the system at all costs, knowing that meaningful reforms would ultimately usurp their power.

Assad was able to assert his rule based only on the tacit condition that he would preserve the status quo, which in the end turned out to be his albatross. The predictable failure of the Arab League observers' mission emerged from the fact that they were directed by the Syrian authorities to visit and report about places and incidents of the government's own choice. From the start of the observers' mission a month ago, government forces have killed more than five hundred Syrians. Following the recent extension of the mission a few days ago, the Arab League decided to suspend the observers' mission as the indiscriminate killing of civilians continued.

Neither the continuation of such a mission, the call by the League for Assad to step down, nor the call for new assembly elections and the drafting of a new constitution will bring about any serious change. The League's decision to approach the UN with the support of the US and the EU may produce a watered down resolution at best that will neither call for Assad to step down nor impose any meaningful sanctions. Russia has already made it abundantly clear that it will veto any such resolutions.

Whatever happens in Syria will have serious regional repercussions. As a result, any outside interference must be carefully weighed against the evolution of Syria's internal conditions. One thing remains clear: significant and permanent changes will not occur in Syria without the removal of the clique surrounding Assad. In this regard, the Arab League, with the support of other major players including Turkey, should

institute a four-part strategy of interconnected components (to be pursued simultaneously) in order to remove Assad and his cohorts.

FIRST, an offer to negotiate a safe exit and immunity from prosecution for Assad, family members, Alawite leaders and several dozen of his lieutenants should be placed on the table. This must occur before the International Criminal Court indicts the Syrian leader and his clique for en masse killing. Once indicted, Assad will be discouraged from opting for this course.

For this reason, Assad should not be asked to hand power over to one deputy (a plan already rejected and dubbed a "plot" by Syria's foreign minister, Walid Mualllem). The Arab League, in consultation with the Obama administration and Turkey, should offer Assad a safe haven, which will spare his country from further bloodshed. This "safe exit" option has already worked in Yemen and the Saudi Royal family will not object to offering Assad and his clique sanctuary as it has done so previously with Uganda's Idi Amin and more recently with Tunisia's Zine el-Abidine Ben Ali.

Since Assad will likely not take the first option, hoping for continued financial and logistical support from Iran and Russia, step two should be the imposing of crippling sanctions on Syria by the League, the United States, the European Union and Turkey:

- Civilian flights should be cut off.
- Trade should be ended with several Arab state trading partners (including Jordan and Saudi Arabia).
- Threats of military intervention should be made through no-fly zones.
- Cyber warfare should be used.

As Syria desperately depends on imports, sanctions like these may be painful enough to pressure the entire ruling apparatus to gradually collapse. An Arab-European draft resolution reflecting the demands of the Arab League initiative is currently under consideration by the UN Security Council, which calls for Assad to hand power over to his deputy but does not mention sanctions as a consequence of non-compliance.

Despite Russian objections to the draft, Moscow may eventually relent with some US inducement. As a senior Russian envoy said this week, "Russia can do no more for" Assad — something that should serve as a serious signal to the ruler.

Third, as the first two prongs of the strategy are initiated, the high military command should be encouraged to mount a military coup. Such a coup could gather momentum as defections rise and the

state has failed in repressing the protests thus far. The military high brass realizes that undertaking massacres on the scale of Hama in February 1982 will not turn the tide and may seriously consider the Egyptian model where the military high brass, motivated by its own survival, opted for abandoning Mubarak and his immediate associates, while promising and implementing real reforms.

The Syrian military remains the strongest institution within the country and possesses the capability to impose its will. For its high command, the option of sacrificing the tyrannical Assad and some two dozen of his cohorts would maintain the unity of the army and save the lives and interests of the bulk of the ruling apparatus.

This scenario, although unlikely only a few months ago due partly to the military's loyalty to Assad's Alawite community and the regime's security firewalls, now has the conditions on the ground to dramatically succeed and stop the carnage in a situation which is steadily leading towards civil war.

Finally, the sectarian conflict has largely already begun and will, if unimpeded, turn into a full-scale civil war, which will eventually bring down the Assad regime and everyone in his current power structure. Defections are now in the hundreds every day, which has allowed for the emergence of the Syrian Free Army as an organized, armed opposition practically working as the military wing of the Syrian National Council.

The FSA is in control of two key cities, Douma and Zabadani, which has forced the regime into indirect negotiations to stop the fighting. There have been reports that the Syrian regime has already started distributing weapons in the country's Alawite areas with the double aim of denying the FSA further gains and targeting the silent majority's fear of sectarian divides a la post-Saddam Iraq.

Time has run out for President Assad. Under no circumstances will he be able to restore his legitimacy as a ruler, either externally or domestically. Even if some calm is re-established, he may very well end up being the first to be sacrificed because of the governing apparatus he inherited but failed to upend. The Assad dynasty as we know it will be a thing of the past, regardless of how long it takes.

The writer is a professor of international relations at the Center for Global Affairs at New York University. He teaches international negotiation and Middle Eastern Studies.

Haaretz (Palestine occupée / Occupied Palestine)

Syrian forces kill over 300 in Homs; China and Russia veto UN resolution

Reuters

UNITED NATIONS – At least 300 people were killed by Syrian forces who began shelling the city of Homs Friday in the bloodiest night in 11 months of upheaval in country. Despite the rising death toll, Russia and China yesterday vetoed a UN Security Council resolution backing an Arab League plan for Syrian President Bashar Assad to step down. The other 13 council members voted in favor of the resolution, which would have said that the council “fully supports” the Arab League plan aimed at ending the bloodshed resulting from Syria’s attempt to crush the anti-Assad uprising.

The setback in Arab and Western efforts to defuse the revolt peacefully came after world leaders and Syrian opposition activists accused Assad’s forces of killing hundreds of people in the bombardment of Homs that began Friday night.

Dropping the usual diplomatic courtesies, U.S. Ambassador Susan Rice said she was “disgusted” by the Russian and Chinese veto, adding that “any further bloodshed that flows will be on their (Russia’s and China’s) hands.” Mohammed Loulichki, the UN ambassador of Morocco, the sole Arab member of the 15-nation council, voiced his “great regret and disappointment” and said he was “extremely frustrated” by the failure of the resolution. He added that the Arab League would not abandon its plan.

“It is a sad day for this council, a sad day for all Syrians, and a sad day for democracy,” French Ambassador Gerard Araud told the council, adding that Moscow and Beijing were now “complicit in the policy of repression” of Damascus.

Syrian Ambassador Bashar Ja’afari criticized the resolution and denied that Syrian forces killed hundreds of civil-



A burial ceremony yesterday for Syrians killed in Homs' Khaldiye neighborhood.

ians in Homs, saying that “no sensible person” would launch such an attack the night before the Security Council was set to discuss his country.

Russian Ambassador Vitaly Churkin denied that Moscow was standing in the way of a peaceful resolution of the crisis. “Some influential members of the international community, unfortunately, including those sitting around this table, from the very beginning of the Syrian process have been undermining the opportunity for a political settlement,” Churkin said.

Chinese Ambassador Li Ba-

odong said the resolution would not have resolved the issue.

It was the second time that permanent members Russia and China have exercised a double veto on the Syria issue. In October, they killed a European-drafted resolution condemning Syria and threatening it with possible sanctions.

Residents of Homs said Syrian forces began shelling the Khaldiye neighborhood of Homs around 8 P.M. on Friday using artillery and mortars. They said at least 36 houses were completely destroyed with families inside.

“We were sitting inside our

house when we started hearing the shelling. We felt the bombardment was falling on our heads,” said Waleed, a resident of Khaldiye.

It was not immediately clear what had prompted Syrian forces to launch such an intense bombardment at a time when diplomats at the UN Security Council were discussing a draft resolution on the Arab League plan calling on Assad to give up power.

One activist said residents were using primitive tools to rescue the people. They feared many people were buried under the rubble.

“There are no ambulances or anything. We are removing the people with our own hands,” he said. “We have dug out at least 100 bodies so far; they are placed in the two mosques.”

In the cities of Hama and Idlib, activists said hundreds of people took to the streets in solidarity. They chanted in Idlib: “Homs is bombarded, and you are still sleeping?” In Cairo, a crowd stormed the Syrian embassy, smashing furniture and setting fire to parts of the building in protest over the Homs bloodshed. The gate of the embassy

was broken and furniture was smashed on the second floor of the building.

In London, 150 people hurled stones at the Syrian embassy, smashing windows and shouting slogans. Police said five men were arrested after breaking into the building and another held for assaulting police. Kuwait’s KUNA news agency said Syrians broke into the embassy there at dawn, tore down the flag and injured several security guards. Demonstrators burst into the embassy in Berlin, destroying portraits of Assad and his father.

L'Orient-Le Jour (Liban / Lebanon)

Ghalioun s'attend à ce que Nasrallah retourne sa veste après la chute d'Assad



Le chef de l'État conférant avec l'ambassadeur syrien.

Photo Dalari et Nohra

Le chef du Conseil national syrien (CNS), principal mouvement d'opposition syrienne, Burhan Ghalioun, a déclaré hier au quotidien panarabe *al-Hayat* qu'il s'attend à ce que le Hezbollah adopte, après la chute du régime de Bachar el-Assad, une position « complètement différente » de celle qu'il adopte aujourd'hui vis-à-vis de la situation en Syrie.

« Le Hezbollah n'a qu'une option, celle de coopérer avec la Syrie (même après la chute du régime d'Assad), s'il veut devenir une force positive et non un groupe cherchant à saboter les régimes de la région », a affirmé l'opposant syrien.

Le secrétaire général du Hezbollah, Hassan Nasrallah, avait, lors d'une intervention télévisée en décembre dernier, déclaré son soutien sans équivoque au régime de Bachar el-Assad, qu'il avait qualifié alors de « régime de la résis-

tance » contre Israël. Il avait également critiqué le chef de l'opposition syrienne, Burhan Ghalioun, qui avait déclaré qu'en cas de chute du régime d'Assad le nouveau pouvoir syrien reverrait drastiquement ses relations avec l'Iran et le Hezbollah.

« Le soi-disant Conseil national syrien, formé à Istanbul, et son leader Burhan Ghalioun (...) se font concurrence pour présenter leurs lettres de créance aux États-Unis et à Israël », avait lancé Hassan Nasrallah.

Ali chez Sleiman et Kahwagi

Par ailleurs, l'ambassadeur de Syrie à Beyrouth, Ali Abdel Karim Ali, a été reçu hier par le chef de l'État Michel Sleiman puis par le commandant en chef de l'armée, le général Jean Kahwagi. Ces visites surviennent au moment où le diplomate syrien multiplie les critiques contre les



Les manifestants à Tripoli brandissant l'emblème de l'opposition syrienne.

Omar Ibrahim/Reuters

autorités libanaises auxquelles il reproche une gestion insuffisante de la frontière entre les deux pays.

Parallèlement et comme chaque vendredi, une manifestation s'est déroulée dans le quartier de Qobbé, à Tripoli, en signe de soutien au peuple syrien.

Des dizaines de manifestants se sont rassemblés à la suite de la prière du vendredi, à la mosquée Hamzé, puis ont défilé dans les rues du quartier pour terminer par une prière de l'absent sur la place Ibn Sina.

Sur le plan politique, le député Riad Rahal (Akkar), membre du bloc parlementaire du Futur, a estimé hier que pour échapper aux pres-

sions qu'il subit, le président syrien « aura recours à la carte libanaise par le biais des armes du Hezbollah et des autres formations armées présentes au Liban ».

« Il est du devoir du gouvernement libanais de donner l'ordre à l'armée d'arrêter les terroristes éventuellement présents au Liban », a souligné par ailleurs M. Rahal, relevant néanmoins que les « propos sur la présence de terroristes entrent dans le cadre des campagnes à caractère politique visant à permettre à la Syrie d'entrer à nouveau au Liban et de violer sa souveraineté ».

Dans une démarche contraire, le député Walid Succariyé (Baalbeck), mem-

bre du bloc du Hezbollah, a estimé que « l'intérêt de la Syrie est dans le maintien de la stabilité du Liban, parce qu'en cas de chaos, le Liban deviendrait un point de départ pour l'opposition syrienne et pour la mobilisation des combattants islamistes qui seraient envoyés en Syrie ».

Selon M. Succariyé, le régime syrien « tient bon » et n'est « pas susceptible de tomber tant qu'il y aura une majorité populaire et une armée qui soutiennent le président ». Il a toutefois reconnu que le régime « n'est pas capable d'anéantir l'opposition par les moyens militaires et policiers, et que celle-ci est incapable de provoquer la chute du régime ».

The Saudi Gazette (Arabie saoudite / Saudi Arabia)

Why US should not attack Syria yet

By Robert A. Pape
The New York Times

AS the death toll in Syria has climbed to perhaps 7,000, proponents of humanitarian intervention are asking, quite reasonably, why the West does not intervene as it did in Libya last year. Not only was Libya's dictator, Muammar Gaddafi, ousted with relatively few Western casualties, but the NATO campaign also set a precedent for successful humanitarian intervention.

In the 63 years since the United Nations adopted a genocide convention in the wake of the Holocaust, world leaders have failed to prevent the deaths of millions, from Biafra and Cambodia to Rwanda and Darfur — not just because they have lacked the political will to intervene, but also because of the norm of genocide itself. By setting the bar for intervention so high — unmitigable evidence of clear intent to destroy a national, ethnic, racial or religious group — the international community has stuck itself in a Catch-22: by the time it is clear that genocide is occurring, it is often too late to stop it.

A new standard for humanitarian

intervention is needed. If a continuing government-sponsored campaign of mass homicide — in which thousands have died and many thousands more are likely to die — is occurring, a coalition of countries, sanctioned by major international and regional institutions, should intervene to stop it, as long as they have a viable plan, with minimal risk of casualties for the interveners. The recent war in Libya was a case in point. When large parts of Libya broke away from Gaddafi's rule, he retaliated with tanks, air power and artillery against heavily populated urban areas. His loyalists promised "rivers of blood."

For weeks, the United States and other nations appeared paralyzed, unclear whether Gaddafi's brutality would reach the level of genocide, while Robert M. Gates, then the defense secretary, fretted about the open-ended costs in the "ouster of a Middle Eastern leader" and the fallout from attacking "yet another Muslim country." But rather than seeking regime change to prevent genocide, President Obama focused on the narrower objective of preventing "a humanitarian catastrophe" and explicitly ruled out foreign-imposed regime change.

These more modest, pragmatic goals sidestepped Gates's objections and reflect the emerging new standard for humanitarian intervention. The United States took the lead, but initially only to halt the mass-homicide campaign. And it rightly set goals that would not require an ambitious military commitment.

Libya was a success — and it was as low-risk as any United States military mission of the past 20 years. Gaddafi's threat to civilians rested on his ability to direct heavy concentrations of weapons against rebel-controlled populated areas and to cut off supplies into ports; NATO airpower could blunt both tactics.

Within weeks, the threat to eastern Libya was minimized, giving the rebel movement breathing space to gain cohesion and battlefield experience and eventually defeat Gaddafi's small and increasingly unpopular army. In the past few decades, the United States and other countries have successfully intervened for humanitarian purposes on three other occasions — in 1991, to stop Saddam Hussein's attempted massacre of the Kurds in northern Iraq after the Gulf War, and to protect first Bosnians, in 1993, and then Kosovars, in 1999, from the Serbs' attempts at

ethnic cleansing. All three humanitarian interventions occurred after thousands of people had been killed and exponentially more people had been injured or displaced. And all three were successful and saved thousands of lives.

None of these cases, nor the war in Libya, amounted to true genocide, where hundreds of thousands were already dead at the time of intervention. Most important, none could become a genocide because intervention stopped the killing at an earlier stage. Limited military force to stop campaigns of state-sanctioned homicide is more pragmatic than waiting for irrefutable evidence of "genocide." It will not work in every case, but it will save large numbers of lives. It also promotes restraint in cases where humanitarian intervention would be high-risk or used as a pretext for imperial designs.

As the world's sole military superpower, the United States will be at the center of many future debates over humanitarian action. Rather than hewing to the old standard of intervening only after genocide has been proved, the emerging new standard would allow for meaningful and low-risk military action before the killing gets out of control.

Horrific massacre in Syria

Opposition groups put the death toll in the violence at **between 217 and 260**



SHOWING SOLIDARITY: Syrian refugees living in Jordan demonstrate during a protest against Syria's President Bashar Al Assad in front of the Syrian embassy in Amman, yesterday. - Reuters

BEIRUT/MUNICH: Syrian forces bombarded the protest city of Homs yesterday, killing more than 200 civilians in a "horrific massacre," activists said, as Russia and China vetoed an Arab- and Western-backed resolution at the UN Security Council calling for Syrian President Bashar Al Assad to step down over his bloody crackdown on a popular uprising.

The Damascus government denied involvement in the pre-dawn assault, blaming groups trying to incite unrest ahead of the Security Council vote, as television images showed bodies and buildings destroyed in the city.

France condemned this "Further

and Arab nations to give strong backing to the Arab League's plan to end the crackdown. But Russia and China made a repeat of their rare double veto carried out on October 5 on an earlier condemnation.

"I would like to express our great regret and disappointment" at the veto, said Morocco's UN ambassador Mohammed Loulichki, whose country is the Arab member of the 15-member council and played a key role in the drawing up the resolution.

Demand for action

Russia and China "shamefully vetoed" the resolution, Britain's UN mission said.

Syrian opposition groups again demanded the world act to end a campaign they say has killed at least 6,000 people since March, and angry protesters stormed Syrian embassies in Athens, Berlin, Cairo, Kuwait and London.

Opposition groups put the death toll at between 217 and at least 260; if confirmed, the violence would be the deadliest in the nearly 11-month uprising against the regime of Assad, "Assad forces randomly bombed

residential areas in Homs, including Khaldiyyeh and Qusur, which resulted in at least 260 civilians killed and hundreds of wounded, including men, women, and children," said the Syrian National Council.

The "Assad regime committed one of the most horrific massacres since the beginning of the uprising in Syria," it said.

Assad's forces also "bombed" the flashpoint northern town of Jisr Al Shughur, near the border with Turkey, and suburbs of Dumaacus, it said.

Al Jazeera and Al Arabiya television showed dozens of bodies and scenes of chaos as tweets claiming to be from residents said Homs "is bleeding" under the bombardment, one counting "388 explosions tonight so far".

"It's a real massacre," Syrian Observatory for Human Rights director Rami Abdel Rahman said, calling for "immediate intervention" by the Arab League. The Observatory said its count was at least 217 dead and several hundred wounded in Homs.

A medical student told Al Jazeera the local hospital was struggling to cope. - *Associated*

Gulf News (EAU / UAE)

Russia and China veto UN resolution on Syria

PROTESTORS STORM MISSIONS AS ASSAULT ON HOMS CLAIMS OVER 200 LIVES

Gulf News Report

Dubai Russia and China yesterday vetoed a UN Security Council resolution backing an Arab League peace plan that calls for Syrian President Bashar Al Assad to step down as security forces hammered the flashpoint city of Homs, killing more than 200 people.

The other 13 members of the council voted in favour of the resolution aimed at halting the violence. The rare double-veto, the second on Syria, came after days of negotiations to overcome Russian opposition to the draft resolution.

Heading into the session, Russian Foreign Minister Sergei Lavrov said changes were still needed. But several envoys said they were forced to call for the vote because of the crackdown by Al Assad's regime.

The urgency of the vote was increased by an assault on Homs which continued for hours at dawn. Activists said more than 200 people were killed in what they called one of the bloodiest episodes of the 11-month-old uprising. The UN says more than 5,400 people have been killed so far.

The government denied any bombardment, saying the high tolls were part of a "hysterical campaign" of incitement by its opponents.

Following the assault the Arab League renewed its call for an end to the crackdown. The 22-member body expressed "its utmost disapproval at the continued and increasing violence and fighting in Syria."

"The [Al] Assad regime must come to an end," US President Barack Obama



Emotions run high

The Syrian embassy in Cairo after it was ransacked by Syrians protesting against the massacre in Homs in which more than 200 people were killed.

Reuters

said in a statement, calling on the Security Council ahead of the vote to "stand against the Al Assad regime's relentless brutality."

Ban lashes out

In response to the "bloody massacre", Tunisia expelled Syria's ambassador and no longer recognises the Al Assad regime, the president's office said in a statement. Angry Syrians stormed their embassies in Berlin, London, Athens,

Cairo and Kuwait, clashing with guards and police and — in Cairo — setting fire to part of the embassy.

At least 21 people were killed in violence outside Homs yesterday, according to the Syrian Observatory for Human Rights.

"It is difficult to imagine that, after the bloodiest day yet in Syria, there are those who would prevent the world community from condemning this violence," US Secretary of State Hil-

lary Rodham Clinton said at a Munich conference.

UN Secretary General Ban Ki-moon slammed the veto, saying it "undermines" the United Nations.

"This is a great disappointment to the people of Syria and the Middle East, and to all supporters of democracy and human rights," Ban said.

Russia said Lavrov would visit Damascus on Tuesday for talks.

Editorial comment — Page 12
See also Page 18

EX
B
C
SALE E

Gulf News (EAU / UAE)

Shock and horror in Homs

ARAB PARLIAMENT'S HEAD CALLS ON MEMBER STATES TO EXPEL PRO-REGIME ENVOYS

Beirut (AFP) Dazed and shocked residents of the battered Syrian protest hub of Homs emerged from their homes yesterday after a night of terror to search the rubble for loved ones.

Thousands of people flooded the streets of the flashpoint central city to bury more than 200 civilians who were killed in a barrage of mortar rounds and tank shells fired by regime forces, witnesses said.

"Nearly 200 martyrs will be buried in Freedom Park," activist Hadi Abdullah of the General Commission of the Syrian Revolution told AFP in a telephone call from Homs.

He said thousands of people joined funeral processions in Khalidiya, the hardest-hit neighbourhood in Homs and a hub of more than 10 months of anti-regime protests.

"The bombardment stopped this morning, and residents emerged to look for the dead and wounded in the debris," said Abdullah.

"The regular forces can't enter those districts outside their control, but surround them with a large number of tanks," he added.

Abdullah spoke of "very violent" shelling that "totally destroyed some buildings" and said hospitals have been overwhelmed by the number of wounded



Mass burial

Residents attend a burial ceremony for what activists say are victims of shelling by the Syrian army, in the Khalidiya neighbourhood in Homs yesterday. Syrian forces killed more than 200 people in an assault on Homs, activists said.

incessant shelling, while one resident, Danny Abdul Ayem, reported "non-stop bombardment... by tank shells and mortar bombs."

UK Foreign Secretary William Hague said he is "horrified" by reports of violence in the Syrian city of Homs in which over 200 people have reportedly been killed. "I condemn unequivocally the use of tanks, mortars and artillery in civilian areas," Hague said. "The Syrian regime's actions display President [Al] Assad's cold-blooded cynicism in the face of mounting international pressure for the UN Security Council to do its utmost to end the bloodshed in Syria."

The Arab League parliament's chief called on member states to expel pro-regime Syrian ambassadors, saying that Al Assad's government is continuing to kill Syrian protesters. Ali Salem Al Diqbassi, the 88-member advisory body's speaker, said that Arab League countries should carry out a decision to cut diplomatic and economic ties with Syria as Al Assad faces down protests with violence.

The "[Al] Assad regime committed one of the most horrific massacres since the beginning of the uprising in Syria," and killed "at least 260 civilians" in the Homs bombardment, the opposition Syrian National Council (SNC) said.

It was not clear what triggered the violence in Homs, where activists said regime forces committed a "horrific massacre" despite staunch denials from the Syrian government that its forces had attacked the city.

and were running out of medical supplies.

He accused the Syrian authorities of unleashing a torrent of firepower on Homs "in order to gain time and terrify the Syrian people and force them to suspend the peaceful [anti-regime] protests."

"It's a real massacre," Syrian Rights director Rami Abdul Rahman told AFP, calling for the "immediate intervention" of the Arab League.

Al Jazeera television said witnesses spoke of nail bombs raining down and

GULFNEWS.COM

ON THE WEB

For updates and related articles on unrest, log on to www.gulfnews.com

The National (EAU / UAE)

As war engulfs Syria, foreign forces could turn the tide

security

Ahmed Al Attar and William J Moloney

As the Syrian city of Homs tipped towards open war yesterday, international resolve was still mired in confusion. The ability of a UN Security Council resolution to stem the bloodshed is in doubt, while with few exceptions foreign observers are waffling on military intervention.

The strongest statements have come from Qatar's Sheikh Hamad bin Khalifa Al Thani, who recently told the US television channel CBS that "troops should go to stop the killing". The proposal, however, was short on details, and it remains to be seen who would be involved.

Turkey is still trying to hold on to the last vestiges of its "no problems with neighbours" foreign policy. The Arab League is caught between states that are dealing with their own revolutions, states that are wary of what comes after the Assad regime and states that are apathetic.

There is a general lack of political resolve, but if the violence continues as we have seen in Homs, intervention is the only option left on the table. But even if there was the will to intervene, could it be accomplished?

First and foremost, the goals of intervention must be highlighted. The mandate behind such a mission would be explicitly to bring an end to the Assad regime. As was witnessed in Libya last year and in Iraq in 2003, the only way to bring an end to a despotic and highly centralised regime is to decapitate it by seizing the capital. Diehard

units may continue to hold out after the political centre has been captured, but for all intents and purposes, the dictatorship would have lost the ability to use the state apparatus to wield control.

The forceful removal of the Assads by military means faces several key challenges. The Free Syrian Army does not have the manpower, materiel, or necessary organisation and support capabilities to defeat the much larger Syrian Army and Republican Guard (not to mention Damascus's extensive naval and air assets). Unlike Libya, intervention in Syria would require the deployment of foreign ground forces.

The staging of a ground intervention would be critical. While Syria borders five countries (Turkey, Lebanon, Israel, Jordan and Iraq) not all of them would be suitable candidates to support an invasion. A militia that is invested in the survival of the Syrian regime controls Lebanon; Israel is unlikely to support the removal of the "devil they know"; and Iraq is too unstable to support another deployment of foreign troops on its territory. Only Turkey and Jordan would be capable, and potentially willing, to host a ground offensive.

To defuse Damascus's claims of "imperialism", the ground component would best be conducted by a Turkish-Jordanian-GCC force, fighting the regime on both northern and southern fronts, with US and Nato air and intelligence ground support.

The Syrian ground forces seem formidable on paper, with 1,600 T-72 tanks, 2,200 BMP armoured vehicles, plentiful anti-tank weapons (including advanced AT-14 Kornet missiles) and substantial artillery and air-defence systems. While the Syrian air force has about 60 relatively modern planes, the remaining 524 combat aircraft are ageing models from the 1960s and 1970s. The navy is the smallest and most poorly equipped of the branches, and would be almost irrelevant anyway in an intervention staged from Turkey or Jordan.

The first phase would be the aerial campaign preparing the way for close air support of a ground advance. Surface-to-air missile sites (SAMs) and air force planes and installations would have to be completely destroyed, which would take significantly longer than the initial salvo against air defences in Libya.

There is a precedent in the 1999 Nato intervention in Kosovo, which stretched out over three and a half months, involving over 1,000 combat aircraft and 38,000 combat sorties. It involved almost all Nato members, and heavily relied on the US air force's diverse capabilities.

The 2011 intervention in Libya relied even more heavily on US air force support. While US and Nato forces should not have boots on the ground, their expertise in winning air superiority would drastically limit casualties.

The best-case scenario would be a two-front war. On the northern front, the Turkish army would push south to take Aleppo and sever Damascus's links to the Syrian Mediterranean region (which contains a large Alawite population). This would reduce the likelihood

of a repeat of the battle of Sirte, where Qaddafi loyalists held out for several weeks after the fall of Tripoli.

On the southern front, a combined Jordanian-GCC force would take Al Harisa and Shahba, before pushing on to Damascus. The rationale is based on low population density. The Syrian military may have units that are better trained in defensive asymmetric warfare, which would fortify themselves in urban environments, having learnt from the experience of Hizbollah in Lebanon. The southern approaches to Damascus are relatively flat, supported by a road network and have a lower population density, allowing a mobile offensive that avoided urban areas and minimised civilian casualties.

Middle East militaries' ever-present problems with practical combined forces and manoeuvre warfare would slow the southern advance, but a conventional ground offensive backed by close air support could avoid a long, drawn-out war, as was seen in Libya. Estimates of Libyan civilian casualties are uncertain, but certainly aggravated by urban warfare and the poor training of Libyan militias.

If the political or humanitarian situation in Syria changes to a degree where intervention is the only option, it could be successful. But it must be focused and decisive to shorten the conflict and minimise casualties. As the Homs massacre continues, this could be the only solution to the crisis.

Ahmed Al Attar is an Emirati security affairs commentator. William J Moloney is a defence analyst

➔ On Twitter: @AhmedwAlAttar

Arab News (Koweït / Koweït)

World rejects Syrian regime, but Beijing, Moscow stand by tyrant

ARAB NEWS

LONDON/NEW YORK: Russia and China's UN Security Council veto has let the Syrian people down by backing President Bashar Assad's "brutal suppression," British Foreign Secretary William Hague said Saturday.

"Their approach lets the Syrian people down, and will only encourage President Assad's brutal regime to increase the killing," he said.

Russia and China on Saturday vetoed a Security Council resolution backing an Arab League peace plan that calls for Assad to step down amid escalating violence.

Russia's foreign minister demanded that the resolution be amended to avoid giving the impression that the world body was taking sides in a civil war, but Washington still held out for 'yes' vote from Moscow.

The rare double-veto was issued following days of negotiations aimed at overcoming Russian opposition to the draft resolution. Several European envoys said before the session that they felt compelled to call for the vote because of the escalating violent crackdown by Assad's regime.

The urgency was heightened by an assault by Syrian forces firing mortars and artillery on the city of Homs. Activists said about 260 people were killed in what they called one of the bloodiest episodes of the uprising against Assad.

"It is a sad day for this council, a sad day for Syrians and a sad day for all friends of democracy," French Ambassador Gerard Araud said after the resolution was vetoed.

US Ambassador Susan Rice



China's Ambassador Li Baodong votes on Saturday during a UN Security Council meeting on a resolution calling for Bashar Assad to give up power. (Reuters)



Protesters clash with police outside the Syrian Embassy in London on Saturday. (AP)



Holding placards against Bashar Assad Syrians protest in front of the Syrian Consulate in Istanbul on Saturday. (Reuters)



A protester stands on an image of Bashar Assad outside the United Nations building in New York on Saturday. (AP)

said her country was "disgusted" by the vote. Araud said Russia and China had "made themselves complicit in a policy of repression carried out by the Assad regime."

"Today the Security Council has failed to live up to its responsibility," German Ambassador Peter Wittig said. "The people in Syria have been let down again."

— Please read full story on Page 7

In solidarity with Syrians ...

ARAB NEWS

RIYADH: Custodian of the Two Holy Mosques King Abdullah has ordered the cancellation of a musical opera due to be performed at the Janadriya National Heritage and Culture Festival on Feb. 8, a Royal Court statement said on Saturday. The musical event has been canceled "as a gesture of solidarity with

and support to the innocent and peaceful Syrian brothers who are being terrorized and whose blood is being shed," said the statement, carried by the SPA.

"It is also because of the tragic incidents in Egypt that resulted in the deaths of a number of innocent people, because of the events in Yemen and Libya which claimed a number of people and also the painful events that occurred in Tunis."

The Hindu (Inde / India)

Lavrov to visit Syria for talks

Vladimir Radyuhin

MOSCOW: Russia's Foreign Minister Sergei Lavrov and the head of the Foreign Intelligence Service, Mikhail Fradkov, will visit Syrian on February 7 for talks with President Bashar al-Assad.

The Russian Foreign Ministry made the surprise announcement following Mr. Lavrov's talks with U.S. Secretary of State Hillary Clinton on Saturday on the sidelines of an international security conference in Munich.

Remains opposed

Mr. Lavrov told Russian television that Moscow remained opposed to the U.S.-pushed Security Council draft resolution on Syria even after Western powers agreed to soften it. He said the draft was heavily biased against the Syrian government as it called for an immediate withdrawal of government troops from cities and towns but failed to demand an end to violence perpetrated by the armed opposition. Russian also wanted the Security Coun-

cil to facilitate a dialogue between the government and the opposition.

Referring to U.S. insistence to put the resolution to the vote on Saturday Mr. Lavrov said: "If they want another scandal in the Security Council, I don't think we can stop them."

However, he refused to say that Russia would use its veto right to block the resolution.

Talks with China

Mr. Lavrov on Saturday discussed the Syrian resolution on telephone with Chinese Foreign Minister Yang Jiechi.

"The Ministers agreed to continue broad coordination and consultations on the Syrian problem at the U.N. Security Council in order to work out a balanced text of the resolution which would open the way for political settlement of the Syrian crisis," the Russian Foreign Ministry said in a statement.

Russia and China both vetoed a European-drafted resolution on Syria in the Security Council in October.

The Times of India (Inde / India)

India to vote against Syria in UNSC

Indrani Bagchi | TNN

New Delhi: After holding out for months, India will vote for a UN Security Council (UNSC) resolution on Syria. The vote could happen as early as Friday afternoon, or Monday.

The new resolution was in danger of being vetoed by Russia again, and supported by the Chinese. Among the P-5, it was France leading the charge against Syrian president Bashar al-Assad. Sources said there are no references to prescriptions of regime change in the language of the resolution that makes it acceptable to opinions across the spectrum. So while there is nothing that smells of endorsing regime change, the new resolution will focus on cessation of violence and a peaceful negotiated settlement.

Bitten by the Libya experience, India will err on the side of caution and even make a statement emphasizing



MOUNTING PRESSURE: Bashar al-Assad

ful and inclusive political process ... The problem in Syria is not merely security-related; it is primarily political and economic and emanates from the Syrian people's desire to play a greater role in shaping their destiny. Resolution of this problem cannot be found in violence or armed struggle and its violent suppression. Nor can a solution be reached through prescriptions from outside. The Syrian people demand and deserve empowerment so that a Syrian-led and Syrian-owned political solution can be found in an atmosphere free of violence."

India was willing to buy the Assad line until it became impossible to maintain the fiction that the violence was externally induced. The resolution will support the Arab League's efforts in Syria, even though India was quite critical of the League's decision to up and run January-end as the violence escalated in the country.

caution on applying the resolution to bring about externally induced regime change in Syria. India's change of heart comes as violence has increased sharply inside Syria, with about 100 civilians being killed in the last weekend alone. Sources said, "We cannot allow it to deteriorate any further."

Making a statement in the Security Council earlier this week, India's permanent representative to UN Hardeep Puri said, "We have called for a peace-